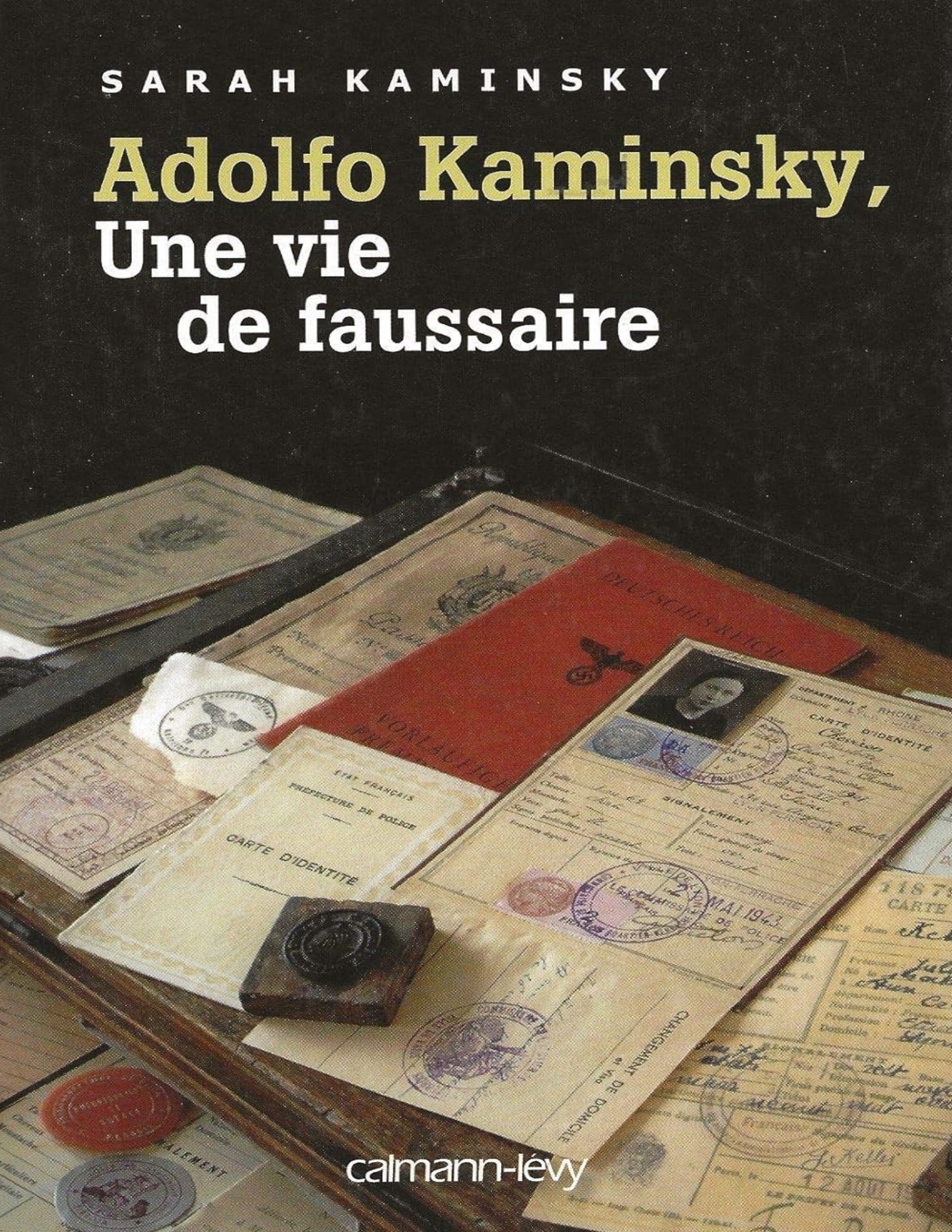
SARAH KAMINSKY

Adolfo Kaminsky, Une vie de faussaire



calmann-lévy

Table des Matières

Page de Titre

Table des Matières

Page de Copyright

Dédicace

Prologue

Chapitre 1

Chapitre 2

Chapitre 3

Chapitre 4

Chapitre 5

Chapitre 6

Chapitre 7

Chapitre 8

Chapitre 9

Chapitre 10

Chapitre 11

Chapitre 12

Chapitre 13

Chapitre 14

Chapitre 15

Épilogue

Remerciements

© Calmann-Lévy, 2009
978-2-702-14901-0

À Leïla.

Prologue

— Puisque tu veux tout savoir, dis-moi déjà ce que tu crois connaître de ma vie. Par exemple, à quel moment as-tu appris que j'avais été résistant ?

— Franchement, je ne sais pas. Faussaire, encore moins. Si on était restés en Algérie, je n'aurais peut-être jamais su pour la Seconde Guerre mondiale. Pour moi, tu étais le Moudjaïd, comme ils disent.

— Mais après, en France, tu as su.

— Pas tout de suite. Tu ne nous en parlais pas. J'ai grandi en pensant que j'étais fille d'un éducateur de rue qui aidait les jeunes délinquants à se réinsérer, que tu leur trouvais du boulot et leur apprenais la photo. Mais, en prêtant bien l'oreille aux conversations des grands, j'ai eu quelques indices, par bribes. Il y avait des contradictions dans les informations que j'obtenais, tout était confus. C'est par une succession d'évènements extérieurs que j'ai compris. Il y a eu cet article, dans le journal d'extrême droite Minute*, tu te souviens ?*

— Bien sûr, je l'ai même gardé. Tiens, regarde.

— « *L'ex-faussaire se refait dans la morale. Un ancien faussaire veille aujourd'hui sur la bonne moralité des jeunes, cet ex-membre du réseau Jeanson, qui soutenait les Algériens du FLN contre la France, est chargé désormais d'aider à la réinsertion de nos délinquants maghrébins… » Eh ben !*

— Après la parution de cet article, certains jeunes dont je m'occupais faisaient des plaisanteries, d'assez mauvais goût d'ailleurs, « J'ai un cousin qui aurait besoin de papiers », ou « J'aurais besoin de quelques milliers de francs ».

— Beaucoup plus tard, je me souviens, quand tu constituais notre dossier de naturalisation française, j'ai vu des lettres. Il y en avait une qui avait éveillé mon intérêt. On te remerciait avec gratitude pour ton travail au sein des services d'espionnage et de contre-espionnage de

l'armée française en 1945. Je m'étais dit, waou, mon père, un agent secret ! Selon les points de vue, j'entendais faussaire, résistant, héros, traître, agent secret, hors-la-loi, Moudjaïd…

— Et tu en pensais quoi ?

— Qu'un jour il faudrait que je tire ça au clair. Tiens, j'ai fait la liste des personnes que j'aimerais interroger à ton sujet.

— Fais voir… Dis donc, elle est longue, ta liste. Ça va être compliqué. Ils sont presque tous morts.

Lorsqu'on a eu fini de rayer les noms de toutes les personnes que je ne pourrais pas interroger, ma liste avait réduit de moitié. « Ça te fera du travail en moins », m'a dit mon père sur le ton de la plaisanterie, comme il le fait chaque fois que l'on aborde les sujets douloureux.

La mort, le temps. Il venait de pointer les raisons pour lesquelles il me fallait écrire ce livre, vite. Avant qu'il ne soit trop tard. Pour qu'il ne s'éteigne pas avec ses secrets, avec son histoire, pour que les énigmes de sa vie ne restent pas sans réponse.

Il m'a fallu deux ans d'enquête et une vingtaine d'interviews pour faire la connaissance d'Adolfo Kaminsky, moi qui ne connaissais que « papa ». Décoder les silences, percevoir entre les notes de ses récits monocordes ce qu'il ne dit pas avec des mots, comprendre les paraboles et trouver les messages enfouis sous les successions d'anecdotes qui ont rempli mes cahiers. Et il m'a fallu parfois le regard des autres sur lui pour comprendre ses choix, sa vie de faussaire, de clandestinité, ses engagements politiques, son incompréhension de la société et des haines qui l'encombrent, sa volonté de bâtir un monde de justice et de liberté.

1

Paris, janvier 1944. Arrivé devant la bouche du métro Saint-Germain-des-Prés, je m'y engouffre sans perdre de temps. Je dois rejoindre l'est de Paris, direction Père-Lachaise. Je choisis un strapontin, à l'écart des autres passagers. J'ai, dans ma mallette, un contenu précieux, que je serre contre moi. Je décompte les stations qui défilent. République, plus que trois. Il y a du bruit, des voix, en provenance du wagon d'à côté. Le métro siffle depuis plusieurs secondes, pourtant les portes ne se referment pas. Les voix cèdent au bruit de pas, bruyants, secs, bien particuliers. Je les reconnais immédiatement. Une douleur brûlante monte dans ma poitrine, au moment même où une patrouille de miliciens, brassards en évidence et bérets basques vissés sur des crânes à la nuque tondue, fait irruption dans la rame de métro. Un signe au chauffeur, et les portes se referment.

— Contrôle de papiers ! Fouille générale !

Je ne me retourne pas vers eux. J'attends mon tour, tout au fond du wagon. J'ai beau m'être habitué depuis longtemps aux contrôles de police, aujourd'hui j'en ai peur.

Garder mon calme, camoufler mes émotions. Surtout, qu'elles ne me trahissent pas, pas aujourd'hui, pas maintenant. Empêcher ma jambe de battre la mesure imaginaire d'une musique effrénée. Empêcher cette goutte de sueur de perler sur mon front. Faire cesser l'afflux du sang dans les veines. Ralentir les battements du cœur. Respirer lentement. Comprimer la peur. Masquer l'angoisse. Stoïque. Tout va bien. J'ai une mission à honorer. Rien n'est impossible.

Là-bas, juste derrière, on inspecte les papiers, on fouille les sacs. Il faut que je descende à la station suivante. Un milicien est posté devant chaque porte. Il est évident que je n'ai aucune chance d'échapper au contrôle. Alors, de moi-même, je me lève et pars avec assurance présenter mes papiers au milicien qui s'approche de moi, tout en lui faisant signe de la main que je dois bientôt descendre. Il se met à lire à

voix haute les informations inscrites sur ma pièce d'identité : « Julien Keller, dix-sept ans, teinturier, né à Ain, département de la Creuse… » Il tourne la carte pour l'examiner sous tous les angles, relève par à-coups ses petits yeux suspicieux, scrute ma réaction. Je sais qu'il ne peut deviner ma peur, je parais serein. Je sais aussi, avec certitude, que mes papiers sont en règle. D'ailleurs, c'est moi qui les ai fabriqués.

— Papiers en règle… Keller, c'est alsacien ?

— Oui.

— Et là ? Qu'avez-vous là-dedans ?

Voilà précisément ce que je voulais éviter. Le milicien désigne la mallette que j'ai à la main, et dont j'enserre nerveusement la poignée. L'espace d'un instant, je crois sentir le sol s'effondrer sous moi. Je voudrais prendre mes jambes à mon cou et déguerpir. Mais toute tentative de fuite serait vaine. Un vent de panique me glace le sang. Il faut improviser, et vite. Prendre un air étonné, le plus idiot possible.

— Il est sourd ? Il y a quoi là-dedans ? demande le milicien en haussant le ton.

— Mon casse-croûte. Vous voulez voir ?

Joignant le geste à la parole, j'ouvre ma mallette. Pas de problème, il y a bien un casse-croûte à l'intérieur. Pourvu qu'il soit assez gros pour cacher ce que je dois dissimuler à tout prix. Après une seconde d'hésitation, le milicien me dévisage, fouillant mon regard, à la recherche d'une faille. Alors je lui offre mon sourire le plus niais. Quelque chose que j'ai toujours su faire, chaque fois que nécessaire : avoir l'air bien bête. Les secondes qui suivent sont de celles qui paraissent des heures. Nous sommes arrivés à la station Père-Lachaise, et le train siffle la fermeture des portes.

— C'est bon, vous pouvez partir.

Je me souviens très bien du souffle strident du vent sur les tombes du cimetière. Assis sur le banc d'une allée du Père-Lachaise, je n'étais pas venu là pour me recueillir. Mes dents claquaient. Mon corps tremblait.

J’avais dû sortir du métro et me traîner jusqu’au cimetière pour y trouver la solitude nécessaire pour recouvrer mes esprits, et laisser resurgir les sentiments dissimulés sous un calme apparent. J’appelais cela le choc rétrospectif. L’expulsion par le corps d’émotions refoulées. Il ne me restait plus qu’à attendre patiemment ici que mon pouls revienne à la normale, que mes mains se décrispent, se dégourdissent. Combien de temps m’a-t-il fallu ? Je ne sais pas. Peut-être cinq ou dix minutes. Le temps d’avoir froid, et de me reprendre. Le temps de me souvenir pourquoi et pour qui j’étais là, à prendre des risques, et de me rappeler l’urgence de mon expédition. C’est cette urgence qui est venue m’extraire de mon hébétude dans le lourd silence du cimetière, me rappelant que je n’avais plus une minute à perdre. Pas de temps pour le terrassement ou l’apitoiement, la crainte ou le découragement.

Je m’apprête à repartir. Avant de me relever, j’ouvre précautionneusement ma mallette, pour une ultime vérification. Je soulève le sandwich. Tout est bien là. Mon trésor. Cinquante cartes d’identité françaises vierges, ma plume, mon encre, mes tampons et une agrafeuse.

Ce jour-là, comme tant d’autres auparavant, je frappe à toutes les portes d’une liste qu’on m’a donnée la veille, et que j’ai passé la nuit à apprendre par cœur. Les noms et adresses de dizaines de familles juives, qui, d’après ce que le réseau a pu découvrir grâce à des complices infiltrés, seront raflées le lendemain aux aurores. Je remonte le boulevard de Ménilmontant, puis prends la rue des Couronnes pour atteindre les ruelles adjacentes au boulevard de Belleville. Chaque fois, de nouveaux visages se superposent à ces noms inconnus. Rue du Moulin-Joly, famille Blumenthal, Maurice, Lucie et leurs enfants, Jean, Éliane et Véra, ont accepté les faux papiers, ils entrent en clandestinité.

Dans le meilleur des cas, ils ont chez eux des photos d’identité, qu’il me suffit d’agrafer à la carte d’identité vierge, que je remplis enfin

soigneusement d'une écriture d'employé de mairie. Parfois, ils acceptent les faux papiers mais n'ont pas les éléments nécessaires à la fabrication « sur place ». Néanmoins, ils prennent ma visite au sérieux, et m'assurent qu'ils ne seront pas chez eux le lendemain à l'heure de la rafle. Certains ont un oncle, une amie, un cousin chez qui se cacher. D'autres n'ont personne. Il y en a qui d'abord refusent, puis se ravisent lorsque je leur assure que mon offre est gratuite. Mais ils ne sont malheureusement pas tous aussi faciles à convaincre. Ce soir, il y a eu par exemple Mme Drawda, rue Oberkampf. Une veuve qui m'a stupéfait par son manque de lucidité, son entêtement à me considérer comme un individu malhonnête. Quand je lui ai proposé les papiers, elle s'est offusquée : « Pourquoi me cacher, moi qui n'ai rien fait, et qui suis française depuis plusieurs générations ? » J'ai eu le temps de voir, par-dessus son épaule, la table dressée du salon, autour de laquelle quatre enfants soupaient sagement. J'ai tout tenté pour la convaincre. Je lui ai expliqué que mon réseau s'occupait de cacher les enfants, qu'ils seraient ainsi placés en toute sécurité, chez d'honnêtes gens, à la campagne, et qu'elle pourrait même avoir de leurs nouvelles. J'ai eu beau la supplier, elle ne m'a pas écouté, n'a pas voulu m'entendre, et a gardé son petit air indigné. Ce qui m'a frappé, c'est qu'après m'avoir écouté lui parler de ce que j'avais vu de mes propres yeux lors de mon internement à Drancy, les cars entiers en partance pour la mort, les milliers de déportés, elle a froidement rétorqué que les camps de la mort n'existaient pas, qu'elle ne croyait pas aux mensonges de la propagande anglo-américaine. Puis, après s'être interrompue une seconde, elle est devenue menaçante et m'a prévenu que si je ne décampais pas sur-le-champ, elle préviendrait la police. N'avait-elle donc pas compris que la police, celle qui viendrait l'arrêter avec ses enfants le lendemain, ne serait pas là pour les protéger ?

Portant ma mallette et ma douleur comme un fardeau, j'ai continué ma route, de porte en porte, en comptant et en dressant des listes dans ma tête, les futurs clandestins d'un côté, les déportés de l'autre. De ceux-là, je savais d'avance que je me souviendrais toujours, que ma mémoire ne saurait tout à fait effacer leurs noms, leurs visages. Que j'en aurais des

cauchemars. Conscient que j'étais peut-être le dernier témoin de leur liberté, je tâchais de leur faire une petite place quelque part dans mes souvenirs.

J'avais beau me dépêcher, l'obscurité glaciale des nuits d'hiver avait achevé de balayer les derniers rayons du franc soleil de février. Quand la dernière porte de la dernière adresse s'est refermée sur moi, l'heure du couvre-feu était passée depuis longtemps. Il fallait me transformer en ombre, rasant les murs, fuyant la lanterne des lampadaires, calfeutrer mon pas, glisser sur le sol, et disparaître. Mais, avant tout, trouver une cabine téléphonique pour informer mon contact que mon secteur était terminé. Un numéro à composer, un message codé à prononcer, et alors seulement je pourrais rentrer chez moi.

Après vingt minutes de marche angoissée, j'ai enfin vu se dessiner au loin la bâtisse de brique de la Maison du jeune homme, devenue aujourd'hui le Palais de la femme. À cette époque, l'établissement fonctionnait comme un foyer pour étudiants et jeunes travailleurs. C'était très bon marché et j'y étais pensionnaire, le temps de trouver mieux. Arrivé devant la grille, j'ai donné plusieurs coups de sonnette, mais personne ne m'a ouvert. J'avais froid, les pieds gelés, et j'étais bloqué dehors pendant le couvre-feu. À chaque coin de pénombre, je pensais percevoir des silhouettes menaçantes, des ombres, entendre des voix. Je me sentais en danger. Nulle part où aller. Épuisé. Après avoir sonné une dernière fois, sans illusions, je suis allé me tapir dans une entrée d'immeuble, assis sur une marche, la tête rentrée dans les épaules et les bras enroulés autour du corps, pour attendre le lever du jour. Incapable de fermer l'œil, sursautant à chaque bruit du vent, je repensais à Mme Drawda, et à tous ceux que je n'avais pas réussi à persuader, aux enfants en particulier. Je me sentais coupable, sans pouvoir dire de quoi. Je regrettais de ne pas avoir su trouver les bons mots, plus justes, plus convaincants. Je voulais persister à croire que mes efforts, tout comme ceux de mes camarades, n'étaient pas vains. Ne pas me résigner. Je me demandais si « Loutre » avait pu finir sa tournée avant le couvre-feu, s'il avait su distribuer davantage de papiers que moi. J'espérais qu'il n'avait

pas été arrêté par la police. Sinon, cela voulait dire qu'il était déjà mort. C'était le mois de janvier 1944. Contrairement à ce que disaient mes papiers, je n'avais pas dix-sept, mais tout juste dix-huit ans. Je m'étais rajeuni d'une année pour échapper au STO[1]. Après une enfance brusquement interrompue par les débuts de la guerre, je ne me sentais pas encore tout à fait adulte, mais je savais désormais, avec certitude, que je n'avais plus rien d'un enfant.

Je savais bien sûr que toutes les polices étaient sur la trace du faussaire de Paris. Je le savais car j'avais trouvé le moyen de produire une telle quantité de faux documents que, très vite, toute la zone Nord, jusqu'à la Belgique et aux Pays-Bas, en fut inondée. Quiconque cherchait des faux papiers en France savait qu'en établissant un contact avec n'importe quelle branche de la Résistance, il les obtiendrait instantanément. Alors, évidemment, si tout le monde le savait, la police aussi. Plus nous produisions, plus il fallait redoubler de précautions. L'avantage majeur que j'avais sur les services de police, c'est qu'ils étaient probablement en quête d'un technicien « professionnel », possédant des machines, des presses à imprimer, une fabrique de pâte à papier ; aucun d'entre eux n'aurait pu soupçonner à l'époque que le faussaire qu'ils recherchaient n'était qu'un gamin.

Évidemment et heureusement, je n'étais pas seul. Le responsable du laboratoire s'appelait Sam Kugiel, il avait vingt-quatre ans. Nous le surnommions « Loutre ». L'ancienne responsable technique, qui m'avait cédé sa place pour s'occuper des convois d'enfants et des passages des frontières, était Renée Gluck, alias « Nénuphar », une chimiste, âgée elle aussi de vingt-quatre ans. Ils tenaient tous deux leurs noms de totem de leur appartenance aux Éclaireurs israélites de France (EIF), où ils s'étaient rencontrés avant le début de la guerre. Au laboratoire, il y avait aussi Suzie et Herta Schidlof, des sœurs de vingt et vingt et un ans, étudiantes aux Beaux-Arts, dont la contribution était particulièrement précieuse, tant pour leur travail acharné que pour leur éternelle bonne humeur. Ainsi était constitué le « fameux » laboratoire de faux papiers de la « 6e », section secrète de l'UGIF[2]. En dehors de nous cinq, personne ne

possédait l'adresse du laboratoire. Même nos dirigeants étaient tenus à l'écart du secret. Ils ne devaient savoir sous aucun prétexte, et c'est grâce au strict respect de cette règle que nous comptions échapper à bien des catastrophes.

Pour couverture, nous jouions les artistes peintres. Notre laboratoire de faux papiers se trouvait dans une petite chambre mansardée, tout en longueur, au dernier étage du 17, rue des Saints-Pères, et nous l'avions transformé en atelier d'artiste. C'était minuscule, à peine quinze mètres carrés, mais grâce à une lucarne au plafond nous pouvions au moins profiter d'une belle clarté le jour. Deux tables posées bout à bout occupaient toute la longueur de la pièce. Sur l'une, deux machines à écrire. Sur l'autre, des papiers buvards. Sur des étagères fixées au mur, j'avais disposé tous mes produits chimiques et mes différentes encres, scrupuleusement classés dans l'ordre de leur utilisation. Et, comme nous avions pris soin de poser quelques pinceaux à côté, rien n'aurait pu laisser soupçonner qu'il ne s'agissait pas de pots de peinture et de solvants. Pour augmenter notre surface de travail, j'avais bricolé des dizaines de tiroirs plats coulissants sous les deux tables. On faisait ainsi sécher une grande quantité de papiers à la fois, en toute discrétion. Les autres murs étaient couverts de tableaux que nous nous étions amusés à peindre nous-mêmes, à la va-vite, et derrière lesquels nous cachions notre production de faux papiers, en attendant de les remettre à nos agents de liaison. Chacun de nous respectait des horaires fixes, des horaires de bureau, pour ne pas inquiéter le concierge, et nous arrivions de temps en temps avec des palettes de peintre. Ainsi, aucun voisin ne venait s'enquérir des odeurs de produits chimiques. Idem pour l'agent de la compagnie d'électricité qui venait relever les compteurs. Chaque fois qu'il entrait dans le laboratoire, il nous félicitait pour nos œuvres. Dès que nous n'entendions plus l'écho de ses pas dans l'escalier, nous éclations de rire car, tu peux me croire, nos tableaux n'avaient rien d'exceptionnel.

La particularité de notre réseau était d'avoir trouvé naissance au sein même de l'UGIF, un organisme juif, gouvernemental, instauré par le

régime de Vichy, financé avec l'argent et les biens des Juifs réquisitionnés par l'État. Sa mission était de recueillir les Juifs : l'UGIF plaçait les mineurs dans des maisons d'enfants, leur permettait d'aller à l'école, assurait des repas convenables, si bien que beaucoup pensaient que ses motivations étaient tout à fait honnêtes et sincères. En réalité, l'État français avait trouvé là un moyen infaillible de préparer la déportation systématique des Juifs sous couvert de bonne morale, en prenant de l'avance sur tous les autres pays, avec un système de fichage et de cartons perforés : les Juifs, qui n'avaient nul autre lieu où se rendre, et l'interdiction de travailler, se retrouvaient tous irrémédiablement dépendants de l'UGIF, et pensionnaires de ses charitables maisons. Ils étaient alors fichés, et raflés presque aussitôt. Certains des responsables de l'UGIF, en découvrant qu'ils participaient à leur insu à toutes ces déportations, décidèrent de créer une section clandestine qu'ils finançaient en détournant une partie des fonds qu'ils avaient à gérer. Ils recrutèrent des volontaires, notamment parmi les EIF (Éclaireurs israélites de France), parce qu'ils étaient jeunes et loyaux, et ne demandaient qu'à entrer en Résistance. Ils constituaient au départ la majeure partie du réseau. La 6e avait donc l'avantage d'avoir accès à l'avance, grâce à des agents doubles, à la quasi-totalité des listes de personnes qui allaient être raflées, dans les maisons de l'UGIF ou ailleurs.

J'étais le dernier à avoir intégré le laboratoire de la 6e, mais dès mon arrivée j'ai dû chambouler toutes les méthodes de travail. Quand Nénuphar m'a expliqué qu'elle retirait le tampon *Juif* avec du coton hydrophile imbibé de simple corrector ou d'eau de Javel bouillie, et qu'après cela Suzie recoloriait la carte aux crayons de couleur, j'ai manqué défaillir ! Leur méthode était beaucoup trop risquée. Je leur ai tout de suite expliqué qu'au contact de la peau et de la sueur, les écritures réapparaîtraient quelques jours plus tard en jaune. Et que si elles ne neutralisaient pas le corrector avec un produit alcalin, il continuerait à ronger le papier, qui prendrait alors la texture d'un buvard sur la partie falsifiée. La carte d'identité serait inutilisable. J'ai élaboré sous leurs

yeux stupéfaits mes propres solutions chimiques, et leur ai montré comment elles devaient procéder à partir de maintenant. C'était très facile pour moi. Toutes ces connaissances techniques, je les tenais de mon expérience de teinturier, et du temps passé auprès d'un expert en chimie laitière. Je savais, grâce à mon apprentissage en teinturerie, comment teindre un fil de coton sans toucher au fil de laine, ou le contraire. J'avais d'ailleurs commencé mes expériences de chimie à l'âge de quatorze ans, par des recherches sur la décoloration des encres dites « indélébiles ». Malgré des années d'analyses, je n'en avais trouvé aucune : on peut toutes les effacer.

L'enthousiasme que j'avais suscité m'amusait. Suzie parlait de magie. Nénuphar décida quelques jours plus tard de se consacrer aux convois des enfants, jugeant que le laboratoire de faux papiers avait trouvé son ingénieur chimiste et n'aurait plus besoin d'elle.

Ce n'était alors que le début. Par la suite, les documents sont devenus de plus en plus compliqués à falsifier, alors que dans le même temps les demandes de faux papiers augmentaient de jour en jour. Quand j'ai rejoint le réseau, la 6e était déjà en liaison étroite avec les autres réseaux juifs, le Mouvement des jeunesses sionistes (MJS), l'Organisation juive de combat (OJC), le dispensaire de la rue Amelot et l'Œuvre de secours à l'enfance (OSE). Ensuite, les autres réseaux se sont rapprochés de nous, comme le Mouvement de libération nationale (MLN), qui recevait ses ordres de Londres et qui agissait dorénavant de concours avec Combat, et Libération Nord, mais aussi les réseaux communistes, les Francs-Tireurs et Partisans (FTP) et la Main-d'Œuvre immigrée (MOI). La Résistance unifiée s'organisait. La toile se tissait entre les différents réseaux, et chacun mobilisait ses compétences pour lutter contre les déportations et organiser les maquis. Ces ramifications permettaient d'échanger des informations cruciales. Cette Résistance, jusque-là composée de petites initiatives isolées et de petits groupes, prenait donc peu à peu une forme structurée, celle d'une pieuvre tentaculaire, où chaque fraction devenait interdépendante des autres. Nous sommes devenus le laboratoire le plus ingénieux et le plus performant de France, le seul à avoir une capacité de

production en nombre, car entre-temps j'avais trouvé les techniques pour ne plus avoir à falsifier des papiers existants, mais en fabriquer de tout neufs, aussi vrais que s'ils sortaient de l'Imprimerie nationale. Je transformais moi-même mon papier pour le rendre cartonné, fabriquais mes propres tampons de préfecture et de mairie.

Je dois préciser qu'en fait je ne disposais pas d'un laboratoire, mais de deux. Quand Maurice Cachou, responsable du service faux papiers pour le compte du MLN, a eu connaissance de mes prouesses, il est entré en contact direct avec moi, pour savoir si je pouvais faire de la photogravure. À cette époque, pour éviter les trajets trop longs et les contrôles de police, j'avais quitté la Maison du jeune homme et m'étais installé dans une autre pension, rue Jacob, tout près du laboratoire de la 6e. Je m'étais improvisé photographe amateur, et la cuisinière de la pension, qui m'avait pris en affection, me prêtait une chambre qu'elle gardait vide au-dessus de la mienne, croyant que j'y faisais des recherches photographiques. En réalité, c'est là que j'avais créé le laboratoire de recherche en faux papiers du MLN.

Encore une chambre de bonne, mais dont cette fois l'adresse était totalement secrète, puisque j'étais le seul à y avoir accès. C'est là que je transformais le papier, la nuit, et que, grâce aux procédés de photogravure, je reproduisais à l'infini tous les tampons, les papiers à en-tête et les filigranes. La totalité des documents vierges sortait du laboratoire de la rue Jacob. Tout y avait été improvisé, conçu avec du matériel récupéré aux puces et des bouts de ficelle. Mais j'avais réussi, en bricolant, à reproduire des machines prodigieusement sophistiquées, dignes de celles des véritables laboratoires de photogravure. Comme la force centrifuge était le seul moyen efficace pour répartir uniformément le liquide photosensible sur les plaques de photogravure, j'avais inventé une centrifugeuse fabriquée avec une roue de vélo. Ma pipe faisait un excellent outil à repolir les papiers attaqués par les produits acides. D'ailleurs, elle ne me servait qu'à ça, je n'ai jamais fumé. Avec des verres de lunettes convergents et divergents, et un petit miroir semi-transparent, j'avais reproduit une machine utilisée par Léonard de Vinci, qui projetait l'image virtuelle du dessin – ou tampon – à reproduire à la main, et qui permettait un tracé de grande précision. Tout cela était

artisanal, mais tellement efficace ! Et, comme il fallait sans cesse tout inventer, j'y passai bien des nuits d'insomnies.

Chaque matin, il me suffisait, sans avoir à prendre le métro puisque c'était tout proche, de transporter les documents vierges au laboratoire de la 6e pour le remplissage.

Nos services étaient mis à la disposition de tous. Les commandes pleuvaient. De plus en plus nombreuses. Elles venaient de Paris, de l'UGIF, de la zone Sud, de Londres. Le rythme que nous devions maintenir était à la limite du soutenable, parfois jusqu'à cinq cents documents par semaine.

D'ordinaire, Loutre et moi effectuions les liaisons pour récupérer toutes les demandes. Je me souviens qu'il avait, comme moi, une apparence naïve et innocente. C'était notre plus belle couverture. Il était de petite taille, blond-roux avec des taches de rousseur. Un tout petit nez et un regard malicieux. Le visage poupon, juvénile, passe-partout. C'était lui qui était le plus souvent en contact avec les réseaux juifs. Moi, avec le MLN et les communistes. Mais il arrivait que ça change, selon les urgences. En général, nous organisions nos rendez-vous avec nos agents de liaison dans un lieu fréquenté de Paris, de préférence avec une femme. Les rencontres prenaient l'apparence de rendez-vous amoureux. J'arrivais toujours le premier, apportant à chaque fois une rose. Ma « fiancée » et moi faisions alors une « balade », en prenant soin de nous échanger des regards tendres chaque fois que nous nous sentions observés. Quand nous nous séparions, chacun savait quelle était sa mission.

Ce jour-là, je n'avais pas rendez-vous avec l'une de mes prétendues bien-aimées, mais avec Marc Hamon, alias « Pingouin », l'homme qui m'avait recruté lors de mon entrée en Résistance, lui aussi membre des EIF.

Je savais que si Pingouin venait en personne, c'est que son problème était si urgent qu'il ne pouvait attendre qu'une des jeunes filles du réseau soit disponible. Nous devions nous retrouver au jardin des Tuileries. À mon arrivée, je l'ai trouvé assis sur un banc, particulièrement fatigué et inquiet. Je lui ai fait remarquer qu'il avait maigri depuis notre première rencontre. Sur quoi il s'est mis à rire, et m'a « retourné le compliment ». Puis il a pris une voix plus grave.

— Hier, Radio Londres nous a donné quelques bonnes nouvelles. L'armée allemande recule sur tous les fronts, et nous avons désormais de notre côté toutes les armées d'Afrique du Nord. Le problème, c'est que les nazis ont décidé d'accélérer le processus de nettoyage en préparant une rafle géante sur l'ensemble du territoire. Dans trois jours, dix maisons d'enfants vont être raflées simultanément un peu partout en région parisienne. J'ai une liste pour toi. Il me faut de tout, cartes d'alimentation, certificats de baptême, actes de naissance, plus les cartes d'identité des passeurs, leurs ordres de mission et les laissez-passer collectifs.

— Combien ?

— Combien d'enfants ?… Plus de trois cents.

Trois cents enfants, cela voulait dire plus de neuf cents documents différents à réaliser. Dans un délai de trois jours, c'était impossible ! En général, les demandes m'arrivaient par paquets de trente à cinquante par jour, parfois un peu plus. Je n'en étais pas à mon premier défi, mais là, j'ai failli plier sous le choc. En quittant Pingouin, pour la première fois j'ai eu peur d'échouer. Jusque-là, j'avais toujours su, d'un amas de connaissances hétéroclites, extirper des solutions presque miraculeuses pour résoudre des problèmes techniques. Plus les papiers s'étaient améliorés, plus il avait fallu inventer, faire preuve d'ingéniosité pour falsifier l'infalsifiable avec le peu de moyens dont je disposais. Or, cette fois, il ne s'agissait plus de « solutions », mais de « quantité », et je savais que j'avais atteint mon maximum de productivité. Les heures d'une journée ne sont pas compressibles, et malheureusement elles ne se rallongent pas non plus. Pas le temps de réfléchir. D'abord, filer rue

Jacob pour fabriquer du papier, du serré, bien compact, ou du fin, avec ou sans grain, selon la nature des documents à réaliser. Me dépêcher. Le chronomètre venait de se mettre en route. La course allait commencer. Une course contre la montre, contre la mort.

Quand, après avoir quitté Pingouin, j'arrive essoufflé au laboratoire de la 6e, avec ma mallette de documents à remplir, j'y trouve Loutre, Suzie et Herta qui m'attendent, fidèles à leur poste. Mais je suis étonné de constater que Nénuphar les a rejoints. Il est rare de la revoir au laboratoire depuis qu'elle a pris d'autres fonctions. Tous me regardent, l'air catastrophé. Pour les trois cents enfants, ils m'annoncent qu'ils sont déjà au courant, ce qui explique le retour de Nénuphar, venue prêter main-forte. Mais, en plus, Loutre vient de recevoir une demande de la MOI, qui a besoin de papiers pour sa section de Hongrois. Ils m'interrogent du regard. Ce qu'ils veulent savoir, c'est si le laboratoire a réellement la capacité de relever le défi.

Je dépose les cartons de papiers vierges sur la table et, avec le ton qui sied aux circonstances, je donne le signal.

— Les enfants en priorité ! ajoute Nénuphar.

Le laboratoire se met immédiatement en branle. Nénuphar au massicot, pour découper les planches de cartes. Suzie à la recoloration. Herta au remplissage, à la main et à la machine à écrire. Seul Loutre, qui d'ordinaire ne s'occupe jamais de la fabrication mais de toutes les données administratives, tourne en rond, l'air désemparé.

— Si tu veux nous aider, tu peux déjà tamponner et signer les documents.

Il se met au travail sur-le-champ, tandis que moi, je vieillis les papiers grâce à une petite machine cylindrique de ma confection, dans laquelle je dépose de la poussière et de la mine de crayon, et dont je tourne la manivelle pour les salir et les user afin qu'ils ne paraissent pas trop neufs

ou tout juste sortis de l'imprimerie. Les odeurs de produits chimiques envahissent peu à peu la pièce, et se mélangent à celle de la sueur. On coupe, découpe, tamponne, colore, tape à tout-va, trimant à la chaîne dans notre usine de fortune. Puis on bourre le dos des tableaux et les tiroirs à double fond de faux papiers. Au fond, nous savons tous que nous avons peu de chances d'y arriver, mais chacun se garde bien de le dire. Tout repose sur notre volonté. Après tout, l'optimisme, c'est tout ce que nous avons, le seul moyen d'avancer.

À la tombée de la nuit, alors que chacun rentre chez lui, je prends le chemin de mon autre laboratoire, celui de la rue Jacob. Comment pourrais-je me coucher alors qu'en un jour, même avec l'aide de Nénuphar et la contribution fortuite de Loutre, nous n'avons pas effectué le quart des papiers d'enfants ? Ce qui m'est insupportable, c'est qu'à ce rythme-là nous parviendrons peut-être à honorer la demande de papiers pour les enfants, mais ferons à coup sûr le sacrifice des Hongrois de la MOI.

Rester éveillé. Le plus longtemps possible. Lutter contre le sommeil. Le calcul est simple. En une heure, je fabrique trente papiers vierges. Si je dors une heure, trente personnes mourront…

Au bout de deux nuits de travail – un travail de fourmi interminable – l'œil calé au microscope, la fatigue est devenue ma pire ennemie. Retenir ma respiration, la main ne doit jamais trembler. La fabrication de faux papiers est une opération minutieuse. Un véritable travail d'orfèvre. Plus que toute autre chose, je redoute l'erreur technique, la petite faute, l'infime détail qui aurait pu m'échapper. La moindre seconde d'inattention peut s'avérer fatale, et de chaque papier dépend la vie ou la mort d'un être humain. Je contrôle et recontrôle chaque planche de papier. Elles sont parfaites. Mais j'ai encore un doute. Je les contrôle à nouveau. Je ne ressens plus aucune tension. Pire, je pique littéralement du nez. Je me relève énergiquement pour me réveiller, fais trois pas, m'inflige une série de gifles. Puis me rassieds. Une heure, trente vies ! Je n'ai pas le droit de flancher. Je cligne et plisse les yeux pour retrouver

une vision plus nette. Est-ce mon tirage qui est flou, ou mes yeux qui n'arrivent plus à voir dans l'obscurité de la chambre noire ?

Le lendemain, le laboratoire de la rue des Saints-Pères est en ébullition. Dernière ligne droite. Ce soir à dix-sept heures, Loutre et Nénuphar repartiront avec notre production, tout ce que nous aurons eu le temps de faire, le fruit de trois jours de travail acharné. Nous en sommes, ce matin, à plus de huit cents papiers achevés, et je commence enfin à être confiant. À force d'effectuer toujours les mêmes gestes, frénétiquement, comme des automates, nous allons plus vite que jamais, avec dextérité et sans relâche. Nos vêtements sont poisseux et puent les produits chimiques, on transpire à grosses gouttes, mais il y a quelque chose de nouveau dans l'air ce jour-là. Quelque chose d'impalpable dans l'atmosphère. De l'euphorie ! On compte à voix haute pour s'encourager, 810, 811, 812… Entraînés par la musique bien rythmée du tac-tac incessant des machines à écrire, du clap du massicot, du bruit des tampons, du clic de l'agrafeuse, et du vrombissement de la machine à vieillir les papiers.

Enivré, dans le tourbillon de l'action, je vois soudain un voile sombre passer devant mes yeux. Puis, tout à coup, c'est le noir total. Je cligne, plisse les yeux, tâte mes paupières. Mais toujours rien. Aveugle. J'ai l'ouïe parasitée par un bourdonnement continu, les mains tout engourdies. Je me sens soudain perdre le contrôle de mon corps.

Il paraît qu'il y a eu un grand fracas quand je me suis écroulé de tout mon poids sur le sol. À mon réveil, j'avais la tête sur le parquet, et je ne voyais plus que des taches sombres. Nénuphar m'a transporté chez une agent de liaison du réseau qui vivait à deux pas pour qu'on m'y soigne. Je craignais tant que sans moi les papiers ne soient pas achevés à temps que j'ai insisté pour qu'on ne me laisse pas dormir plus d'une heure. Je me souviens alors de cette phrase que m'a dite Nénuphar, qui allait ancrer en moi à jamais le sentiment de responsabilité de la vie des autres :

« Nous avons besoin d'un faussaire, Adolphe, pas d'un cadavre supplémentaire. »

1 Service du travail obligatoire.

2 Union générale des israélites de France.

2

— *Comment devient-on faussaire ?*

— Pourquoi, le créneau t'intéresse ?

Comment devient-on faussaire ? Je dirais… par hasard. Enfin, pas tout à fait. Il se trouve que pendant les années qui ont précédé mon entrée en Résistance, j'ai accumulé sans le savoir toutes les connaissances qui allaient m'être nécessaires. Je n'ai plus eu ensuite qu'à les mettre en application.

Comme beaucoup d'adolescents, pendant la guerre, je rêvais d'être résistant. J'avais une admiration farouche pour les hommes qui se battaient dans les maquis, alors que j'étais pacifiste, incapable de tenir une arme. Déjà, à l'école primaire, c'était mon petit frère, plus fort, plus courageux que moi, qui me défendait dans les rixes. Moi, j'étais le doux, le craintif, le contemplatif de la famille. Je rêvais d'être peintre, mais « ce n'est pas un métier », me disait-on alors. Il est certain que sans ces circonstances, sans la guerre, mon destin aurait été des plus banals. J'aurais été teinturier, au mieux chimiste.

Ma formation, si on peut dire, a commencé lorsque j'ai emménagé à Vire, en Normandie. J'avais treize ans.

Nous n'en étions pas à notre premier déménagement. L'histoire de ma famille est typique de celle de la plupart des Juifs d'Europe de l'Est de cette époque. Une histoire d'exils répétitifs, bien souvent sous la contrainte. Mes parents, tous deux russes, s'étaient rencontrés à Paris en 1916. Ma mère avait fui les pogroms et choisi le « pays des droits de l'homme ». Quant à mon père, il ne nous a jamais expliqué les raisons de son arrivée en France, mais je sais qu'il était pigiste pour le journal du Bund[1] et que sa sympathie pour l'idéologie marxiste l'avait certainement contraint à l'exil. En 1917, lorsque les bolcheviks prirent le pouvoir en

Russie, le gouvernement français ordonna l'expulsion immédiate de tous les ressortissants russes considérés comme « rouges ». Mon père, en tant qu'ancien bundiste, figurait sur leurs listes. En pleine Première Guerre mondiale, impossible de retourner en Russie. C'est ainsi que mes parents débarquèrent en Argentine. Mes frères et moi naquîmes à Buenos Aires, et toute la famille obtint la nationalité argentine. Je n'avais pas cinq ans quand mes parents décidèrent de revenir à Paris.

En 1938, nous venions de nous installer en Normandie chez mon oncle Léon, le petit frère de ma mère, un homme à la personnalité complexe, qui s'était « fait tout seul », à la dure, et qui, derrière des attitudes extrêmement nerveuses, maniaques et même tyranniques, était d'une bonté et d'un dévouement infinis. C'est lui qui avait payé les frais de notre arrivée en France, lui qui avait trouvé du travail à mon père à Paris, et même notre logement. Il n'avait pas d'enfants ; comme à ses yeux une maison sans éclats de rire et joyeux chahuts ne pouvait être que synonyme de tristesse, il avait fait construire une immense maison coupée en deux parties identiques, dans l'espoir que nous venions un jour nous y installer. Les évènements de 1938, l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne et les échos de la traque des Juifs annonçant l'imminence de la guerre accélérèrent les retrouvailles. Manifestement, la capitale devenait trop dangereuse pour une famille comme la nôtre, juive et étrangère. Et il est vrai qu'à Vire, pendant les premières années de la guerre, nous avons été protégés. La population nous a accueillis avec gentillesse, en partie grâce à la réputation d'honnête commerçant de mon oncle. Là-bas, tout le monde le connaissait, et le respectait. Il était devenu français parce qu'il s'était engagé volontaire pour la guerre de 14, où il avait perdu un poumon.

J'avais alors en poche le seul et unique diplôme obtenu au cours de toute ma vie, le certificat d'études primaires, mais pas encore l'âge de travailler. En attendant mes quatorze ans, on m'a placé dans une école.

Le fait que j'arrive de Paris me donnait un statut particulier à Vire. À l'école, les garçons m'admiraient. Les filles aussi d'ailleurs, avec qui je parcourais le chemin de l'école à travers la campagne, chaque matin, en chantant des canons. Il y en avait une, Dora Augier, qui était très timide, et qui restait toujours près de moi. Je l'aimais beaucoup, mais j'évitais soigneusement de croiser son père, un vieux à l'allure de capitaine corsaire à cause de sa jambe de bois.

Il y avait aussi un autre garçon, qui comme moi avait déjà son diplôme, Bragantti, un petit Italien vif et malicieux avec lequel j'ai sympathisé aussitôt. Comme nous avions déjà fini le programme scolaire, le directeur de l'école, M. Madeline, qui ne voulait pas se résigner à nous voir nous ennuyer toute l'année, nous proposa à tous les deux de créer une coopérative et d'utiliser l'argent pour concevoir un journal de l'école. Nous nous sommes munis d'une vieille presse à imprimer achetée à bas prix, et avons récupéré des caractères d'imprimerie usés ou des polices démodées chez des imprimeurs ainsi qu'auprès du quotidien de la région, pas mécontent de s'en débarrasser tout en faisant une bonne action pour notre école. C'était ludique, et lucratif. Nous vendions le journal pour remplir les caisses de la coopérative et racheter du nouveau matériel, plus performant. Bragantti et moi avons passé l'année scolaire à découvrir les principes de la typographie, le moyen d'imprimer des dessins dans la quantité qu'on désirait, la gravure. À treize ans déjà, l'imprimerie me passionnait.

Mon frère Paul était lui en âge de travailler, et mes parents avaient décidé que pour remercier mon oncle de sa générosité, Paul l'aiderait sur les marchés. Léon vendait de la bonneterie sur les places des environs. Le problème, c'est qu'ils avaient tous deux mauvais caractère, et Léon n'avait pas l'habitude qu'on lui tienne tête. De dispute en dispute, c'est toute la maisonnée qui pâtissait de leurs querelles. Pour calmer les esprits, ma mère décida un jour que, puisque j'avais déjà mon diplôme et que j'étais plus docile, je quitterais l'école pour remplacer Paul. Un cauchemar pour moi, qui ai toujours été allergique au commerce, et qui devais abandonner la joyeuse imprimerie de l'école. Sans compter que

mon oncle avait la fâcheuse manie de réprimander ses aides par des coups de pied au derrière. J'aurais certainement pu me résoudre avec le temps à la pratique de la vente, mais l'humiliation publique, en revanche, vraiment, non. Après quelques semaines dans le froid à subir les mauvais traitements de Léon, j'ai couru me faire embaucher à l'usine du coin, trichant même sur mon âge – car je n'avais pas encore tout à fait quatorze ans. La Société générale électrique fabriquait des tableaux de bord d'avions pour l'armée française. J'aurais accepté n'importe quoi plutôt que les marchés. Or il se trouve que j'ai bien aimé l'usine. Je vois à ta moue que tu te demandes ce que j'ai pu y trouver de plaisant. C'était un monde nouveau pour moi, où j'ai fait des rencontres qui comptent. Comme j'étais jeune, on m'a embauché comme apprenti et on m'a placé au service des câblages, avec les femmes. Ah, je te vois sourire. Tu vas être déçue, elles étaient toutes bien plus âgées que moi, je n'avais aucune chance. Par contre, je suis devenu leur confident, et j'ai endossé ce rôle avec beaucoup de sérieux. J'apprenais beaucoup de choses. Il y en avait une qui était mignonne et qui devait avoir la vingtaine. Cécile. Elle était espiègle et drôle. Et elle fumait. Elle disait : « T'es pas encore un homme, alors je peux te raconter. Si t'étais plus âgé, ce serait inconvenant… » Ou encore : « Viens m'embrasser, Adolphe. Là, sur les lèvres, tu n'es pas très câlin… », puis elle éclatait de rire. Je crois que ça l'amusait de me dévergonder un peu.

Il y avait aussi quelques hommes, qui sont devenus mes amis. Jacques, un type de la campagne, et Jean Bayer, un rouquin fils de Ch'timi, très politisé, qui m'impressionnait beaucoup parce qu'il avait fait de la prison pour avoir donné un coup de marteau sur la tête de son père alcoolique qui battait sa mère. Il chantait Tino Rossi, et surtout les chansons de la Commune, les chants révolutionnaires. C'était un rebelle. Il avait tout le charisme dont je rêvais, alors que j'en étais encore à essayer de me donner une contenance. À l'usine, j'apprenais à me prendre pour un grand. Ne ris pas. Toute mon adolescence tient dans ces quelques mois passés là-bas. J'y ai découvert la politique. J'y étais libre et indépendant pour la première fois. C'est pour ça que ça compte.

Puis, un jour, ils sont arrivés. C'était le mois de juin 1940. J'avais acheté une bicyclette pour parcourir les huit kilomètres qui séparaient la maison de l'usine. Paul, qui comme moi ne s'était pas résigné à subir les colères de Léon, m'avait rejoint à l'usine, mais dans un autre service. J'étais tout occupé à essayer de battre mon record de vitesse à vélo quand je les ai vus avancer sur la route de Vire. Les chars. Tout neufs, comme s'ils sortaient de l'usine. Et les soldats aux bottes brillantes et aux uniformes impeccables. J'ai compris ce que mon père avait voulu dire quand, en voyant partir les soldats français appelés dans leurs tenues dépareillées, certains sans casques, d'autres aux fusils périmés, il avait soupiré : « Cette fois, c'est sûr, on est fichus, c'est pas avec une armée pareille qu'on va gagner la guerre. »

J'étais seul sur la route, nez à nez avec eux. J'ai fait demi-tour illico, pédalé le plus vite possible. J'ignorais qu'ils étaient si proches. Pour moi, la menace était encore lointaine. Pourtant, à la déclaration de la guerre, j'avais vu défiler les centaines de réfugiés qui fuyaient devant l'armée allemande, transportant tout ce qu'ils possédaient le long des routes. Ils venaient de Belgique et du nord de la France. Nous en avions même logé, et ils nous avaient raconté leur interminable marche, entrecoupée par les bombardements. Puis ils étaient repartis vers un autre ailleurs. Et nous, nous n'avions pas bougé. Une fois, Léon avait commencé à charger le camion, prêt à prendre ses cliques et ses claques et à disparaître, mais finalement il n'avait pas voulu y croire, et pensait qu'il serait toujours temps de partir plus tard. Personne ne voulait croire que la guerre s'enracinerait.

L'usine a fermé dès l'arrivée des Allemands, et puis elle a repris son activité quelque temps après, pour le compte de l'aviation allemande, avec interdiction d'employer des Juifs. De Juifs, il n'y en avait que deux. Paul et moi avons été mis à la porte. Alors qu'on nous raccompagnait à la sortie, j'ai entendu une voix s'élever de derrière les établis :

— Allô, allô, ici Londres, Radio Paris ment…

J’ai tout de suite reconnu mon ami Jean Bayer, qui, à sa manière, nous témoignait sa solidarité. Des femmes nous ont applaudis, certains ouvriers ont sifflé pour protester, mais les chefs d’atelier ont rapidement fait cesser le vacarme. J’ai vu les yeux de Cécile s’embuer. La guerre venait de faire son entrée à Vire.

Plutôt que de retourner faire les marchés, je me suis hâté de répondre à une annonce d’apprenti teinturier. M. Boussemard était un ingénieur chimiste, ancien sous-officier de l’armée française, qui avait été démobilisé pour des raisons de santé. Il m’a embauché pour remplacer son ouvrier qui avait été fait prisonnier de guerre. Au début, il me trouvait si jeune que mon travail se limitait à l’allumage de la chaudière. Mais j’ai rapidement élargi mes fonctions. On manquait de tout, et, comme il devenait difficile de trouver des vêtements à prix raisonnable, ce que nous avions le plus souvent à teindre, c’était des uniformes et des capotes militaires de la guerre de 14, qu’il fallait passer du kaki au marron, au bleu marine ou au noir pour les transformer en habits civils. Un travail dur et fatigant, surtout l’hiver. Il fallait rincer les pièces dans la rivière, alors que les températures étaient glaciales. Mes vêtements mouillés gelaient sur moi et j’avais les mains couvertes d’onglée, mais je touchais un salaire et, surtout, c’est là que j’ai fait mes premières expériences de chimie. Lorsqu’on mettait la teinture dans l’eau de la cuve où trempaient les vêtements, l’eau devenait toute noire. C’est quand j’ai vu, avec stupéfaction, qu’une fois la teinture terminée le vêtement était bel et bien noir, mais que l’eau était redevenue claire comme de l’eau de source, que j’ai eu le déclic. Toute la teinture s’était fixée sur le textile, pas sur l’eau. « C’est d’ailleurs ce qui indique que l’opération a réussi », m’a expliqué Boussemard. Fasciné, je lui ai alors demandé des échantillons de colorants pour faire des expériences sur les chutes de tissus qui traînaient dans l’atelier de mon père, qui était apiéceur à domicile. Chaque jour, en remuant les vêtements dans la cuve, je posais de nouvelles questions et, le soir, je faisais mes expériences en cachette. J’avais trouvé ma voie. L’intérêt que je portais à la chimie et mon entêtement amusaient Boussemard.

— Jusque-là, j'avais des employés qui se contentaient de bien faire leur travail. Avec toi, il faut parler tout le temps, bougonnait-il.

Derrière ses airs un peu rustres, il était flatté que quelqu'un, pour une fois, s'intéresse à son savoir. Il m'expliquait la chimie comme on donnerait des recettes de cuisine. Avec lui, tout était simple. Donc, tu vois, si je me suis intéressé à la décoloration des encres, c'était au départ en bon teinturier, pour éliminer les taches sur les vêtements.

J'ai tout de suite compris que l'on pouvait tout faire à condition d'être obstiné et de trouver les bonnes formules. J'en ai vite eu la preuve. Comme tu le sais, mes premières recherches ont porté sur les encres indélébiles, que j'ai toutes réussi à effacer. Dès lors, à la teinturerie, je suis devenu le préposé aux commandes difficiles, voire impossibles. Des villes alentour, on venait me remettre les gants de communion en dentelle tachés, les robes de mariée en soie. Tout ce qui était soi-disant irrécupérable était de mon ressort.

Le problème récurrent du passionné de chimie débutant, c'est la gestion des dégâts matériels. Dans un premier temps, pour faire mes expériences, j'utilisais la cuisine familiale, les casseroles et la lessiveuse de ma mère. Mais après quelques mésaventures, notamment plusieurs explosions dont une avec début d'incendie, les produits chimiques ont été bannis de la maison.

Comme j'étais bricoleur et que j'avais pris l'habitude de m'acquitter de différentes tâches pour mon oncle, j'ai pu obtenir de lui qu'il m'autorise à utiliser son ancienne maison laissée à l'abandon pour y créer mon laboratoire.

À cette époque, je passais tous les jours à vélo devant la pharmacie de Vire, sans y prêter attention. Jusqu'au jour où j'ai détecté dans la vitrine quelque chose de nouveau. Un laboratoire de chimiste était à vendre : des ballons, des cornues, un tube de vigreux et son serpentin de refroidissement, un véritable trésor, dont je n'osais même pas demander le prix. Les jours suivants, je suis passé et repassé devant ; le laboratoire

était toujours là. Une semaine plus tard, je me suis enfin décidé à entrer. M. Brancourt, le pharmacien, rangeait des boîtes en sifflotant.

— Tu veux quelque chose, petit ? m'a-t-il demandé en me voyant lorgner sur le laboratoire de chimie.

— Euh… non, enfin si, je voudrais connaître le prix.

— Qu'est-ce que tu veux en faire ?

— De la chimie.

— Quel genre de chimie ?

— Tout. Des expériences. Je travaille à la teinturerie, et j'ai déjà fait des expériences sur la décoloration des encres. Maintenant, j'aimerais aller plus loin.

Il ne m'a pas donné le prix. Mais il était facile de comprendre que si je voulais tous les éléments, il m'en coûterait une fortune. Il m'a fait la démonstration du matériel, et même d'autres objets, comme un microscope vertical en cuivre, que j'étais sûr de ne jamais pouvoir acquérir. Il me regardait en coin m'émerveiller devant chaque instrument, et j'ai dû lui inspirer quelque sympathie. Nous avons parlé chimie. Il était très calé. C'était un docteur en pharmacie.

— Est-il possible d'acheter le laboratoire petit à petit ? ai-je demandé timidement.

— Si tu veux, je te le réserve. Tu viendras dès que tu pourras t'offrir un objet.

J'ai économisé tous mes salaires et, l'un après l'autre, les différents éléments du laboratoire ont rejoint l'ancienne maison de mon oncle. Brancourt me les a vendus dix fois moins cher que leur valeur, et m'a même fait cadeau du magnifique microscope, celui que je n'aurais jamais pu m'offrir. Pendant mon temps libre, j'avalais des livres entiers de formules chimiques. Aux puces de Vire, j'ai même réussi à mettre la main sur une édition originale du traité de Marcellin Berthelot, un des pères de la chimie. J'engloutissais tout ce que je trouvais, jusqu'aux

conseils pratiques de la *Revue des chaumières*, où je trouvais mille recettes de grand-mère très efficaces !

Pour parfaire mes connaissances, j'allais aussi une fois par semaine aider bénévolement le chimiste de la beurrerie, qui, en échange, me transmettait son savoir théorique, en plus d'un petit paquet de beurre. Les éleveurs qui vendaient leur crème à la beurrerie étaient payés en fonction du taux de matière grasse. Peu importaient le volume ou le poids, seule la matière grasse comptait, ce qui permettait d'éviter les éventuelles tricheries des malins qui auraient voulu rallonger leur crème à l'eau. Ce que nous avions à faire n'était pas bien compliqué. Il suffisait de tremper du bleu de méthylène dans un échantillon de crème, et de calculer le temps de décoloration de l'encre par l'acide lactique. Cette information te semble peut-être anodine, n'est-ce pas ? Moi non plus, je n'aurais jamais pu me douter alors que ce serait grâce à elle que je serais recruté par la Résistance.

Depuis l'arrivée des Allemands, en dehors de mon renvoi de l'usine, peu de choses avaient changé. La guerre était bien là, et pourtant elle semblait passer au loin, sans vraiment nous atteindre. À Vire, il n'y avait pas eu de bataille. Les soldats allemands étaient entrés sans encombre, et ils se conduisaient de manière civilisée, payant sans jamais rechigner. Les commerçants étaient ravis.

Bien sûr, il y avait eu les premières lois de Vichy. Nous n'avions plus le droit de posséder un compte-chèque postal, ni de livret de caisse d'épargne. Par ordonnance du 3 octobre 1940, nous avions dû nous déclarer au commissariat de police. Je me souviens d'avoir accompagné mon père pour cette démarche. Nous étions bien connus dans la région, en partie grâce à la réputation honorable de mon oncle. L'employé de police a expliqué à mon père qu'en tant qu'Argentins nous n'étions pas soumis à l'obligation de nous déclarer Juifs. Mais mon père tenait à être irréprochable dans l'accomplissement de son devoir civique envers la France. J'ai senti que l'employé n'était pas pressé de nous enregistrer, il a insisté pour que nous repartions. En vain. À regret, il a inscrit sur son

fichier nos noms, prénoms, dates de naissance et adresse. Quelques jours plus tard, nous avons recroisé l'employé de police dans la rue. Amicalement, il a dit à mon père, avec un petit sourire aux lèvres :

— Monsieur Kaminsky, j'ai égaré vos fiches, ou peut-être sont-elles tombées dans mon poêle.

— Je reviendrai demain pour nous réinscrire.

— Mais ce n'est pas obligé !

— Si, si, à demain.

Cette fois, nous étions fichés. Pour le port de l'étoile, mon père a été moins scrupuleux. « Si notre nationalité nous l'épargne, nous ne la porterons pas », a-t-il déclaré.

Les évènements douloureux ont cependant fini par se produire. Pas exactement là où on les attendait, d'ailleurs. Un dimanche, le couple Demoy, propriétaire du bordel de la ville, est venu frapper à la porte de la maison familiale, accompagné d'un officier allemand. Ils voulaient « visiter » la maison. Mon oncle, pas peu fier de sa belle demeure, ne s'est pas fait prier. Alors qu'ils étaient montés à l'étage, dans les chambres, j'ai entendu des hurlements, puis j'ai vu Léon donner du haut de l'escalier un grand coup de pied aux fesses de l'officier allemand, qui a dévalé les marches jusqu'en bas dans un fracas monstrueux. J'étais bien placé pour connaître les coups de pied de l'oncle Léon. Si ça avait été un des Demoy qui l'avait pris, j'en aurais ri, mais là j'étais pétrifié. Mon oncle, sur le pas de la porte, hurlait :

— Ma maison, un bordel ! Jamais !

Les jours suivants, j'ai attendu avec angoisse les conséquences de cet incident. Pendant un mois, il ne s'est rien passé. Puis, un soir, deux gendarmes, amis de longue date de Léon, sont arrivés chez nous en catastrophe. Le fait qu'ils soient en civil ne présageait rien de bon.

— Kiki, on doit venir t'arrêter demain matin. Tu dois filer.

— Où ?

— Où tu veux, mais loin.

Mon oncle est parti, sans valise, à peine le nécessaire. Il a sauté dans le premier train pour Paris.

Quelques semaines plus tard, les mêmes gendarmes sont revenus nous voir. Ils voulaient avertir ma mère que la Gestapo avait intercepté une lettre qu'elle avait envoyée par la poste à son frère. Ils avaient son adresse à Paris. Je sais ce que tu penses. Comment ont-ils pu être si naïfs et continuer à correspondre ? Je ne me l'explique toujours pas. Ils étaient complètement inconscients.

Nous n'avions pas le téléphone. Ma mère a pris le train à son tour pour le prévenir avant qu'il ne soit trop tard. « Juste un aller-retour, au revoir, les enfants. » Et puis la vie a repris son cours, avec tous les petits problèmes du quotidien. La pénurie. On ne trouvait plus rien nulle part, même les produits de première nécessité, et le réapprovisionnement était de plus en plus difficile. Grâce à mon laboratoire de chimie, je savais désormais fabriquer du savon avec du carbonate de soude, des bougies – un produit très recherché à cause des coupures d'électricité – avec de la paraffine, du cirage. Brancourt, le pharmacien, me passait régulièrement des commandes de savonnettes contre la gale, qui sévissait dans la région. J'avais aussi trouvé un fournisseur à Flers qui m'offrait tous les produits qu'il n'arrivait plus à vendre, ce qui me permettait de distribuer gratuitement toute ma production. Un jour, il m'a donné des centaines de kilos de gros sel dénaturé, mélangé à de l'oxyde de fer et dont personne ne pouvait plus rien faire. Tout le monde manquait de sel pur, parce qu'il était réglementé par les nazis pour empêcher les fermiers de saler leurs cochons et de les garder en cachette au lieu de les envoyer en Allemagne à la réquisition de nourriture. J'ai dissous le sel et je l'ai filtré. J'ai laissé l'oxyde de fer, plus lourd que le sel, se déposer au fond, et j'ai récupéré le sel à la surface pour qu'il sèche et recristallise. Quelques jours plus tard, il était redevenu pur. J'en avais une telle quantité à purifier que je l'ai partagé entre les fermiers et leur ai montré comment procéder. Tout le monde s'y est mis, pendant des mois. Grâce à quoi, à Vire, nous avons eu pendant un bon moment un peu moins faim qu'ailleurs.

Avec toutes ces occupations en plus de mon travail, je passais peu de temps à la maison. Ma mère n'était pas rentrée, et au bout d'une semaine

mon père et Paul sont partis la chercher. Ils sont revenus deux jours plus tard et nous ont rassurés. Elle avait contracté je ne sais quel microbe, et elle était hospitalisée à Paris. Rien de grave, apparemment. Et puis les jours ont passé sans qu'ils ne nous en parlent plus.

Ma réputation de fabricant de savons gratuits avait rapidement fait le tour de la ville. Les femmes, surtout, manquaient de lessive. Je faisais le tour des maisons à vélo, ça me permettait de revoir Dora, mon ancienne camarade des chemins de l'école. La pauvre avait dû interrompre sa scolarité pour s'occuper de son père, qui était très malade et qui, avec le temps, avait cessé de m'effrayer. Grâce à mes savons, je restais aussi en contact avec mes anciennes collègues de l'usine. J'aimais bien revoir Cécile. Même si les temps étaient durs, elle était toujours aussi drôle. Sauf cette fois où elle m'a accueilli avec la mine des mauvais jours.

— Tiens te v'là, toi. Tu veux un clope ?

— Non merci, je ne fume pas.

— Pff… C'est que t'es toujours pas un homme. Tu devrais essayer. Moi, les jours tristes, je fume encore plus.

— Pourquoi triste ?

— T'es pas au courant ?

— De quoi ?

— Jean Bayer, de l'usine.

— Qu'est-ce qu'il a fait ?

— Il a été fusillé.

C'était un jour d'hiver pluvieux, fin 1940. Je suis reparti à vélo et j'ai pédalé comme un damné, sans but, à travers la plaine normande. Jean Bayer, mort. Le premier être cher que la guerre m'arrachait. Lui et ses blagues cyniques, son éternel mégot pincé au coin des lèvres, ses manières désinvoltes. Je revoyais tous les moments passés à essayer de lui ressembler. Contre le vent, j'ai pédalé. Et, embrouillé dans le tumulte des souvenirs, j'ai soudain pris conscience du pire. Ma mère était morte.

Je l'ai compris comme ça. Il m'est passé beaucoup d'eau sur les joues ce jour-là, et pas que de l'eau de pluie. Il a fallu apprendre la mort de Jean pour cesser d'être aveugle. Quelle maladie pouvait la retenir à l'hôpital si longtemps ? Depuis que mon père nous avait raconté cette histoire de microbe, il s'était enfermé dans un mutisme profond. Comment n'avais-je pas compris ? Seule ma petite sœur Pauline, qui n'avait que dix ans, exprimait clairement son inquiétude.

En rentrant chez moi, j'ai mis mon père au pied du mur, et il a avoué. La Société des chemins de fer avait retrouvé son corps sur la voie ferrée. Elle revenait en train de Paris, où elle avait eu le temps de prévenir Léon, qui avait fui sur-le-champ. Paul avait accompagné mon père pour reconnaître le corps, c'est la raison pour laquelle ils étaient partis deux jours. Paul en était tellement traumatisé, d'avoir vu « la tête séparée du corps et les morceaux de cervelle », qu'il avait préféré ne rien nous dire, à nous les petits. Mais mon père, lui, aurait dû nous avertir. Les inspecteurs chargés de l'enquête ont prétendu qu'elle avait ouvert la portière du train en marche, pensant que c'était la porte des toilettes. C'est aussi ce que Paul a toujours voulu croire, jusqu'à aujourd'hui. Mon père a fait appel à un avocat parisien pour éclaircir cette affaire, mais c'était un Juif, et peu de temps après il a été arrêté et déporté. À mes yeux, l'hypothèse de l'accident est une abjection. Pour moi, elle a été poussée, c'est un assassinat.

— *Mais personne ne peut le prouver.*

Dis donc, si on te disait que je suis tombé du train pour avoir confondu la porte de dehors avec celle des toilettes, tu dirais quoi, toi ?

Eh bien, voilà ! C'est tout à fait ça. D'ailleurs, quelques jours plus tard, un événement est venu corroborer mon opinion : une lettre de la Kommandantur nous sommait de quitter la maison de Léon, réquisitionnée par l'administration militaire allemande et attribuée aux époux Demoy pour un prix fixé par la mairie. Les Demoy prenaient leur revanche. La maison, transformée en bordel pour officiers allemands, n'a pas désempli de toute la guerre. On dit que l'alcool et les filles y étaient délicieux, et bon marché.

La mairie nous a attribué un autre logement, place de la Gare, chez une vieille dame qui n'a pas eu son mot à dire. J'allais presque chaque jour rendre visite à Brancourt, le pharmacien. Depuis la mort de ma mère, je me jetais à corps perdu dans la chimie, c'était ma seule raison de vivre. Brancourt était là pour m'aider chaque fois que je butais dans mes recherches, il me donnait un tas de conseils. Mais pas seulement. Nous parlions de tout, de la guerre en particulier. C'était un grand humaniste, il savait m'écouter, et peu à peu il est devenu comme mon père spirituel.

Au cours de l'été 1942, Radio Londres a annoncé la première nouvelle porteuse d'espoir. La bataille de Stalingrad. L'armée allemande rencontrait enfin de la résistance. J'entendais dire aussi que les sabotages qui visaient les convois allemands s'intensifiaient, que des groupes s'organisaient. Pour répondre à ces attentats, l'administration allemande décida de réquisitionner tous les hommes de la ville pour surveiller les lignes de chemins de fer à tour de rôle, la nuit. Une sorte de prise d'otages organisée, parce que si un attentat avait lieu, les surveillants étaient fusillés. Moi, je n'avais pas encore l'âge, mais j'y allais quand même, à la place de mon père et de Paul, pour retrouver Brancourt. Je ne sais pas exactement comment, mais au fil de nos discussions j'ai fini par comprendre qu'il était agent de renseignement pour le Deuxième Bureau français, celui de De Gaulle, et que sa pharmacie n'était qu'une couverture. Il était en contact avec des groupes d'action de sabotage de convois sur le secteur de la Normandie. Je ne voulais plus pleurer mes morts sans rien faire. Il le savait. Une nuit, alors que nous buvions du faux café en surveillant les voies de chemin de fer et en luttant contre le sommeil, il m'a dit :

— Si je te montrais comment faire, accepterais-tu de fabriquer pour moi des produits un peu plus dangereux que des savons ?

Depuis le temps que j'attendais cette proposition, sans jamais oser en parler !

— Attention, c’est un travail compliqué. Il faut absolument faire attention aux dosages.

À partir de ce jour, en plus des savons, des bougies et du sel, je fabriquai des produits plus pernicieux, pour corroder les lignes de transmissions, rouiller des pièces de chemin de fer, et aussi des petits détonateurs. En participant au sabotage, pour la première fois je ne me sentais plus totalement impuissant face à la mort de ma mère et de mon ami Jean. J’avais au moins le sentiment de les venger. Et j’étais fier, j’étais résistant.

1 Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne.

3

Quand les Allemands sont venus m'arrêter, au cours de l'été 1943, j'étais à la teinturerie avec mon petit frère Angel, que j'avais fait embaucher. Ils nous ont ordonné de les suivre, et nous ont fait monter dans un camion bâché de l'armée. Le reste de ma famille était déjà à l'intérieur, avec le vieux Augier à la jambe de bois et sa fille Dora, ma copine des chemins de l'école. Une bien maigre rafle : c'est tout ce qu'il restait des Juifs de Vire. En voyant mon père, j'ai espéré qu'il me dise quelque chose, peu importe quoi, qui m'aurait rassuré, mais il n'y avait rien à dire. J'ai fait comme tout le monde. Pas protesté. Pas bronché. Personne n'a demandé où nous allions. Nous avons roulé deux heures.

Le camion s'est finalement arrêté et on nous a parqués tous ensemble dans une cellule de La Maladrerie, la fameuse prison modèle de Caen. À sept dans dix mètres carrés. Pas la place de s'allonger pour dormir, sauf le père Augier, qui était trop vieux et malade. Pendant deux jours, pas un garde n'est venu nous voir, nous n'avons rien bu, rien mangé. On nous avait oubliés.

Et puis Augier s'est mis à gémir, allongé sur sa paillasse, la bouche entrouverte, les yeux rivés au plafond, avec des larmes qui roulaient dans le creux de ses rides. Dora s'est penchée sur lui, mais le vieillard était mourant, et les gémissements allaient de plus belle, ponctuant chacune de ses respirations. Moi j'essayais de respirer à son rythme, pour endurer avec lui. Mon père a tambouriné à la porte pour alerter les gardes qu'un homme était sur le point de mourir. Il a fait un tel scandale qu'un officier a fini par venir voir.

— Cet homme a fait la guerre de 14 à vos côtés, pour l'Allemagne. Il y a perdu sa jambe. Vous ne pouvez pas le laisser mourir en prison !

L'officier est reparti sans un mot. Et Augier a demandé à mon père de lui chanter le kaddish, par avance. J'ai vu mon père se lever, et réciter pour lui la prière des morts. C'était la première fois que j'entendais une prière, je ne savais d'ailleurs pas que mon père en connaissait, et dans

cette prison, déchirant un silence de plusieurs jours, les textes religieux portés par la voix de mon père prenaient une signification toute particulière. Je savais que la prison n'était qu'une étape, et qu'au bout il y aurait les camps, peut-être la mort. Avant de se lever pour chanter, mon père a posé les yeux sur chacun d'entre nous. Ce jour-là, c'était bien pour nous tous que Salomon chantait.

Augier a été libéré, mais pas sa fille. Mon père a promis de s'en occuper comme si c'était la sienne, et nous avons fait une place à Dora au sein notre famille, pour qu'elle ne reste pas orpheline. Le lendemain, on nous a poussés dans un train avec d'autres prisonniers juifs de la région. Des cars entiers « déchargaient » leurs passagers, que les militaires poussaient dans les wagons. Des centaines de personnes, de tous les âges, de toutes les classes sociales, s'y entassaient, alors qu'au-dessus du brouhaha général s'élevait déjà la rumeur de Drancy. Paul a fait le tour du wagon, interpellant tout le monde :

— Quelqu'un a du papier ? Avez-vous du papier ? Un stylo ?

Certains avaient été raflés chez eux, et avaient pris des bagages. Paul a trouvé auprès d'eux ce qu'il cherchait, et il est revenu vers nous.

— Qu'est-ce que tu fais ?

— J'écris au consul d'Argentine.

— Pour quoi faire ?

— Regarde. Ils portent tous l'étoile. Pas nous. Si quelqu'un peut faire quelque chose pour nous, c'est le consul. On est protégés.

Il a écrit plusieurs lettres. Toutes les mêmes, avec nos noms, la date et notre destination, pour que l'Argentine réclame notre libération. Le train a démarré. Paul a distribué les lettres, comme il le pouvait, à des cheminots, il en a même jeté par la fenêtre. Il ne restait plus qu'à espérer qu'une bonne âme payerait le timbre et les posterait.

Laisse-moi te décrire Drancy. Une cité entourée de barbelés. Des immeubles de cinq étages, des barres, inachevées, formant un U autour d'une vaste cour carrée. Pas de portes. Pas de fenêtres. Pas de cloisons. Un chantier de béton armé laissé à l'état de squelette. Une prison sans murs pour nous protéger des regards et du froid. Rien à l'horizon, hormis les gardes et, au-dessus de nos têtes, l'ombre menaçante des cinq gigantesques tours, résidences des troupes d'occupation allemandes.

Le palais des courants d'air, à prendre au sens propre comme au figuré. Le vent bien sûr, mais aussi les détenus, qui arrivaient et repartaient par wagons.

Nous étions des milliers. Quarante par chambrée. Hommes et femmes séparés par la nuit. Une fourmilière. Personne ne restait à Drancy. C'était là qu'ils faisaient leur tri, avant d'envoyer les convois dans les différents camps d'Europe. Certains étaient à peine arrivés qu'ils repartaient déjà. « Les camps de travail », disaient les Allemands. Avait-on déjà vu des vieillards et des enfants d'à peine deux ans capables de travailler ? Nous n'étions plus au début de la guerre. Tout le monde avait entendu parler de la rafle du Vél'd'Hiv. Les convois, nous le savions, avaient tous la même destination : Pitchipoï[1].

La veille des départs, il y avait l'écho des pleurs de ceux qui venaient d'être tondus, et qui restaient dans l'escalier à attendre le lever du jour parce qu'il manquait de lits dans les chambrées. Ça sonnait comme une maison de fous. Quand je les entendais, je pensais à Pauline, ma petite sœur, et à Dora, dans le bloc des femmes. J'espérais jusqu'au matin qu'elles avaient pu s'endormir, qu'elles ne s'étaient rendu compte de rien. Dora. Comme mon père l'avait promis à Augier, nous avions fait d'elle l'une des nôtres. Cette adoption n'avait malheureusement d'effet que pour nous-mêmes. À peine arrivée, elle fut placée à l'étage du dessous, celui des déportables. Mon père fit tout pour la faire reconnaître comme sa fille, il obtint même un rendez-vous avec Aloïs Brunner, le directeur du camp. Mais Dora était française, et Brunner, catégorique. Sa réponse fit plier mon père :

— Si vous ne pouvez pas vous séparer d'elle, comme vous le dites, je peux faire à toute la famille une place dans le prochain convoi.

Quelques jours après ce sinistre entretien, le nom de Dora figurait sur la liste des départs. Quand elle partit, nous ne pûmes rien faire, et le temps n'a pas effacé l'immense sentiment de culpabilité que j'en garde.

Les autres partaient, nous restions. Mille par convois, c'était la règle, et Brunner était du genre pointilleux sur les chiffres. Si quelqu'un manquait à l'appel, un autre devait prendre sa place. Le camp pouvait être bondé un jour et presque vide quelque temps plus tard, jusqu'à ce que les cortèges de prisonniers viennent le remplir à nouveau, inéluctablement. Des Juifs, des petits, des grands, des blonds, des bruns… Il me fallut connaître Drancy pour me rendre compte que je ne savais rien d'eux. À Vire, il y avait très peu de Juifs. Les Lévy qui employaient mon père, les Augier, nous, et quelques autres. La propagande nazie en disait les pires choses, en donnait des descriptions caricaturales dans lesquelles je ne me reconnaissais pas, et la population semblait approuver. J'avais entendu des propos antisémites pendant toute la guerre, et les avais laissé passer sans m'en rendre compte. Les gens me disaient :

— C'est la faute aux Juifs, ces sales Juifs.

— Mais nous aussi, nous sommes juifs.

— Ah oui, mais vous, c'est pas pareil, vous êtes comme nous. Alors que les autres…

Savaient-ils seulement comment étaient les autres ? Moi-même je n'en avais pas idée. À Drancy, j'ai découvert les Juifs et leur diversité. Je les ai aimés, je me suis aimé à travers eux, je me suis senti juif et ça ne m'a plus quitté.

J'ai appris l'algèbre et l'arithmétique à Drancy, auprès d'un vieux monsieur qui avait été professeur à Polytechnique, du temps où les Juifs avaient encore le droit d'enseigner. Chaque jour, il me consacrait des heures entières. Le rapport entre les mathématiques et la chimie me

captivait. Je voulais tout savoir, je prenais des notes et les apprenais par cœur la nuit pour pouvoir passer à la leçon suivante le lendemain. Grâce au vieil homme, ma formation théorique a pu continuer, à l'intérieur même de la forteresse. Ma soif de connaissances l'attendrissait, et je crois que, l'un comme l'autre, nous avions un besoin fondamental et irrationnel de ces leçons, parce que c'étaient les seuls instants qui nous permettaient d'oublier notre condition d'internés. J'ai été son dernier élève. Un jour, à l'heure de notre cours, il n'était plus là. Il n'avait pas voulu me dire à l'avance qu'il figurait sur la liste, peut-être pour nous épargner un difficile adieu.

Ma conscience politique s'étoffait elle aussi. Les discussions interminables que j'avais eues avec Jean Bayer à l'usine, ou avec Brancourt en gardant les chemins de fer de Vire, je les poursuivais avec Ernest Appenzeller, un blond aux yeux bleus qui aurait parfaitement pu poser pour l'affiche publicitaire faisant l'apologie de la race aryenne. J'avais dix-sept ans, lui dix-huit. Il disait qu'il avait été arrêté par erreur. Parce qu'il était circoncis.

— Circoncis, mais pas juif, précisait-il.

Il réclamait un examen de la commission scientifique allemande spécialisée dans les questions de races, car il était sûr qu'elle ne pourrait que conclure à son aryanité. Il me rappelait mon ami Jean par son ton déterminé et sa vivacité d'esprit.

— Si j'étais juif, je serais sioniste, me disait-il souvent.

Moi, je pensais, comme mon père, qu'un pays pour les Juifs, c'était une utopie. Je trouvais que, peu importe l'appartenance religieuse, chacun devait se sentir chez lui partout où il se trouvait, et que la religion ne devait surtout pas coïncider avec une nation. Avec Ernest, il n'y a pas un sujet dont nous n'ayons pas parlé. Nous nous échangions nos points de vue, nous théorisions sur tout, la politique, la philosophie, nos idéaux. Nous parlions même de théologie, enfin surtout lui, parce que moi je n'y connaissais rien. J'étais impressionné par ses connaissances sur le

judaïsme, lui qui n'était pas juif. Ensemble, nous nous inventions un autre monde. Un monde meilleur.

En trois mois, j'ai fait un nombre incalculable de rencontres merveilleuses, infiniment riches. J'ai lié tant d'amitiés, pour voir ces amis me quitter les uns après les autres, déportés. Moi, impuissant. En tant qu'Argentin, j'avais le droit de travailler à l'intérieur du camp. J'étais peintre en bâtiment. Sur les murs que je couvrais de blanc, il y avait des inscriptions, des noms, des dates, des messages, que je ne voulais pas effacer parce qu'ils étaient peut-être les derniers signes de vie de ces personnes. J'ai été pris en flagrant délit d'avoir regravé avec un bout de fer les inscriptions que je venais d'effacer au pinceau. On m'a affecté à la buanderie, pour éviter que je fasse d'autres « bêtises ». Pour une raison indéterminée, Aloïs Brunner, qui faisait chaque jour l'inspection du camp, se plantait toujours devant moi pour me dévisager. Devant lui, il fallait baisser les yeux. Mais je ne le faisais pas. Je soutenais son regard. Au nom de Dora et des autres. Puisque tout le monde partait mourir là-bas et que moi je restais là, je me fichais bien des conséquences. Je n'avais plus peur. Je me souviens du regard de Brunner, de ses petits yeux noirs, perçants, plongés dans les miens. Chaque jour il me toisait, ignorait mon arrogance, et repartait sans rien dire. Je ne sais pas pourquoi il ne disait rien. Je n'ai jamais compris. Peut-être que les demandes insistantes du consulat d'Argentine pour notre libération avaient suscité sa curiosité, peut-être était-ce juste parce je m'appelle Adolphe.

— Comment avez-vous pu sortir de Drancy ?

Les lettres de Paul au consul d'Argentine nous ont sauvés. Nous sommes restés trois mois dans le camp. C'était le maximum. Ainsi, nous devions notre survie à la lâcheté diplomatique d'un gouvernement qui, pour ne pas se mettre à dos la puissante Amérique du Nord sans toutefois rompre les accords économiques qui le liaient à l'Allemagne nazie, avait

choisi de se proclamer neutre. La neutralité n'existe pas. Ne rien faire, ne rien dire, c'est déjà être complice.

Quand mon père m'a annoncé que nous allions être libérés, j'étais à deux doigts de refuser. Sortir quand les autres sont condamnés à mort. Pourquoi nous et pas eux ? Salomon a réussi à me convaincre qu'ici je ne servais à rien, alors que dehors, peut-être… Immédiatement, j'ai repensé à Brancourt et aux détonateurs que je fabriquais à Vire. Ma place était là-bas, à ses côtés. Il fallait que j'y retourne, coûte que coûte.

Nous nous sommes retrouvés dehors, à Paris, sans un sou en poche, avec des dizaines de lettres de prisonniers de Drancy cachées dans les doublures de nos vestes. Les lois antijuives sévissaient à Paris plus que partout ailleurs. Nous ne portions toujours pas l'étoile jaune, mais sur nos papiers s'étalait, bien gras, le tampon à encre rouge. Nous ne pouvions ni aller à l'hôtel, ni retourner en Normandie, ni même nous payer de quoi manger. Dure liberté. Je n'avais pas revu Paris depuis notre départ pour Vire, en 1938. La ville avait beaucoup changé. Les panneaux indicateurs affichaient un double étiquetage, français et allemand. Les devantures des magasins portaient des pancartes « Interdit aux Juifs ». Des murs étaient recouverts d'affiches avec des dessins de Juifs au nez crochu, aux grandes oreilles et aux ongles en forme de griffes. Des officiers allemands passaient sur la route dans des voitures brillantes, flambant neuves, qui contrastaient outrageusement avec la misère d'un Paris appauvri. On nous avait conseillé de nous rendre à l'UGIF. Après avoir erré comme des âmes perdues, comme le couvre-feu approchait sans que nous ayons trouvé d'autre solution, c'est ce que nous avons fait. Nous sommes montés dans le dernier wagon du métro, la troisième classe, réservée aux Juifs. Paul n'a pas voulu nous suivre, il est parti de son côté. Il pressentait que les maisons de l'UGIF étaient un piège, et il avait raison. L'UGIF, c'était des Juifs qui collaboraient avec les nazis.

Nous avons été placés dans une ancienne maison de retraite à Choisy-le-Roi, dans le Val-de-Marne, où on nous a nourris et soignés. Mon séjour à Drancy m'avait tellement amaigri que j'avais du mal à tenir sur

mes jambes, mes genoux « cassaient ». Quand j'ai enfin récupéré un peu de mes forces, ce fut pour foncer chez les bouquinistes des quais de Seine y acheter des livres de chimie. Je voulais trouver le moyen de fabriquer des explosifs puissants avant de retourner me mettre aux ordres de Brancourt. D'ailleurs, à peine libéré, je lui ai écrit une lettre – très sobre, rien de compromettant, évidemment – pour lui signaler que j'étais en vie. Il m'a répondu – je n'en espérais pas tant – par une longue lettre chaleureuse, pleine d'encouragements et de gentillesse, dans laquelle il rappelait qu'il serait toujours prêt à m'aider, quoi qu'il en coûte. Cette lettre, je la gardais sous mon oreiller pour que, même la nuit, elle ne me quitte pas, comme un porte-bonheur.

J'étais là depuis une dizaine de jours quand, en pleine nuit, vers quatre heures du matin, j'ai entendu le bruit des voitures. Les moteurs ont été coupés juste sous mes fenêtres. Les pas des policiers. Le temps qu'ils montent, j'ai englouti la lettre de Brancourt. Je l'ai mangée. Elle était tellement longue que je n'arrivais pas à en venir à bout, mais, comme j'avais réussi à avaler l'essentiel, j'ai jeté ce qu'il en restait aux toilettes et j'ai tiré la chasse. Les policiers sont entrés dans la chambre et m'ont informé que j'avais dix minutes pour me préparer à partir. J'ai pris tous mes livres de chimie, des gros grimoires, et, comme j'étais encore faible et que je peinais à les soulever, l'un d'eux m'a aidé, très poliment. Je me suis dit que cet homme portait ce avec quoi j'essayais de le combattre.

Retour à Drancy. Une horrible impression de « déjà-vu, déjà vécu » nous assaille. Cette fois, quand nous arrivons, mon père proteste. Il semble qu'il y ait un cafouillage. Certains disent : « Si, il y a ordre de les arrêter. » D'autres disent que non. Et, finalement, nous sommes relâchés au bout de vingt-quatre heures. C'est là, devant la sortie, que nous rencontrons un groupe de personnes encerclées par des policiers qui avancent vers Drancy. Mon père les entend parler dans un mélange d'espagnol et de yiddish, propre aux Juifs d'Argentine.

— D'où venez-vous ? leur demande-t-il.

— Nous sommes argentins.

— Mais… et les accords diplomatiques ?

— C'est fini. Ils arrêtent tous les Argentins.

Nous avons décampé. Rupture des accords germano-argentins, adieu notre bouclier. Nous devions notre liberté à une mauvaise communication entre la gendarmerie française, les SS et l'administration de Drancy. À quelques heures près, nous étions fichus.

Toujours le même problème : nous n'avions nulle part où aller. Nous nous sommes retrouvés dans une autre maison de l'UGIF, celle de la rue Lamarck, dans le XVIII^{e} arrondissement, le temps de trouver autre chose, car cette fois nous étions en sursis, il fallait nous cacher.

Le lendemain, mon père s'est absenté, et à son retour il nous a réunis en conseil de famille.

— J'ai repris contact avec des amis de longue date, que je n'avais pas revus depuis des années. Des anciens de Russie, du Bund. Nous allons devoir nous disperser. Chacun partira de son côté.

— Même moi ? a demandé Pauline avec un trémolo dans la voix, du haut de ses treize ans, apeurée à l'idée de se séparer de nous.

— Chacun d'entre vous va être placé dans une ferme. Je ne sais pas encore où ni comment. Mais, d'abord, nous allons nous procurer des faux papiers. Il faut qu'on donne des photos d'identité, et ils veulent que ce soit un jeune qui y aille. Adolphe, je compte sur toi. Tu as rendez-vous tout à l'heure. J'ai donné ta description. Ton contact s'appelle Pingouin.

Des faux papiers… J'avais été éduqué dans un tel respect de la légalité que, je te l'avoue, jusque-là je n'y avais jamais pensé…

Quelques heures plus tard, j'arrive au rendez-vous et, conformément aux instructions, j'attends à côté de la statue de Molière, devant le Collège de France, un livre à la main. Dans le va-et-vient des passants, des étudiants pour la plupart, j'attends, et personne ne vient. Je cherche de temps en temps du regard quelqu'un qui pourrait ressembler à l'idée que je me fais d'un résistant. Je ne sais pas pourquoi, j'imagine

quelqu'un qui ressemble à Jean Bayer, grand, sûr de lui, manières désinvoltes.

— Adolphe.

Je me retourne et me retrouve nez à nez avec un jeune homme brun aux cheveux frisés, petit et un peu rondouillard, qui me salue normalement, comme si on se connaissait depuis toujours, afin que notre rencontre ne paraisse pas suspecte.

— Pingouin ?

Nous entrons dans le Collège de France, après qu'il a vérifié que personne ne nous suivait.

— Tu as les photos ?

Rapidement, je les lui donne et il les fourre dans sa poche, sans interrompre notre déambulation à travers les couloirs.

— On va essayer de garder les initiales de vos vrais noms pour les papiers. Tu es né en quelle année ?

— 1925.

— On va mettre 26 pour te rajeunir. Ça t'évitera le STO. Pour le métier, on va te mettre étudiant.

— Non, ce n'est pas possible ! Il faut que je travaille pour gagner de quoi vivre.

— Tu as un métier ?

— Oui, je suis teinturier.

À ce moment, un étudiant nous frôle et marche près de nous. Pingouin change de ton.

— Tu te souviens d'elle ? Lucienne ! Figure-toi que je l'ai revue, comme ça, par hasard. Maintenant, elle fait du droit, et elle habite toujours chez ses parents…

L'étudiant nous dépasse, et Pingouin reprend.

— Tu as dit que tu es teinturier ?

— Oui, c'est ça.

— Mais, alors, tu sais retirer les taches d'encre ?

— Oui, c'est même ma spécialité. Je fais aussi de la chimie.

— Mais, pour les encres indélébiles ?

— Ça n'existe pas, tout peut s'effacer.

De nouveau, des étudiants passent près de nous. Pingouin jette un regard circulaire et me parle d'autre chose, d'un ami que je suis censé connaître, qui a attrapé la grippe et s'excuse de ne pas pouvoir venir au dîner de demain. Je commence à comprendre l'exercice, et nous nous échangeons des banalités avant de reprendre la discussion où elle s'était arrêtée.

— On a un problème avec l'encre bleue Waterman. Impossible de l'effacer, elle résiste à tout. Tu sais comment il faut faire ?

— Non. Il faudrait l'analyser pour savoir de quoi elle est composée.

— Ça, je le sais, c'est du bleu de méthyle.

— Alors c'est très simple. Il faut utiliser un réducteur, l'acide lactique.

— Tu en es sûr ?

Si j'en étais sûr ? Et comment ! Je lui raconte la chimie laitière à Vire, les livres de chimie engloutis, les taches sur les vêtements, les savons, les bougies, et même les détonateurs. Il me dévisage, et il me pose enfin la question que j'attendais :

— Ça t'intéresse de travailler avec nous ?

Deux jours plus tard, j'ai à nouveau rendez-vous, même heure, même endroit, pour récupérer les faux papiers de la famille. Désormais, je suis Julien Adolphe Keller, même nom de famille pour Angel et Pauline, mon père devient Georges Vernet. Nous sommes tous français « pure souche », nous venons d'être « naturalisés » par les services de la Résistance.

Comme il y a beaucoup de passants autour de nous, Pingouin me parle de sa cousine qui devait se marier, mais son fiancé l'a quittée et cætera, et cætera… Et moi j'ai peur qu'il ne me parle pas de la proposition qu'il m'a faite. Deux jours que je ne dors plus, tellement je suis ému. Au

moment où nous nous séparons, il me dit d'aller m'installer à la Maison du jeune homme, une institution protestante gérée par l'Armée du salut, et ajoute :

— C'est nous qui te contacterons.

Durant trois jours, on m'a testé pour voir si j'étais du genre à parler. Un étudiant en médecine, pensionnaire lui aussi de la Maison du jeune homme, est venu me rendre visite tous les soirs. Il était très sympathique, ou devrais-je dire trop… Il me posait tout un tas de questions sur moi, mes souvenirs, ma famille. Bien entendu, je m'en tenais aux réponses officielles. J'étais Julien Keller, teinturier, fils d'agriculteurs lyonnais, c'est tout. Le quatrième soir, il est revenu, accompagné de Pingouin, qui m'a conduit jusqu'à un hôtel situé place Maubert. Dans une chambre ordinaire, deux hommes nous attendaient. « Girafe » et « Héron », qui avaient tous deux dans les vingt-cinq ans, m'ont été présentés sous leur nom EIF. Ils ne m'ont pas posé de question, mais ont en revanche beaucoup parlé… de moi. À leurs propos, j'ai compris qu'une enquête avait été menée et qu'ils savaient tout, jusqu'à la mort de ma mère. Girafe m'a demandé de m'asseoir au bureau et a posé devant moi une carte d'identité vierge, ainsi qu'une feuille contenant les informations à reporter sur la carte. Tout ce que j'avais à faire, c'était de recopier soigneusement toutes les rubriques, avec une écriture de petit secrétaire de mairie ayant tout juste son certificat d'études primaires. N'importe qui aurait pu le faire, c'était juste un rituel initiatique, mais, je ne sais pas pourquoi, j'étais extrêmement tendu. C'était mon premier faux. Je n'oublierai jamais la chambre sombre, l'odeur du bureau de bois qu'une petite lampe éclairait, la plume et l'encrier, et la présence derrière moi de Pingouin, Girafe et Héron, qui regardaient en silence par-dessus mon épaule. J'ai signé la carte d'identité d'un nom bien français, et la leur ai présentée. Je venais de franchir un cap dont j'étais loin de me douter qu'il marquait le début d'une longue vie de faussaire.

1 Terme utilisé par les Juifs à Drancy pour désigner les camps de la mort.

4

Mars 1944. Après avoir longé le Palais-Royal, j'arrive à l'hôtel Montpensier à peine essoufflé. Depuis que je ne prends plus le métro, je suis habitué à marcher vite sans fatigue. À la réception, je demande M. Lambert. Une petite dame sans âge m'indique une chambre au premier étage. Le doute, qui m'assaille depuis l'annonce de ce rendez-vous, s'amplifie à mesure que je monte l'escalier qui mène à la chambre du dénommé Lambert. Si c'est un piège, me voilà pris. Sachant que la méfiance, en temps de guerre, reste un des meilleurs moyens de survie, je fais un tour dans le couloir et me livre à une rapide analyse pour détecter les portes de sortie dans lesquelles m'engouffrer en cas de pépin. Nous sommes au premier étage. Il y a un ascenseur, un escalier, et une fenêtre dans le couloir donnant sur la rue. Si je dois m'échapper en courant, le plus sûr sera de sauter par la fenêtre. Je risque, au pire, une bonne entorse. Par mesure de sécurité, j'ouvre la fenêtre dès maintenant, on ne sait jamais. Dehors, le ciel est menaçant et plonge la ville dans une pénombre crépusculaire. Un dernier coup d'œil à ma montre. Il est dix-sept heures, l'heure de mon rendez-vous.

Plus tôt dans l'après-midi, Loutre est arrivé au laboratoire, de retour d'une réunion avec Albert Ackerberg, le successeur de Jacques Pulvert dans la fonction de responsable de la 6e, et il m'a ordonné d'aller déposer un paquet de fiches de démobilisation vierges à un homme dont je n'avais jamais entendu parler auparavant, M. Lambert, à l'hôtel Montpensier. J'ai trouvé surprenant qu'il n'y aille pas lui-même, c'est son rôle, après tout. Et puis ce nom, Lambert, me laissait dubitatif. D'ordinaire, mes contacts portaient des noms de totem des EIF, sinon, c'étaient des femmes. Pour couronner le tout, l'idée d'un rendez-vous, dans un hôtel, avec un inconnu éveillait en moi les instincts les plus paranoïaques. J'ai protesté.

— Pourquoi n'y vas-tu pas ?

— C'est toi qu'il veut voir.

Pourquoi cet homme voulait-il me voir ? Aucune idée. J'ai dû laisser transparaître quelque inquiétude, car Loutre a jugé bon de me rassurer.

— Ne t'en fais pas, il est bien des nôtres.

Mais il n'a rien dit de plus et s'est replongé dans ses cahiers. Alors j'ai pris les fiches et je suis parti. Voilà, c'était comme ça, en ce temps-là. Nous parlions peu, et il aurait été incongru de discuter les ordres.

Chambre 18. Je frappe à la porte. Une voix douce et grave m'invite à entrer ; me voilà dans le salon coquet d'une suite d'hôtel à la décoration bourgeoise. Face à moi, un homme d'une trentaine d'années à tête d'intellectuel, le nez chaussé de lunettes en écaille.

— Monsieur Lambert ?

Je me tranquillise un peu quand je détecte au fond de son regard myope presque autant de méfiance que dans le mien. Si cet homme peut me craindre, c'est qu'il n'est sûrement pas là pour m'arrêter.

Le visage de l'homme se détend peu à peu, jusqu'à paraître tout à fait à l'aise. C'est peut-être mon physique frêle qui l'apaise, ou tout simplement que je corresponds bien à la description qu'on lui a faite de moi.

— Maurice Cachoud, se présente-t-il sur un ton amical, en empoignant franchement ma main.

Il aura suffi d'un mot pour que mes soupçons s'estompent. Cachoud, je connais ce nom, et je peux affirmer que celui-là est bien des nôtres, puisqu'il s'agit du responsable des services faux papiers du MUR (Mouvements unis de Résistance) en zone Sud. J'ai entendu parler de lui maintes et maintes fois, mais nous ne nous sommes jamais rencontrés. Je le savais basé à Nice, nous entretenons d'ailleurs une correspondance technique. Loutre me demande souvent de noter mes dernières trouvailles pour les envoyer aux autres laboratoires de faux papiers, les plus importants d'entre eux étant ceux de Grenoble et de Nice. J'ai eu écho

également que, depuis la récente création du MLN, Cachoud est en charge de centraliser les demandes en faux papiers au niveau national, tous réseaux confondus, et que cela fait de lui, d'une certaine manière, mon plus haut responsable hiérarchique. Faire ainsi sa rencontre, sans intermédiaires, et de surcroît à sa demande, n'est pas un évènement anodin. À ce moment précis, je comprends que je viens d'entrer dans la cour des grands.

Cachoud m'invite à m'asseoir dans un des fauteuils qui entourent une petite table basse. Je feins de ne pas être impressionné et m'applique à paraître le plus décontracté possible. Alors que je m'installe confortablement, j'aperçois une tête passer dans l'entrebâillement de la porte qui donne sur la chambre à coucher. La tête jette un coup d'œil dans notre direction, puis elle disparaît sans s'être présentée. J'ai eu à peine le temps de distinguer une silhouette. Vu sa carrure, je me dis qu'il doit s'agir de son garde du corps. Côté salon, Cachoud m'explique sans détours les raisons pour lesquelles il m'a fait venir.

— J'ai beaucoup entendu parler de toi, et de tes compétences, commence-t-il.

Confus, oscillant entre modestie et fierté, je balbutie que je ne fais qu'appliquer ce que j'ai appris en chimie et en teinturerie.

— Connais-tu une encre sympathique, pour les correspondances ?

Question saugrenue d'un faussaire à un autre. Évidemment, j'en connais, et même plusieurs. Nul doute d'ailleurs qu'il doit lui-même en savoir un rayon sur le sujet. Jugeant que la question a sûrement pour objet de tester mes connaissances, je joue le jeu, et commence à griffonner sur un papier six formules d'encres sympathiques. À ce moment-là, le type costaud entraperçu plus tôt fait irruption dans le salon et va s'adosser contre un mur plus loin. Tout occupé à mon affaire, je ne prête pas particulièrement attention à lui, mais je remarque tout de même ce port de tête et cette démarche assurée qui ne me sont pas tout à fait étrangers. Pour un garde du corps, je lui trouve une attitude princière, un

raffinement particulier, mêlé à beaucoup trop d'arrogance à mon goût. Si j'admire son élégance, je n'apprécie pas du tout la façon dont il me toise.

Je m'applique sur mes formules, le nez sur ma feuille, et je le sens tout doucement s'approcher de moi. Quand je relève la tête, il est à deux pas, et se penche au-dessus de moi.

— Comment tu t'appelles ? me demande-t-il avec autorité.

— Julien.

— Oui, mais ton nom de famille, c'est quoi ?

— Keller.

Quelques secondes passent. Je continue de noter la recette de mes encres, et je perçois son regard insupportable, qui ne me lâche toujours pas. Il s'approche encore, à tel point que nos deux nez se touchent presque. Il me scrute, m'examine, s'il pouvait le faire avec une loupe, il ne se gênerait sans doute pas. Je suis à deux doigts de me lever, à bout de nerfs, quand il s'exclame :

— Adolphe ?!

J'ai un battement de cœur. Personne, en dehors de ceux du laboratoire, ne peut connaître mon vrai prénom.

— Adolphe Kaminsky, renchérit-il, le visage marqué par la surprise, Drancy !

J'ouvre alors des yeux écarquillés sur ce personnage singulier, et enfin je le reconnais.

— Ernest Appenzeller !

— Alors ça ! hurle-t-il en tapant sur la table, c'est donc toi le « technicien » !

Ernest, comment ne l'ai-je pas reconnu ? Et ça, oui, quelle surprise ! Ernest, le « circoncis mais pas juif », a troqué ses guenilles de Drancy contre un costume neuf, et la métamorphose est telle que j'en suis complètement abasourdi. Je reste stupéfait à le regarder de la tête aux pieds alors qu'il agite son grand corps en mouvements amples, et qu'il répète inlassablement, comme un disque rayé, toujours la même phrase : « Eh ben ça alors ! »

Après trois mois passés à Drancy, ma famille et moi avons été les seuls à être libérés du camp. Et Ernest, qui, à notre départ, niait toujours être juif, n'avait alors que sa parole et sa gueule d'ange pour plaider sa cause. Les probabilités de nous revoir étaient bien minces.

— Tu es de la 6e ?

— Oui, et toi, tu es MLN ?

— Non, moi je suis du Mouvement de jeunesse sioniste (MJS), rattaché à l'Organisation juive de combat (OJC), me dit-il sur un ton de fierté.

Combat était le mot de prédilection d'Ernest. M'est revenu alors le souvenir de toutes les fois où, à Drancy, il me disait : « Si j'étais juif, je serais sioniste », « si j'étais juif, je prendrais les armes, j'irais au maquis pour combattre ». Je me suis rappelé aussi le mépris qu'il affichait pour tous ceux qui avaient sagement accepté le port de l'étoile, tous ceux qui, dociles, étaient allés se faire ficher dans les mairies, pensant que leur obéissance civique leur garantirait la survie. N'était-ce pas d'ailleurs ce que mon père et moi avions fait ? Lui, Ernest, disait que si les Juifs étaient traqués depuis toujours, c'est qu'ils étaient tout simplement les victimes idéales, à cause de leur esprit de résignation, de soumission, et de leur aversion du combat.

Ernest fait claquer ses doigts et un sourire malicieux s'affiche sur ses lèvres lorsqu'il extrait d'un tiroir un document à en-tête du Reich.

— Je t'ai bien berné à Drancy, hein ? Eux aussi, je les ai bien bernés, ces abrutis de la commission scientifique. Et Brunner, t'aurais vu sa tête quand je lui ai montré ce papier. Tiens.

Il me tend une lettre de la commission scientifique signée de la main même du célèbre professeur Montandon : son certificat d'aryanité, stipulant qu'après examen médical approfondi Ernest correspond à tous les critères de la race aryenne, hormis, bien sûr, l'infime détail de son prépuce manquant, dû à un phimosis, précise le certificat. Oui, il m'a bien berné. J'ai cru, comme tout le monde, à son histoire d'opération. Il a

fait fort. Et le plus incroyable de l'histoire, c'est que, pour obtenir l'examen de son cas par la commission scientifique, il a dû apposer à son dossier un certificat de naissance ainsi qu'un certificat de baptême. Ces papiers, c'est moi qui les ai confectionnés, au laboratoire de la 6e, sans savoir qu'ils lui étaient destinés ! Nous avons tant à nous dire ! Et désormais quelque chose nous lie. Ernest a vu comme moi à Drancy les milliers de crânes tondus, et entendu les gémissements la nuit. Cela nous rapproche plus encore.

C'est ainsi que j'apprends qu'Ernest est non seulement juif, mais fils de rabbin autrichien, clandestin depuis l'âge de treize ans, et combattant de la Résistance depuis autant de temps. D'abord jeune tireur, remarqué pour son sang-froid hors du commun, Ernest a rapidement gravi les échelons, jusqu'à se voir confier les missions de terrorisme contre les nazis. Devenu l'un des meilleurs agents d'élite de France, il chapeaute désormais une équipe de tireurs, tout en organisant et en supervisant des attentats ciblés. Ernest, le « tueur » du réseau, fait également figure d'expert dans l'art de faire taire les délateurs.

— Il suffit d'en éliminer quelques-uns, m'explique-t-il en mimant un coup de pistolet pour illustrer son propos. Les autres, s'ils ne veulent pas se faire trucider à leur tour, finissent par se taire.

Le rire éclatant d'Ernest se dissout peu à peu dans le silence. Cachoud a assisté médusé aux joies de nos retrouvailles et en oublie son histoire d'encres sympathiques. Nous passons aux choses sérieuses. Quant à Ernest, ce n'est pas son domaine. Après l'agitation du début de rendez-vous, il écoute et, conservant un silence religieux, il tire sur sa pipe, puis forme des « o » avec sa bouche, d'où s'échappent des petits ronds de fumée. Dans l'ambiance feutrée de la suite d'hôtel, Cachoud me soumet à un questionnaire technique. « Sais-tu reproduire les filigranes d'impression ? Les tampons en relief ? Décolorer l'encre sur les papiers anciens sans endommager la couleur du vieillissement du papier ? Donner à un papier neuf l'apparence d'un papier ancien ?… »

À tout je lui réponds oui, même si parfois je ne sais pas exactement comment faire ; je me dis que je trouverai en me creusant les méninges, convaincu que rien n'est impossible. J'ai toujours trouvé.

Je me demande où ces questions vont nous mener, elles me semblent n'être qu'un prélude à une demande plus compliquée encore. Effectivement, au bout d'un moment, Cachoud s'interrompt et joint ses mains devant sa bouche en signe de réflexion.

— Nous avons un problème avec notre photograveur parisien. Jusque-là, il effectuait le travail sans encombre, puis il a ralenti la production, et maintenant il nous annonce qu'il arrête tout parce qu'il a peur d'être surveillé par son personnel. C'est un coup dur pour la Résistance… Toi qui sais tout faire, saurais-tu monter un laboratoire de photogravure ?

Je ne sais absolument rien de la photogravure, mais je connais mes capacités à apprendre vite, alors, comme pour tout le reste, je réponds oui, en posant toutefois une condition, celle de pouvoir suivre une courte formation chez le photograveur en question.

— Mon adjoint René Polski va t'arranger ça.

Je repars du rendez-vous avec une commande de feuilles de démobilisation à imprimer, en urgence bien sûr, comme d'habitude, et un laboratoire de photogravure à installer. Cachoud, satisfait de notre entretien, allait pouvoir retourner à Nice. Désormais, il effectuerait des voyages entre Nice et Paris, jusqu'à s'installer à Paris définitivement quelques mois plus tard. Nous allions être amenés à nous revoir bon nombre de fois.

Sur le chemin du retour, je file sur les quais à la recherche de livres sur la photogravure. Dans l'étalage d'un bouquiniste frigorifié, je trouve les deux volumes de l'œuvre de L.P. Clerc, *La Technique photographique*, qui allait devenir mon livre de chevet pour les jours à venir.

Le lendemain matin, je frappai à la porte du laboratoire de photogravure de M. Goumard, rue Saint-Denis.

— Allons dans mon bureau, nous parlerons plus au calme, susurra le petit homme mince et sévère, dont j'évaluai l'âge à environ cinquante ans.

Nous traversâmes l'atelier où s'affairaient une bonne dizaine d'hommes sur des machines colossales. Une véritable usine. Un banc de reproduction avec des lampes à arc, des bacs de dépouillement, des cuves à graver à projection, des cuves à balancement, des rouleaux encreurs, des lisses, à grain ou à flanelle. Si c'était ça, un atelier de photogravure, j'allais avoir du mal à honorer la demande de Cachoud.

Goumard m'invita à pénétrer dans un bureau sans fenêtre et referma la porte derrière lui à double tour.

— Je me méfie de mes ouvriers, se plaignit-il en chuchotant. Tsss ! Ceux-là vendraient leur âme aux boches pour une ration de pain supplémentaire ! Bon, alors, il paraît que tu veux devenir photograveur. Sache qu'on ne le devient pas comme ça, jeune homme. Je suis professeur à l'école Estienne. Mes élèves étudient pendant trois ans, après quoi il faut compter encore trois ans comme apprenti, et je peux te dire qu'on ne connaît pas tout de la photogravure avant d'avoir au moins dix ans de métier. Si tu as donc seize ans devant toi, ce qui m'étonnerait, alors peut-être pourras-tu devenir photograveur. J'ai bien dit peut-être.

— Je ne veux pas devenir photograveur professionnel. Je veux juste… enfin vous savez… apprendre quelques petites choses, reproduire des tampons par exemple.

— Moi, j'ai dit que je ne veux plus aider, c'est trop dangereux. Ici, les ouvriers surveillent, j'en suis sûr. Quand je fais des travaux la nuit, parfois il reste des traces le lendemain sur les machines. Et les traîtres sont partout. Tu es de quel réseau, Keller ?

— MLN.

— Moi j'étais de l'OCM (Organisation civile et militaire), mais depuis qu'ils sont avec les socialistes, je suis passé au MLN. Les socialistes, tsss… Pourquoi pas travailler avec les Juifs, tant qu'on y est !

Est-ce que Goumard a fait mine de cracher par terre en disant « Juifs » ? Je crois que oui. Je venais de comprendre pourquoi Cachoud avait pris la précaution de me prévenir que je devais m'annoncer comme agent du MLN, et non pas de la 6e.

— Maintenant, c'est fini, je n'aide plus personne, je l'ai déjà dit, poursuivit-il sans me laisser le temps de réagir.

— Dans ce cas, je suis désolé d'avoir abusé de votre temps, monsieur Goumard, je vais m'en aller…

Il me coupa.

— Si j'accepte de t'aider, c'est parce que René m'a dit que c'est toi qui as trouvé pour l'encre Waterman. Ah ça, on est un certain nombre à s'être fait chauffer la cervelle en cherchant la formule de décoloration. Acide lactique ! J'ai pourtant fait un peu de chimie moi aussi, mais je n'aurais pas trouvé. Acide lactique. Toi, Keller, t'es un bon. Et puis on ne va pas laisser ces salopards transformer notre pays en province germanique !

J'aurais voulu lui cracher au visage le fond de ma pensée et tourner les talons en claquant la porte, mais j'avais tant besoin de cette formation que je n'avais pas le choix.

Fort heureusement, ma formation chez Goumard fut plus rapide que prévu, et je dois dire que je ne m'en portais pas plus mal. Je n'avais pas imaginé pouvoir emmagasiner autant de connaissances en si peu de temps, mais je crois que la xénophobie de Goumard et sa verve écœurante m'ont conduit à me surpasser afin de pouvoir me passer de lui le plus vite possible. Tout le monde y avait droit, les Juifs, les Anglais, les basanés, mais quand même surtout les boches. Je me souviens d'une de nos dernières discussions.

— Raciste, moi ? Tsss ! Certainement pas. J'aime les Polonais quand ils sont en Pologne, les Turcs quand ils sont en Turquie. Et les Juifs, ils n'ont qu'à se trouver un pays, tsss ! Le plus loin possible.

L'idée que Goumard, sans s'en rendre compte, défende l'idée du sionisme m'avait amusé. Une fois, j'avais même abordé la question des

homosexuels, me demandant si Goumard imaginait un pays lointain pour eux aussi.

— Tsss ! Chez les fous ! avait-il maugréé.

Non, vraiment, Goumard n'allait pas me manquer.

Depuis notre rencontre, Cachoud, quant à lui, ne m'avait pas laissé un instant de répit. Plus j'en faisais, plus il en demandait. Il était même allé jusqu'à me réclamer des cartes de police. Et toujours, bien sûr, je répondais oui, négligeant ma fatigue et ma santé. Le rendement était mon unique obsession.

Nous étions en juin 1944. Cela faisait des mois que je n'avais pas mis les pieds dehors en pleine journée. Maintenant que j'avais installé mon laboratoire de photogravure dans la chambre du dernier étage de ma pension, mes seuls trajets étaient les allers-retours quotidiens entre la rue Jacob et la rue des Saints-Pères. Si j'avais vu l'été arriver, c'était uniquement par la lucarne du laboratoire de la 6e. Un été qui s'annonçait chaud. Nous étouffions, tous les cinq, entassés sous la mansarde, à souffrir de la puanteur toxique des produits chimiques.

Je n'étais donc pas mécontent, ce jour-là, de sortir retrouver Ernest, avec qui j'avais rendez-vous. Respirer l'air du dehors sous un soleil au zénith et écouter le bruissement du vent dans les arbres tout en feuilles me prodiguait un sentiment de liberté que je n'avais pas éprouvé depuis longtemps. Paris semblait vivre comme si de rien n'était. Des filles passaient à bicyclette, tenant leur chapeau pour empêcher qu'il s'envole. Des rires d'enfants me parvenaient du coin d'une rue, où une classe de garçons avançait en rang, sous la surveillance d'un maître au doigt autoritaire.

Si les passagers de la voiture décapotable qui filait vers l'horizon n'avaient pas été vêtus d'uniformes nazis, on aurait pu croire à un mois de juin tout à fait ordinaire.

Je me hâtai en direction de Notre-Dame où Ernest devait déjà m'attendre. Cachoud avait sûrement encore une de ces demandes irréalisables à effectuer, en urgence, bien sûr. J'avais revu Ernest de nombreuses fois depuis nos retrouvailles à l'hôtel Montpensier. Des rencontres furtives, le temps d'échanger des documents. Pas question de prolonger les discussions, l'heure était à l'action. Or, cette fois, il ne m'a pas parlé de faux papiers.

— Suis-moi, j'ai quelque chose d'urgent à te dire, m'a-t-il déclaré lorsque j'arrivai devant lui.

Nous sommes descendus ensemble marcher le long des quais de Seine.

— Ça y est, m'annonça-t-il, la Légion juive est sur le point de voir le jour. Imagine, Adolphe, tous les courants de résistance juifs combattant sous le même blason. Vous, les EIF et la 6e, nous, les MJS et l'AJ (Armée juive). Si on réunit nos moyens, on aura plus de poids.

— On est déjà tous réunis. On travaille tous ensemble.

— Oui, mais il s'agit cette fois de fusionner, et de montrer que la Résistance juive est unie. Dans les maquis, les hommes n'attendent que le signal pour se regrouper sous les ordres de la Légion juive.

La fameuse Légion juive, Ernest en rêvait depuis longtemps. Lui et beaucoup d'autres pensaient depuis le début de la guerre à la création d'une armée qui regrouperait tous les Juifs disponibles et volontaires, et qui par sa seule existence hurlerait au monde entier que les Juifs aussi savent se défendre, se battre, et surtout qu'ils peuvent vaincre.

— Je suis en contact avec un agent de Londres. Grâce à lui, nous avons déjà reçu des armes, poursuivit-il, d'autres vont encore arriver. Il veut que je dresse la liste de l'étendue de notre réseau, du nombre de combattants, il faut montrer qu'on est nombreux et structurés. File-moi l'adresse du laboratoire et les noms de ceux qui y travaillent.

— Des noms et des adresses, mais t'es complètement fou ? Je ne donne pas l'adresse du labo, ni les noms de qui que ce soit.

— Tu n'as pas confiance, c'est ça ?

— Confiance en toi, si. Tant que tu ne dresses pas des listes. Qui est cet homme qui t'a fourni des armes ? Qui te dit que ce n'est pas un

piège ?

— Il n'y a aucun piège, tout est sûr. C'est Londres qui nous l'envoie. On est déjà passés par lui et il n'y a pas eu de problèmes.

— Comment s'appelle-t-il ?

— Charles Porel. Fais tes recherches toi-même si tu veux, mais penses-tu franchement que Cachoud ferait confiance à n'importe qui ?

— Cachoud lui fait confiance ?

— Puisque je te le dis. Alors ?

— Ne compte pas sur moi.

J'ai vu le corps musculeux d'Ernest se crisper. D'exaspération, il s'est détourné et a effectué quelques pas nerveux. Le vent faisait violemment claquer les pans de sa gabardine et, même de dos, je discernais sa colère. Quand il s'est retourné vers moi, le bleu de ses yeux s'était profondément obscurci. Il me défiait, d'un regard à faire pâlir une armée entière. Mais moi, qui n'avais pas baissé les yeux devant Brunner, je n'allais pas flancher face à Ernest.

— Tu es un lâche, m'a-t-il jeté en pleine figure, tu as peur. Peur de te battre.

Ernest, c'était évident, espérait une réaction de ma part, mais je n'ai rien lâché, pas une adresse, pas une bribe d'information, et j'ai soutenu fermement son regard glacial, jusqu'à ce qu'il tourne les talons et s'éloigne sans un adieu. Je l'ai suivi des yeux. Quand sa silhouette ne fut plus qu'un point au loin, je sus que j'avais perdu un de mes amis les plus chers.

Je pris le chemin du retour, la gorge nouée. Avais-je eu raison ? Le problème des relations avec Londres, c'est que tout était si difficile à vérifier. Qui parlait à qui ? On ne le savait jamais. Si Cachoud faisait confiance, pourtant, c'est que l'opération devait être sûre. J'étais en proie à mille doutes, et à mon retour Loutre n'a pas manqué de le remarquer. Je lui ai expliqué le problème.

— Tu n'as rien dit, j'espère ?

— Non, rien du tout.

— Très bien, je parlerai de ça à la prochaine réunion de la 6e, on verra ce qu'en pensent les autres.

— Mais toi, qu'est-ce que tu en penses ?

— Comme toi. Le laboratoire avant tout.

Quand Loutre se rendit à la réunion de la 6e, il ne fut pas le seul à soulever cette question. Les responsables étaient, eux aussi, au courant. Tout le monde parlait de cette nouvelle filière d'approvisionnement en armes pour la Légion juive. Un rendez-vous était même déjà programmé pour commencer à s'organiser. Mais, à l'issue de la réunion, il fut finalement décidé que la 6e n'y participerait pas, quitte à passer aux yeux des autres pour ce que nous n'étions pas. Des lâches.

Le mois suivant nous arrivèrent de terribles nouvelles de Drancy. Les convois se succédaient, toujours plus nombreux. Les chiffres m'affolaient. L'été s'abattait sur moi avec son lot de mauvaises surprises et de douleur.

Parallèlement, au laboratoire, tout ne se passait pas comme je l'aurais voulu. Avec mon matériel de fortune, la photogravure me donnait beaucoup de fil à retordre. Il y avait des ratés, et j'étais contraint de tout reprendre à zéro sans perdre mon calme, sans me laisser décourager. Parfois, il arrivait que je ne puisse pas venir à bout de la demande par manque de temps, et des noms, en fin de liste, étaient sacrifiés. Ça, je ne pouvais le supporter. À cause de la fatigue, je redoutais de plus en plus les erreurs d'inattention, je devenais nerveux, paranoïaque. Dehors, je me croyais constamment suivi. J'avais un mauvais pressentiment. Je faisais plusieurs tours de pâté de maisons avant de me rendre au laboratoire de la 6e, pour m'assurer que ce passant là-bas, ou cet autre par ici, n'était pas un policier ou un espion. Le bouquiniste avait toujours l'air louche, le boucher et le boulanger aussi. Et ce couple sur le banc, n'avait-il pas regardé dans ma direction avant de faire semblant d'échanger un baiser ? À nouveau, dans le doute, je changeais de trajectoire. Épuisant ! Du point de vue de la santé, mon corps réagissait plutôt mal aux successions de nuits blanches et à la sous-nutrition. J'étais rachitique et je

m'évanouissais fréquemment. Mais ce qui m'inquiétait par-dessus tout, c'était l'état de mon œil droit, qui depuis quelque temps larmoyait sans interruption, y compris la nuit, si bien que le matin il me fallait plus d'une demi-heure pour décoller les paupières sans m'arracher les cils. Pas le temps de consulter un médecin, et pourtant j'avais l'intime conviction que ma vue baissait de plus en plus. Crois-moi, perdre un œil, pour un faussaire, c'est la pire des tragédies.

Au cours de la dernière semaine du mois de juillet, Loutre arriva au laboratoire en catastrophe, messager d'une nouvelle qui allait me porter un coup terrible. Tous les principaux responsables des MJS, de l'AJ, mais aussi certains du réseau des Hollandais et des FTP-MOI venaient d'être arrêtés par la Gestapo. Cachoud et Ernest figuraient parmi eux. L'arrestation avait eu lieu lors d'une réunion organisée à l'initiative du soi-disant agent de Londres qui avait semé la discorde entre Ernest et moi un mois plus tôt. Comme j'avais eu le nez fin ! En sacrifiant mon amitié pour Ernest, j'avais au moins sauvé le laboratoire de la 6e, et tous les autres camarades par la même occasion. Cet homme qui s'était présenté à eux sous le nom de Charles Porel et se réclamait de l'Intelligence Service britannique, était en réalité un Allemand, agent de l'Abwehr. Nos camarades étaient tombés dans le panneau et s'étaient fait cueillir dès leur arrivée au rendez-vous. Je n'arrivais pas à le croire…

Le désastre était double. D'une part, toutes les branches de l'OJC étaient touchées, sauf la 6e. L'organisation saurait-elle fonctionner amputée de ses principaux responsables ? Peut-être. Nous l'espérions. Dans les maquis, en tout cas, les combattants poursuivaient la lutte et ils étaient suffisamment bien structurés et autonomes pour tenir. Mais combien de temps ?

Sur le plan psychologique, l'arrestation d'Ernest et surtout celle de Cachoud m'anéantissaient. Cachoud, je l'avais cru intouchable.

— Foutez tous le camp, partez vous cacher ! ordonna Loutre avec un soubresaut dans la voix qui trahissait son désarroi.

Comme je le trouvais pâle, je l'interrogeai.

— Tu n’as pas donné l’adresse du labo ?

— Non, toi non plus ?

— Bien sûr que non.

— On ne sait jamais. Mieux vaut laisser passer trois jours, c’est plus prudent.

Je me dépêchai de fourrer quelques tampons, papiers et produits chimiques dans une mallette, pour le cas où, à mon retour, le laboratoire aurait été découvert. Quant au matériel de photogravure laissé à ma pension, inutile d’aller le chercher, et mieux valait ne pas remettre les pieds là-bas, car si j’avais été suivi, l’adresse était forcément grillée. Au moment de partir, Loutre, qui semblait ne pas nous avoir tout dit, ajouta gravement :

— Ce n’est pas tout. Cachoud est mort sous la torture.

Cachoud, « mort sous la torture ».

Toutes les informations de leur arrestation nous parvinrent avec force détails. À Fresnes comme dans l’ensemble des prisons, les murs avaient des oreilles, et nos réseaux, des complices. J’appris qu’ils eurent tous droit aux coups de poing et de pied, mais aussi qu’ils subirent l’épreuve de la baignoire. Cachoud, lui, fut désigné comme tête de Turc et subit les « pires humiliations », selon les termes exacts que l’on me rapporta. Là s’arrêtaient les détails des tortures dont il avait été victime, et à mon imagination de faire le reste. « Humiliation ». Ce mot cachait l’indicible.

La suite nous fut clairement racontée. Quand la Gestapo livra nos camarades à l’Abwehr, Cachoud fut refoulé tant il était en mauvais état. Presque mort en réalité. On ne pouvait plus rien en faire. La Gestapo se chargea donc de l’achever en le balançant au-dessus de la rampe de l’escalier, sous les yeux des autres. Cachoud s’écrasa cinq étages plus bas. Pour lui, l’histoire se terminait là, et j’allais mettre beaucoup de temps à m’en remettre.

Quant aux autres, ils attendaient désormais leur tour à la prison de Fresnes, enfermés dans le bloc des condamnés à mort. Je demeurais

certain que, même sous la torture, aucun n'avait parlé ni ne parlerait, et que les réseaux ne seraient pas démantelés.

« Ici, même heure, dans trois jours », nous étions-nous dit avant de nous quitter. Et mieux valait ne pas penser aux conséquences de trois jours d'inactivité du laboratoire si nous ne voulions pas revenir rongés par la culpabilité.

Il me restait quelques sous en poche pour trouver une planque. Je trouvai refuge dans un petit hôtel d'étudiants situé rue de l'Échaudé. Comme je n'avais aucune valise, je pris une chambre pour une nuit seulement, que je prévoyais de prolonger par la suite, afin de ne pas éveiller les soupçons du réceptionniste. Je ne devais sous aucun prétexte remettre les pieds au laboratoire, mais le contact avec le réseau n'était pas rompu pour autant. Nous avions mis en place une technique assez simple pour continuer à effectuer les liaisons. Chaque jour à onze heures, un de nos agents se trouvait au carrefour d'une rue du quartier. Le lundi, c'était devant la Sorbonne, le mardi, à Notre-Dame, etc. Si je ne voulais pas que l'acheminement des faux papiers soit totalement paralysé pendant trois jours, je ne devais surtout pas manquer le rendez-vous du lendemain. À peine installé dans ma nouvelle chambre, je fermai les rideaux et ouvris ma précieuse mallette. Elle contenait le strict nécessaire, des cartes d'identité, feuilles de démobilisation, cartes d'alimentation, extraits de naissance et certificats de baptême vierges. Des tampons, des encres de toutes les couleurs. C'était suffisant pour continuer, même au ralenti.

Le lendemain, à la Sorbonne, Pingouin m'attendait. Il parut soulagé de me voir. Il avait craint que je ne vienne pas. Cette liaison était différente des autres. Nous prîmes le temps de parler plus longuement. L'arrestation des nôtres l'avait, lui aussi, fortement affecté, et il s'inquiétait pour mon moral. Comme il avait été mon recruteur, et que j'étais le plus jeune, il gardait avec moi un comportement paternaliste et protecteur, comme s'il

se sentait responsable, et même de loin il veillait toujours à ce qu'il ne m'arrive rien. Il émit un long soupir avant de prendre la parole.

— Écoute, je sais que le laboratoire est fermé quelque temps. Mais si je n'ai pas les papiers, je ne peux plus rien faire. Tu sais que j'avais deux groupes de trente enfants à convoyer dans la semaine. On est dans la merde.

— J'ai tes papiers.

— Comment ?

— Je suis venu pour te les remettre. Je les ai faits cette nuit.

— Incroyable !

Nous échangeâmes nos mallettes, il repartit avec la pleine, et moi avec la vide.

Trois jours plus tard, même heure, je remontai l'escalier de la rue des Saints-Pères. Depuis la rue de l'Échaudé, personne ne m'avait suivi. Quand j'ouvris la porte, Suzie et Herta étaient déjà là, fidèles au poste. Le laboratoire n'avait pas été découvert, mais il restait beaucoup de travail à rattraper.

Nous venions de nous remettre à l'œuvre, quand Loutre surgit dans la pièce, le visage plus blanc que jamais.

— Ils ont eu Pingouin et les enfants !

Dans le même temps, nous apprîmes l'arrivée à Drancy d'un groupe qualifié de « dangereux terroristes », rapatriés spécialement des prisons, que Brunner s'était empressé d'enfermer dans les sous-sols du camp, sous haute surveillance. Leur arrivée avait suscité de l'émoi parmi les internés, car ces hommes étaient en loques, et leurs visages émaciés portaient les stigmates de tortures. Ils étaient une trentaine, nous avait-on rapporté. Qui pouvaient être ces hommes que Brunner appelait des terroristes ? Il ne nous fallut pas longtemps pour nous faire notre idée.

D’après les descriptions, il s’agissait de nos camarades, d’Ernest et de tous ceux qui étaient avec Cachoud lors de l’arrestation.

— *Que faisaient-ils à Drancy ?*

Ça, c’était facile à comprendre. Les troupes alliées avançaient vers la capitale, les nazis étaient en difficulté, alors Brunner faisait du zèle. Plutôt que de laisser aux soins de l’administration pénitentiaire la tâche de les fusiller, il voulait s’en charger lui-même. En cas de défaite, il ne rentrerait pas en Allemagne les mains vides, et il pourrait offrir à son Führer trente des membres les plus actifs de la Résistance juive. Mes amis étaient promis à leur tragique destin, ils partiraient pour Pitchipoï par le prochain convoi.

— *Et Pingouin ?*

Pingouin, je l’ai appris quelques jours plus tard, monta à bord d’un convoi pour Auschwitz avec les trente enfants dont il avait la charge. Ni lui ni les petits n’en réchappèrent.

5

Été 1945. Presque un an que tout le monde a repris sa vie là où elle s'était arrêtée. Mais la guerre n'est pas encore terminée, et moi, je suis toujours faussaire.

Au lendemain de la libération de Paris, un an plus tôt, je me suis engagé volontaire dans l'armée comme brancardier pour rejoindre les zones de combat. Je voulais continuer à œuvrer d'une façon ou d'une autre pour que la guerre cesse, mais sans armes.

Les services secrets de l'armée étaient à la recherche d'un faussaire pour permettre à leurs agents de renseignement, parachutés derrière les lignes ennemies, de repérer les camps de concentration les moins connus, notamment ceux où étaient exécutées les expérimentations médicales sur des humains, avant que les nazis ne détruisent toutes les preuves de leurs atrocités. Des gens ont dû parler. Mon nom, circuler. Un jour, deux hommes sont venus me trouver à la caserne à laquelle j'étais affecté. Il s'agissait du lieutenant-colonel Pommès-Barrère, responsable du Centre de liaison et de documentation (CLD) de la Direction générale des études et recherches (DGER), ou, si tu préfères, le service d'espionnage et de contre-espionnage de l'armée française. Il était accompagné du commandant Maillet, en charge des missions d'espionnage. Dès lors, j'ai pris mes nouvelles fonctions au sein de la DGER. Notre service était rattaché au ministère des Prisonniers de guerre et des Déportés (MPGD), dont le ministre était un jeune militaire d'à peine trente ans, au regard froid, du nom de François Mitterrand. Du jour au lendemain, je passai au grade de sous-lieutenant, tous frais pris en charge par l'armée, logé à l'hôtel Doisy, à proximité de la place de l'Étoile, disposant d'un étage entier du CLD, et même d'une voiture et d'un chauffeur. J'étais devenu faussaire d'État, un nouveau statut, peut-être même une carrière en perspective. Comme l'exigeaient les règles du secret et du

renseignement, je devais agir sous une double identité, et j'avais gardé celle de la Résistance, Julien Adolphe Keller. Auprès de tout le monde, famille, amis, anciens de la 6e, je me faisais passer pour un employé de bureau, banal gratte-papier de ministère.

Pendant un an, jusqu'à la capitulation des forces de l'Axe et la libération des camps, j'ai fabriqué des papiers allemands. À peine arrivé, on m'a remis des modèles de feuilles de route, tickets de chemins de fer, cartes d'identité, passeports, cartes militaires. Il fallait aussi confectionner des papiers de travailleurs étrangers en Allemagne, pour permettre aux agents de renseignement qui ne parlaient pas l'allemand de se faire passer pour des volontaires du STO. Évidemment, compte tenu de l'urgence et de la quantité de faux papiers à effectuer, je me suis trouvé rapidement sous pression. Il était toujours aussi délicat et impératif que les faux ne soient pas détectables. Je n'avais jamais eu à faire de cartes d'identité allemandes auparavant, et elles présentaient des caractéristiques nouvelles pour moi. Elles contenaient des filigranes transparents et opaques. La rigidité du papier, le poids ainsi que les techniques de coloration différaient. Bien sûr, je disposais de plus de moyens techniques, je pouvais acheter du matériel performant, mais il fallait réaliser un grand nombre d'expériences, et toujours faire appel à l'ingéniosité.

J'avais récupéré l'intégralité de mon matériel au laboratoire de la 6e et à celui de la rue Jacob, mon ancienne pension. À mon étage, j'avais installé dans des pièces distinctes une chambre noire, un atelier de photogravure, un autre d'imprimerie, un bureau pour le remplissage, une salle de coloration-décoloration, une pour la fabrication de papier, et encore une autre dans laquelle trônait ma vieille machine à coudre Singer, la même que celle qu'utilisait mon père pour confectionner les costumes de ses clients, que j'utilisais pour le découpage des timbres fiscaux. Je les imprimais directement sur du papier gommé et, pour réaliser les perforations, j'avais remplacé l'aiguille à coudre par une aiguille de seringue exactement à la taille des trous.

Ce matin-là, il est à peine cinq heures quand les premiers rayons du soleil pénètrent dans ma chambre de l'hôtel Doisy. De la fenêtre, j'ai une vue sur un ciel sans couleur avec un léger nuage un peu étrange, effiloché. J'enfile mon manteau et me hâte de sortir. Les six nouveaux agents de renseignement sont arrivés dans la nuit. Je vais avoir beaucoup à faire ces prochains jours.

Mon chauffeur, qui m'attend chaque matin au pied de l'hôtel, me conduit à la DGER et se gare devant l'immeuble. Le commandant Maillet m'accueille et m'ouvre la porte du bâtiment. Il ressemble à un acteur de cinéma américain, avec sa mâchoire carrée et ses cheveux noirs coupés court, coiffés la raie sur le côté. Son travail pour la DGER consiste à entraîner les agents à l'espionnage militaire avant de les envoyer sur le terrain ennemi. Entraînement physique et théorique. En dehors de lui, qui a dormi sur place, les locaux du CLD, un bâtiment de quatre vastes étages composés de petits bureaux alignés autour d'un long couloir, sont totalement vides à une heure si matinale. Mon étage se trouve tout en haut. Il est entièrement à ma disposition, sauf l'espace qui se trouve derrière une porte toujours fermée, dont seul Maillet détient la clef. J'accompagne Maillet dans l'escalier et pénètre avec lui de l'autre côté de la porte. Cette partie est aménagée comme un grand appartement, avec chambres, cuisine et salle d'eau. Personne, hormis Maillet et moi-même, n'est autorisé à y pénétrer, ni à entrer en contact avec ses occupants.

Les agents de renseignement, habitués à ne dormir que d'un œil, apparaissent sur le seuil de leur chambre. Maillet me les présente un à un. Six jeunes gaillards, musclés et bien nourris, scrupuleusement sélectionnés parmi les meilleurs agents de l'armée, qui viennent d'achever deux mois de préparation militaire ardue dans une maison de banlieue à la localisation tenue secrète. Ils vont être envoyés en Allemagne trois par trois. Chaque groupe est composé d'un supérieur pour superviser les opérations, d'un radio et d'un agent d'infiltration.

Pour qu'une opération de parachutage soit réussie, il est nécessaire de fournir à chacun d'eux toutes les preuves de son existence dans le pays. Papiers d'identité, permis de travail, quittance de loyer, ticket de caisse d'un magasin, carte de bibliothèque, ticket de bus ou de cinéma, billet de

chemin de fer de telle ville, à telle date, ordonnance de médicament pour son asthme, une vieille lettre chiffonnée de sa mère ou de sa fiancée, timbrée et tamponnée du service des postes. Tout ce qu'un homme peut conserver sur lui et qui, en cas de capture, peut lui sauver la vie. Cela implique, bien sûr, que chaque document soit fabriqué à l'unité et que rien ne soit laissé au hasard. J'ai une semaine devant moi pour leur inventer à chacun un nouveau passé crédible et en fabriquer les preuves, tout en veillant surtout à ce que leur couverture soit simple à assimiler pour eux, en mélangeant un peu de vrai au faux ou en me basant sur leur vécu pour bâtir une autre histoire. De longues heures d'entretien s'avèrent nécessaires avant même de passer à la fabrication. Ce jour-là, j'ai de la chance. Deux d'entre eux sont alsaciens, ils parlent couramment l'allemand et connaissent même les régions où ils vont être parachutés. Pour les autres, c'est plus complexe, car tout est à réinventer.

Les réunions et entretiens s'enchaînent sans halte tout au long de cette harassante journée. Il en est ainsi chaque fois que de nouveaux agents transitent au CLD avant le grand saut. Il y a tant à faire qu'on ne voit pas le temps passer, on en oublie de manger. Déjà, la nuit tombe, et chacun est rentré chez soi quand je quitte les lieux. Un rendez-vous particulier est organisé ce soir, auquel j'ai hâte de me rendre. Une réunion avec tous les anciens camarades de la Résistance. Mon travail m'a jusque-là laissé si peu de répit que, pour la plupart, je ne les ai pas revus.

Nous sommes nombreux ce soir, une bonne trentaine, dans cette petite cantine bon marché de la rue Claude-Bernard. Je retrouve ceux de la 6e, Girafe, Ackerberg, Héron, Loutre, Nénuphar, Suzie, Herta, René Polski, l'adjoint de Cachoud. C'est bon de se revoir. Nénuphar m'accueille chaleureusement, m'offre un verre de vin et me parle des études de chimie qu'elle a décidé de poursuivre. Nous discutons tous deux un moment, quand soudain, au milieu du brouhaha général, je reconnais un rire, très familier, qui s'élève du fond de la salle. Et en fouillant du regard, qui vois-je ? Un jeune, grand, blond, pipe au bec et regard d'acier. Nul besoin de faire les présentations, c'est Ernest Appenzeller, accompagné d'Henri Pohorylès et de Jacques Lazarus, qui faisaient tous

trois partie du dernier convoi de Brunner ! Sur le coup, je n'y comprends rien. J'ai, comme premier réflexe, de me demander si le vin n'est pas frelaté. Je crois voir des revenants, des fantômes, c'est fou ! Ai-je des visions ? Est-ce que je délire ? Est-ce l'émotion, ou peut-être le fameux choc post-traumatique dont tout le monde parle ? Et les autres, voient-ils comme moi ? Dans la salle du restaurant, personne n'a l'air étonné, tout le monde rit, boit, fume et parle fort. Je me fraye un chemin pour arriver jusqu'à eux, et, entre deux éclats de rire et quelques tapes dans le dos, ils me racontent leur évasion. Avec quelques outils, ils sont parvenus à scier les barreaux de la fenêtre du wagon. Et comme le train, sans cesse arrêté par les sabotages des résistants sur la ligne, n'avait avancé que jusqu'à Saint-Quentin en quatre jours, une nuit ils furent quelques-uns à prendre la fuite et à rejoindre la capitale avec seulement quelques blessures minimes et la faim au ventre. Je n'ai pas revu Ernest depuis le jour où j'ai refusé de lui donner l'adresse du laboratoire de la 6e, mais entre nous l'incident est clos. Lui qui a si souvent frôlé la mort, a encore une fois échappé aux griffes de Brunner. Il est vivant, c'est l'essentiel. Et comme tu vas le comprendre par la suite, nous allions encore avoir, Ernest et moi, quelques missions à accomplir ensemble, pour un autre combat.

Mais laissons Ernest de côté et attardons-nous un instant sur Pierre Mouchenik, dit « Pierrot », que je rencontrai pour la première fois lors de cette soirée. Pierrot, vingt-cinq ans, était un ancien de l'Armée juive qui, après le départ de Maurice Cachoud, avait pris en charge le laboratoire de faux papiers de Nice. Pendant la guerre, la distance Paris-Nice nous avait empêchés de nous voir, mais nous avions souvent correspondu à l'encre sympathique. C'était un blond aux yeux bleus qui semblait toujours très à l'aise. Il avait l'art de composer de belles phrases, l'enthousiasme fédérateur et, surtout, cette façon particulière de s'adresser à la foule en regardant chacun dans les yeux, si bien que tout le monde se sentait concerné. Il maniait avec brio l'art des respirations et des silences, savait faire durer le suspense, ou jouer de la repartie. Toujours une blague, une anecdote, une histoire narrée comme un roman à sortir de son chapeau. Auprès des femmes, d'ailleurs, son charme était dévastateur. Mais, avant

tout, c'était un humaniste. Il a eu ma sympathie dès les premiers échanges de paroles. C'est lui qui est venu vers moi et il a insisté pour savoir ce que je faisais depuis la Libération. Évidemment, je lui ai donné la version officielle de mes activités : lieutenant dans l'armée. Il a semblé déçu que je ne sois pas disponible, et je n'allais pas tarder à comprendre pourquoi.

Une semaine plus tard, la DGER était en ébullition. Nous venions d'apprendre la capitulation des forces de l'Axe. Le départ des agents que nous gardions au secret fut annulé, et ma fabrication de papiers allemands cessa brusquement. Je commençais à détruire les documents, lorsque mon supérieur, le colonel Pommès-Barrère, est venu m'entretenir d'une nouvelle urgence. Il s'agissait non plus de faux papiers, mais d'un laborieux travail de cartographie de l'Indochine en vue d'une éventuelle reprise par la force de la gouvernance française de la colonie. J'ai obtempéré sans rechigner, un ordre était un ordre. Mais, à mesure que les cartes s'amassaient sous mon objectif de reproduction, j'étais assailli par un profond sentiment de désaccord avec moi-même. Je ne me sentais plus à ma place. L'espionnage militaire en temps de paix ne me concernait pas, et la perspective de participer à la guerre coloniale qui s'annonçait me prenait au cœur et me terrifiait. Je n'avais jamais décidé d'être faussaire. Militaire, encore moins. Ce que j'avais fait par le passé, c'était parce qu'il le fallait, je n'avais pas le choix. Je savais qu'après la cartographie on allait me demander de faire des faux papiers pour une guerre qui n'avait pas de légitimité à mes yeux et qui ferait, comme toute guerre, des victimes innocentes. Je ne serais pas en mesure d'obéir aux ordres qui allaient suivre, non parce que le travail en soi me déplaisait, mais parce que mon éthique me l'interdisait : si l'insurrection des Indochinois devait avoir lieu, ne devrais-je pas la comparer à ce qu'avait été la Résistance pour les Français ?

Le terme n'existait pas encore à l'époque, mais j'étais profondément anticolonialiste. Le lendemain, j'ai donc décidé, malgré l'entêtement de mes supérieurs à vouloir me garder, de démissionner.

À peine Pierrot en a-t-il été informé qu'il m'a fait chercher partout. C'est Loutre qui m'a trouvé quelques semaines plus tard. Je vivais comme un misérable dans un minuscule taudis situé rue de Charenton, sans eau ni électricité, et tentais de me réinsérer comme je pouvais en enchaînant des petits travaux de photographie.

J'ai vu Pierrot une fois, puis deux, puis trois. Il était chaque fois très excité, et de plus en plus impatient, une véritable pile électrique…

Lorsque Pierrot a fait appel à moi et m'a expliqué que l'action de son groupe avait pour but de permettre aux rescapés des camps d'immigrer clandestinement en Palestine, j'ai d'abord refusé. Il a eu beau user de tous les arguments, et me dire qu'il en allait du devenir de plusieurs centaines de milliers de personnes, je suis resté de marbre. Je refusais de reprendre des activités illégales maintenant que la guerre était finie.

— Qu'est-ce qui t'a fait changer d'avis ?

Pour emporter ma conviction, Pierrot m'a fait embarquer avec des GI vers les camps de réfugiés d'Allemagne.

C'était le mois de janvier 1946. Nous étions quatre à bord de la Jeep. Nous avions franchi la frontière allemande depuis plus d'une heure quand l'un d'entre eux désigna un immense camp de brique au loin, derrière lequel s'étendait un ensemble de baraquements bas et rectangulaires, dressé au milieu d'un champ à l'aspect boueux.

Soudain je les vis, de l'autre côté des barbelés, en costumes rayés de prisonniers. Ils étaient des centaines à lentement se rapprocher de nous et à nous interroger du regard. Je savais à quel spectacle m'attendre en acceptant ce voyage et je m'y étais préparé, mais, devant la nuée de costumes noir et blanc qui en quelques minutes s'agglutina le long des barbelés, je me surpris un instant à vouloir renoncer à sortir de la voiture.

Je pus m'entretenir avec l'un d'entre eux, qui parlait couramment le français. Il était polonais, ancien professeur de français. Il m'avertit qu'il ne remettrait jamais les pieds dans son pays, sauf mort. Tous tenaient le même discours. Les gouvernements de leurs pays les avaient trahis, le sol

européen leur rappellerait toujours les atrocités subies. Rien ne pouvait rompre leur détermination, quitte à rester dans ces camps à attendre ou à pourrir des années encore s'il le fallait, le temps d'obtenir enfin un visa pour la Palestine. Ici, s'était établie une certaine solidarité. Des familles s'étaient recréées – des enfants étaient nés, des adultes avaient adopté des enfants qui n'étaient pas les leurs –, que rien ne séparerait, sauf la mort, répétait le Polonais en jetant un regard ému vers une femme assise plus loin avec son bébé, dont je compris qu'ils étaient devenus sa nouvelle famille.

Ce qui me choqua le plus durant ce court voyage fut la découverte, sur le chemin du retour, des hordes d'enfants sauvages qui rôdaient à proximité des camps.

Au départ, il était convenu que les GI m'emmèneraient voir plusieurs camps de personnes déplacées alentour, mais un seul m'avait suffi et, la nuit tombant, je demandai à rentrer directement à Paris. Soudain, au détour d'un virage, je discernai au loin de fines silhouettes plantées au beau milieu la route. Au moins une quinzaine, elles semblaient vouloir nous barrer le passage. À mesure que nous approchions, je me rendis compte, à la lueur des phares, qu'il s'agissait d'enfants armés de bâtons. Ils n'avaient pas quatorze ans. Certains étaient même tout petits, six ou sept ans peut-être. Le conducteur éteignit ses phares, ralentit, mais ne s'arrêta pas. Je ne compris pas tout de suite pourquoi les GI sortirent leurs armes et les pointèrent sur les gosses, qui se rabattirent illico sur les côtés, sans toutefois laisser transparaître la moindre crainte. Ils ne nous laissèrent qu'un étroit passage pour manœuvrer et, alors que je les dévisageais, l'un d'eux frappa violemment son poing contre ma vitre en vociférant quelque chose d'incompréhensible. Voir tant de haine et de rage sur un visage d'enfant me glaça d'effroi. Le conducteur n'eut pas d'autre choix que d'accélérer pour dégager la voiture, qui était à nouveau encerclée, au risque d'en blesser quelques-uns. À peine étions-nous passés que les enfants se regroupèrent et nous assaillirent par l'arrière en jetant pierres et bâtons, alors que la Jeep s'enfonçait dans la nuit.

Un des GI m'expliqua qu'il s'agissait d'enfants rescapés qui erraient autour des camps de concentration d'où ils avaient été libérés, organisés en bandes de hors-la-loi, attaquant fermes et maisons pour trouver à manger et terrorisant les populations alentour. Leurs parents étaient morts exterminés par les nazis, et, livrés à eux-mêmes, ils manifestaient une rare violence à l'égard des adultes, qu'ils considéraient tous comme des ennemis. La route sur laquelle nous étions engagés conduisait à proximité d'un camp de réfugiés orphelins. C'est là qu'ils avaient été placés par milliers, de force. À l'arrivée des libérateurs, la plupart furent retrouvés au beau milieu des cadavres ; ils avaient dû se débrouiller pour survivre parfois pendant des mois, et ils n'avaient plus confiance en personne. Sur plusieurs dizaines de kilomètres, en poursuivant notre route, nous vîmes d'autres bandes détaler à travers les fossés au passage de la Jeep.

Ce voyage fit resurgir en moi le choc de la Libération. Ce n'est en effet qu'une fois l'occupant chassé hors du territoire que je connus ma première grande désillusion. La victoire, j'en avais rêvé, je m'étais accroché à cet espoir de toutes mes forces, et j'avais eu la naïveté de croire qu'elle entraînerait dans son sillage la fin du mépris des populations, la fin du racisme. Le nombre des réfugiés pour qui personne n'avait de solution me laissait perplexe et horrifié. La Palestine était toujours sous mandat britannique et l'Angleterre avait instauré le Livre blanc, qui ne permettait une émigration là-bas qu'au compte-gouttes, alors que les demandes de visas atteignaient des chiffres records, des centaines de milliers. La situation s'éternisait. Tout était bloqué.

J'éprouvais une forte empathie pour ces rescapés dont personne ne voulait, ces enfants qui ne croyaient plus en rien et qu'il fallait réconcilier avec le monde, ces hommes et ces femmes qui souhaitaient trouver une terre lointaine pour se reconstruire, à l'abri des persécutions. Pour une fois, ils voulaient être maîtres de leur destin. Ils voulaient émigrer en Palestine. Personnellement, peu m'importait le lieu, je n'étais pas sioniste. Mais je défendais fermement l'idée que chaque individu, particulièrement s'il est traqué et que sa vie est en danger, puisse jouir du

droit de circuler librement, de traverser les frontières, de choisir la destination de son exil.

À peine rentré à Paris, je décrochai le téléphone, et composai le numéro de Pierrot qui, je le savais, trépignait d'impatience en attendant mon appel.

6

Il fait nuit noire depuis longtemps. Nous sommes en octobre 1947. J'ai calfeutré les fenêtres de la pièce avec du papier noir opaque pour ne pas me faire remarquer des voisins trop curieux, pour qu'ils ne s'étonnent pas de cette lumière qui ne s'éteint presque jamais. Prudence, toujours.

La commande d'Ernest est prête depuis longtemps. Pour lui et deux de ses hommes, des passeports, des permis de conduire et des cartes d'accompagnateur de groupes touristiques. En revanche, je sais d'avance que j'aurai du mal à être satisfait du résultat d'un visa collectif du Brésil exigé par M. Pol, ce large tampon devant servir à déplacer trois cents candidats au départ pour la Palestine. J'ai un problème avec le modèle que l'on m'a remis. Les lettres d'imprimerie sont trop écrasées d'un côté et l'encre a bavé en laissant des taches. Le tampon original contient-il délibérément des pièges, des fautes de fabrication ? Dois-je le rectifier ou surtout pas ? Si au moins j'avais deux modèles différents en ma possession, comme je l'exige toujours, je pourrais les comparer, et savoir où effectuer quelques retouches.

Après une longue analyse au microscope, je n'ai pas d'autre choix que d'extrapoler. Je décide de réduire les taches sans toutefois les enlever, et de corriger à peine les lettres écrasées. Je réalise un cliché du modèle, puis une photogravure en relief que je moule dans du caoutchouc en le chauffant pour obtenir une épreuve négative du tampon. En général, pour chauffer les tampons ordinaires, j'utilise un vulcanisateur acheté dans le commerce, qui sert à réparer les chambres à air de vélo, mais dans ce cas, pour un visa beaucoup plus large, j'ai recours à ma bonne vieille méthode : le fer à repasser. J'ai toujours eu en ma possession les modèles les plus récents de fer à repasser, sans avoir jamais repassé de chemise pour autant. Je viens justement de faire l'acquisition d'un des premiers fers électriques destinés à la ménagère, sans thermostat, mais j'ai tellement l'habitude qu'il me suffit d'approcher le fer à quelques centimètres de ma joue pour estimer la chaleur, à un degré près. En

refroidissant, le tampon négatif redevient dur, et je peux confectionner le positif. Puis je procède à l'analyse de l'encre de l'original avant de mélanger mes couleurs pour obtenir exactement la même, un rouge de type vermeil. Pour la teinte, je ne rencontre pas de difficulté particulière mais, après vérification à la lumière artificielle, aux ultraviolets et aux infrarouges, je trouve deux pièges destinés à empêcher les falsifications : l'encre contient une substance qui donne plus de brillance, et une matière phosphorescente qui n'apparaît qu'aux ultraviolets. Pour la brillance, j'ai heureusement l'expérience de mes travaux pour la Résistance et la DGER, et je sais que je pourrai la reconstituer en incorporant de la gomme arabique, mais il reste encore à effectuer un certain nombre d'essais pour trouver le bon dosage. Quant à la phosphorescence de l'encre, il en existe qui se révèlent ou non selon la vitesse de la lumière, et là encore il faut chercher, réfléchir, tester.

Plusieurs heures plus tard, je peux enfin estimer le résultat et comparer les deux tampons. J'ai bien réduit les taches et les lettres écrasées, mais je n'arrive pas à me satisfaire de mon faux tampon. Il est maintenant trop net, trop parfait par rapport à l'original pour être vrai. Dans le doute, mieux vaut tout recommencer.

Pour qui travailles-tu exactement ?

J'étais désormais au service de l'Aliyah Beth[1], le réseau clandestin d'immigration des rescapés des camps en Palestine. Je travaillais avec la plupart de ceux qui avaient constitué le réseau de Nice, qui étaient désormais les résistants de la Haganah France. Et comme toujours, on attendait de moi des miracles, exigeant toujours plus que n'est capable d'en faire un seul homme.

À mon retour d'Allemagne, dans un hôtel particulier de l'avenue Kléber aux allures d'ambassade de gouvernement clandestin, Pierrot m'avait présenté à Abraham Polonski, dit « M. Pol », le créateur de l'Armée juive, à laquelle tous ceux du groupe de zone Sud avaient prêté serment. C'était un homme de petite taille, mais qui en imposait par sa stature carrée et son attitude de meneur. Commander était son domaine.

Son autorité de chef de guerre lui valait d'ailleurs le surnom de « Petit Napoléon ».

Au sein de l'organisation existaient d'importantes divergences politiques mais, parce que nous poursuivions un but identique, nous savions laisser nos querelles partisanes de côté pour unir nos forces. Néanmoins, mes amis les plus proches étaient comme moi de la tendance russe d'avant guerre : marxiste, défendant l'idée du travail collectiviste et des kibboutz. Nous avions tous nos motivations pour participer à cette immigration clandestine. Elles différaient selon chacun. Pour Pierrot, par exemple, c'était le devenir des jeunes qui importait le plus. Il voulait les aider à se réinsérer. Son action s'accompagnait donc de la création de fermes-écoles pour adolescents et du regroupement des familles éclatées. Il y avait toujours un aspect social dans sa démarche, qui deviendrait plus tard une vocation. D'autres, comme M. Pol et son adjoint, étaient guidés par l'idée de la création d'un foyer national juif en Palestine, comme déjà la déclaration Balfour le stipulait, rêve auquel s'accrochaient tous les sionistes. Et puis il y avait ceux pour qui aider les survivants à aller en Palestine était la suite logique de la Résistance. Ils avaient prêté serment à l'AJ. La grande majorité d'entre eux souhaitaient aller vivre là-bas dès qu'une issue politique le permettrait. Mais, en ce qui me concerne, c'était par-dessus tout la libre circulation des peuples qui était en jeu. Peut-être à cause de mon enfance, ou de mon héritage familial, des années d'exil forcé que mes parents avaient subies. Et puis je gardais ce souvenir douloureux de notre première tentative d'immigration en France. Je n'avais alors que cinq ans. Après un mois de bateau qui nous avait conduits de Buenos Aires à Marseille, nous avions été expulsés à peine quelques jours après notre arrivée et contraints d'aller nous réfugier en Turquie, en espérant obtenir des laissez-passer. L'attente fut longue, deux années pendant lesquelles nous devions survivre à une suffocante misère. Et la naissance de ma petite sœur fut un nouvel obstacle dans nos démarches administratives. Comme elle n'était pas née en Argentine, le gouvernement argentin lui refusait la nationalité. Quant aux autorités turques, elles s'opposaient à sa naturalisation car elle n'avait pas été

« conçue » en Turquie. Il y avait autour d'elle un vide juridique qui empêchait notre retour en France. Là, je compris vraiment la signification du mot « papiers », ce document indispensable pour pouvoir circuler légalement d'un État à un autre, et qui, pour une famille comme la mienne, errant d'exil en exil depuis des décennies, s'avérait particulièrement compliqué à obtenir. Si je m'applique à te raconter ces histoires de mon enfance, c'est parce que c'est là-bas, en Turquie, que j'ai pris conscience de deux choses fondamentales, qui par la suite ont régi et conditionné la plupart des actes de résistance de ma vie. La première, c'est le pouvoir de l'argent et les injustices qu'il génère, et la seconde, c'est que sans papiers on est condamné à l'immobilité.

Reprenons où nous en étions. Au sein de la Haganah, M. Pol, son adjoint, Pierrot, ou encore Ernest, qui s'occupait comme toujours des missions dangereuses, étaient désormais mes contacts. La mission de la plupart des agents du réseau consistait à coordonner les opérations d'évasion des camps, jusqu'à l'embarquement aux ports. Les camps se trouvaient en Allemagne, en Autriche et en Pologne. On ne vide pas un camp en une seule fois. Il fallait faire partir les personnes déplacées par trente, dans des camions bâchés, en prendre un peu dans chaque camp pour obtenir un chiffre global de cinq cents à huit cents rescapés par bateau. Les comités de l'Aliyah étaient infiltrés secrètement dans les camps, et travaillaient de mèche avec le Service d'évacuation et de regroupement des enfants et familles (SERE), organisme conventionné qui permettait une couverture gouvernementale officielle.

Pour les évadés, je devais fournir des faux visas collectifs. Un seul visa touristique pouvait servir pour trente à cinquante personnes, parfois même cent, selon les cas.

La nationalité des papiers variait en fonction de la langue parlée par le groupe de rescapés. Et les listes de noms sur lesquels j'établissais le visa étaient inventées, totalement fictives. Chaque personne du groupe prenait connaissance de son faux nom au dernier moment, au moment de partir. C'était très compliqué. Le Livre blanc interdisait toujours toute

immigration, et il était absolument indispensable que nos embarcations n'éveillent pas les soupçons de l'Intelligence Service britannique, c'est pourquoi les déplacements des immigrants devaient prendre la forme de colonies de vacances ou de circuits de groupe d'adultes. Jamais la destination finale ne figurait sur les papiers. Et, comme les convois auraient systématiquement été repérés s'ils avaient tous eu la même provenance, j'avais aussi tout un tas de papiers justifiant une origine fictive à fabriquer, comme des billets de chemins de fer ou des tampons de douanes de différents pays.

Il fallait également fournir des faux papiers à tous les accompagnateurs et responsables des évasions qui parcouraient l'Europe. Pour eux, je produisais de tout, permis de conduire, passeports, visas, car ils acheminaient les réfugiés en camions et devaient franchir les frontières. Il y avait aussi bien sûr les membres d'équipage des bateaux, sans compter les autorisations d'amarrer aux ports où ils chargeaient leur cargaison humaine. Dans la plupart des cas, les voyageurs embarquaient officiellement pour un pays d'Amérique latine et ce n'était qu'une fois en mer que le cap était détourné vers les côtes palestiniennes. Mais je savais que très peu de bateaux arrivaient à bon port. Dès qu'ils atteignaient les eaux territoriales britanniques de Palestine, les navires de guerre anglais leur barraient le passage et les escortaient jusqu'à Chypre, où les clandestins étaient à nouveau parqués dans des camps de personnes déplacées, à attendre des visas qui ne venaient pas. Mais déjà, Chypre, c'était une demi-victoire : ce n'était plus l'Allemagne ou la Pologne, et les rescapés se rapprochaient de la destination escomptée.

En intégrant l'organisation, je fus très vite handicapé par les conditions de précarité chez moi, rue de Charenton. On me fournit un nouveau local, au 2 rue d'Écosse, près du Panthéon, dans lequel j'installai immédiatement tout mon matériel, le même qu'à la 6e et aux services secrets, amélioré de quelques pièces récupérées auprès d'anciens laboratoires de la Résistance. J'avais désormais une grande pièce propre à ma disposition, entièrement repeinte en blanc et, surtout, équipée en eau, gaz et électricité. Il y avait un service financier qui permettait de

récupérer des fonds pour pallier les urgences, je ne savais pas exactement comment, et ce n'était pas mon affaire. J'ai toujours détesté les histoires d'argent. Je sais juste que Pierrot avait créé deux entreprises d'import-export qui servaient de sociétés-écrans, ce qui permettait à l'organisation de me fournir un petit salaire pour compenser les frais techniques, mais aussi pour que je puisse me nourrir dans des cantines bon marché, car j'étais le seul à ne pas avoir droit aux tickets d'alimentation.

Aussi invraisemblable que cela puisse te paraître, après tout ce que j'avais fait, notamment pour l'armée, j'étais à nouveau clandestin, donc payé en liquide, et je ne figurais sur aucun registre. Après avoir quitté les services secrets, j'avais pourtant entrepris les démarches pour obtenir mes papiers. Tout ce que je possédais, c'était une carte militaire périmée et un récépissé de préfecture datant de 1942 avec le gros tampon « Juif » en diagonale. Au commissariat de police, on n'était plus du tout habitué à voir ce type de document. La Libération avait eu lieu plus d'un an auparavant, tout le monde s'était occupé de mettre à jour sa situation depuis longtemps. Pas moi. L'inspecteur qui me reçut me trouva suspect. « Clandestin, dit-il, si vous ne pouvez nous présenter vos papiers argentins au cours du mois. » Finalement, je pus obtenir mes papiers argentins, mais pour le permis de séjour, je devais justifier d'un travail fixe, or je n'en avais pas. On apposa sur mes papiers un tampon du service de l'éloignement et je devais revenir quinze jours plus tard avec toutes les preuves et documents demandés, sinon c'était le bateau, direction l'Argentine.

Ce simple coup de tampon me renvoyait à toutes les paperasses compliquées que mes parents devaient fournir régulièrement aux autorités pour renouveler nos permis de séjour quand j'étais enfant, avec toujours la crainte d'être expulsés à nouveau et de devoir reprendre la route de l'exil. À l'époque, tous ces justificatifs, ces preuves, les demandes de délais, je trouvais cela épuisant. Mais cette fois, je pris la menace de l'éloignement comme une humiliation. J'étais indigné que l'administration ait le pouvoir de me chasser hors du territoire, alors que j'avais œuvré pour la Libération et la gloire d'un pays au sein duquel je croyais avoir ma place. Aussi, quand j'ai rejoint l'Aliyah Beth, le premier faux papier que j'ai fabriqué m'était destiné, comme du temps où j'avais

intégré la 6e, comme à la DGER, comme un rituel. Reprendre mes activités de faussaire n'a pas été une décision facile. Je me suis souvenu de mon premier faux. Le bien-fondé de mon action était alors incontestable. Transgresser la loi, il le fallait. Mais n'avais-je pas ainsi basculé sans retour dans l'illégalité ? J'avais toujours veillé à ce que mon savoir et mes techniques ne servent que des causes légitimes. J'avais toujours veillé à ne jamais transiger avec mon sens de l'éthique et de la moralité. Mais j'étais à nouveau hors la loi, et je me demandais si, du jour où j'avais réalisé mon premier faux, je n'étais pas tombé dans un engrenage dont j'aurais toute ma vie du mal à me défaire.

Ce jour-là, Ernest arriva au laboratoire au petit matin pour récupérer ses papiers, transportant avec lui une énorme valise et un gros sac de toile, contenant des armes. Un fusil-mitrailleur, une mitraillette Sten, un revolver, une grande quantité de cartouches, des chargeurs pour la Sten, du plastique et des détonateurs, qu'il souhaitait que je garde en attendant. En attendant quoi ? Je ne l'ai jamais su. Ernest avait conservé son arrogance des années de guerre. Son travail était toujours d'une terrible efficacité, et nul ne pouvait douter de son extrême loyauté, mais il restait imprévisible. Impossible de savoir quel coup il mijotait, et il avait toujours l'air d'en préparer plusieurs à la fois. Lui et moi avions pris l'habitude de ne jamais nous poser de questions sur nos missions respectives. Je n'ai pas protesté pour la valise. Je n'avais pas fermé l'œil de la nuit et venais enfin d'en finir avec le casse-tête du visa brésilien, j'étais pressé d'aller prendre un petit déjeuner avant de livrer M. Pol.

Nous nous rendîmes dans un café avaler une tartine et il m'accompagna aux bureaux de la Haganah. M. Pol nous reçut séparément et nous donna à chacun nos nouvelles instructions. Je repartis avec un visa de Madagascar, des papiers pour un commandant de bord, et des billets d'embarquement à réaliser pour le lendemain. Pas le temps de prendre du repos. Et il en était ainsi depuis l'échec de l'*Exodus*.

L'*Exodus*, c'était un coup de force organisé par la Haganah pour l'Alyah Beth. Un bateau américain transportant des rescapés, non plus

par centaines, mais par milliers, pour la première fois. Un nombre record de cinq mille survivants, arrivés clandestinement en France, s'y étaient embarqués de Port-de-Bouc, dans le sud de la France, avec la détermination de forcer le blocus coûte que coûte et de ne pas accepter de déviation à Chypre.

Quand nous avons appris que l'*Exodus* avait échoué, et que les passagers allaient être ramenés de force, dans des bateaux-prisons anglais, à leur point de départ, tous les membres de l'organisation accompagnés de nombreux sympathisants se sont précipités dans la petite ville tranquille de Port-de-Bouc. J'en étais.

C'était un été caniculaire. Il faisait chaud et soif. La ville, soudain surpeuplée, fonctionnait au ralenti. Nous remplissions les plages et les ruelles, retrouvant à chaque carrefour des amis, des camarades EIF. Au loin, nous guettions l'arrivée des bateaux. Les journalistes investissaient le port. La police aussi. Tous, nous attendions. Les jours se suivaient et se ressemblaient. Plage, manifestations, promenades, et on recommence. Presque des vacances, en comparaison avec la solitude et l'obscurité de mon laboratoire. Tous mes amis étaient présents. C'est en les observant, si à l'aise dans l'eau comme sur le sable, corps athlétiques, peaux hâlées, que j'ai pris conscience de ma différence. À l'âge de vingt et un ans, je ne savais même pas nager, et n'avais pas revu la mer depuis une colonie de vacances à Berck-Plage – j'avais huit ans. Piloter un avion, en revanche, je pouvais, j'y avais été formé par la Haganah. Reproduire à la perfection n'importe quel document, confectionner des explosifs, me sortir de toute difficulté technique, ça aussi je savais, mais à les voir s'amuser, j'ai constaté que j'avais été privé de vie depuis quatre ans.

À la plage, au café, à l'hôtel, partout, tout le temps, nous parlions du futur État, on le voulait à l'image de cette fraternité observée à Port-de-Bouc, nous en serions les bâtisseurs, nous en ferions un modèle d'égalité et de liberté, et déjà il nous tardait d'y être. Car peu à peu, alors que je ne m'étais jusque-là jamais senti concerné par l'idéologie sioniste, j'ai commencé à croire à la possibilité d'un État où les Juifs pourraient vivre sans être persécutés : s'ils étaient toujours chassés de partout, peut-être leur fallait-il un ailleurs où ils seraient légitimes, et où la loi et l'opinion protégeraient chaque individu sans distinction de race, de pays d'origine,

de nationalité ou de confession. Ne serait-ce que pour panser les plaies de centaines d'années de persécutions, ce pays était à construire. L'*Exodus* était, nous voulions tous le croire, notre dernier combat avant la victoire. Cet évènement semait le trouble diplomatique entre l'Angleterre et la France, qui refusait de contraindre les candidats à l'exil à poser pied à terre. À Londres, on devait être très mécontent. Dans les camps de personnes déplacées d'Europe, cent quarante mille rescapés avaient entamé une grève de la faim par solidarité, titrait la presse, et l'opinion publique semblait enfin s'émouvoir pour notre cause. J'étais confiant. L'Angleterre allait finir par céder. Avec les camarades, nous étions sur le qui-vive. Nous étions forts et solidaires. Nous pouvions marquer une page de l'Histoire. Nous accomplissions ensemble un acte fondateur, c'était euphorisant, exaltant. Oui, il se jouait bien là quelque chose d'historique.

Mais au bout d'une semaine, il fallut bien se résoudre à l'évidence. Il ne se passait rien. La situation pouvait s'éterniser encore longtemps, alors qu'il restait de nombreux bateaux à faire partir. Fini, la plage et les grands espoirs. La nouvelle directive de l'Organisation était la suivante : poursuivre l'Aliyah Beth, en doublant le nombre des bateaux et en faisant partir prioritairement ceux qui avaient vécu cette épreuve. Pour moi, cela voulait dire deux fois plus de travail. Pour l'organisation, l'idée était de remplir les camps de Chypre jusqu'à les faire déborder et, ainsi, de continuer à déstabiliser Londres.

Le seul répit que je m'accordais de temps en temps était d'aller aux réunions organisées par Jacques Lazarus, dit « capitaine Jacquel ». Ce soir-là, un dîner avait lieu chez lui et Ernest me proposa de l'y rejoindre. Lazarus était un ancien militaire de carrière qui, après avoir été dégradé par Pétain, avait créé un maquis et, plus tard, l'Organisation juive de combat. Il faisait également partie des évadés du dernier convoi avec Ernest. Je n'avais pas particulièrement l'esprit « ancien combattant », mais je profitais de ces réunions pour revoir les copains. La plupart aidaient d'une manière ou d'une autre l'immigration clandestine, et connaissaient mes activités pour la Haganah.

Ernest vint me chercher le soir en voiture. Il était accompagné, comme beaucoup trop souvent, d'Isidore, un autre du réseau, ce qui avait le don de m'énerver. Combien de fois lui avais-je dit que personne en dehors de Pierrot et lui ne devait connaître l'adresse du laboratoire ? Ernest n'en faisait vraiment qu'à sa tête. Les armes ce matin, puis l'accompagnateur ce soir, c'était trop pour une seule journée. Je piquai une de ces fameuses colères qui me valaient ma réputation de mauvais caractère, et faillis ne pas monter dans la voiture. Mais Ernest me rassura en m'assurant qu'il viendrait récupérer son « matériel » dans les prochains jours.

Presque tout le monde avait répondu à l'invitation de Lazarus. Etty, la sœur de Girafe, était une ancienne de la 6e, une fonceuse, qui appartenait à un groupe marxiste très actif. Ce soir-là, elle multiplia les tentatives pour me parler seule à seul. Dès qu'Ernest, Pierrot ou Isidore s'approchaient, elle s'éclipsait vers une autre pièce de l'appartement. Finalement, alors que je m'apprêtais à partir, elle enfila son manteau et se faufila parmi les convives pour me rejoindre dans l'escalier.

— Ce que tu fais, c'est bien, me dit-elle sur le chemin du retour. Mais accepterais-tu d'aider ceux qui luttent vraiment contre les Britanniques ?

— De quoi veux-tu parler ?

— Du groupe Stern, me répondit-elle en chuchotant.

J'avais entendu parler du groupe Stern, qui n'hésitait pas à commettre des attentats contre la police et l'armée anglaises. Ses membres voulaient libérer le pays et conjuguaient leur ultranationalisme avec une idéologie « social-révolutionnaire ». Pour eux, les Arabes de Palestine n'étaient pas l'ennemi, au contraire, ils les considéraient comme des alliés potentiels pour lutter contre le joug impérialiste britannique. Seulement, les actions terroristes du groupe Stern étaient fortement condamnées par la Haganah, qui, elle, œuvrait sur le terrain diplomatique en négociant avec l'Angleterre. D'ailleurs, elle n'hésitait pas à livrer les terroristes du groupe Stern aux Anglais, qui les pendaient. Voilà pourquoi Etty se taisait devant les camarades de la Haganah.

Elle me raccompagna jusque chez moi, et ne me laissa pas rentrer avant que j'aie accepté au moins une rencontre avec les responsables du groupe en France.

Quelques jours plus tard, au cours d'une réunion de quatre membres du Stern France, Etty me présenta à Tibor Rosenberger, dit « Voltaire », un ancien de la Résistance hongroise. Un homme grand et élégant, cultivé et charismatique, passionné de musique classique et de littérature, qui parlait couramment plusieurs langues. Il m'expliqua qu'il existait plusieurs tendances au sein du groupe Stern, qu'il était en rupture totale avec les extrémistes. Il trouvait cependant indécent que la Haganah fasse la guerre aux Anglais tout en les aidant, et qu'elle leur livre les membres du groupe. Il m'exposa ses positions. L'idée était de pousser les Anglais dehors par des méthodes, disons, expéditives, comme des attentats et des embuscades. La plupart des membres du groupe Stern étaient recherchés par la police, et ils avaient besoin de faux papiers pour circuler librement et éviter la pendaison. Mais ce n'était pas tout. Tibor avait également besoin de faux papiers pour organiser l'immigration clandestine d'anciens de la Résistance hongroise dont il était proche. Ce qui me séduisait le plus dans son discours, c'était l'existence de cette faction judéo-arabe de Palestine. J'avais, comme Tibor, cet idéal d'un pays judéo-arabe libéré de l'Angleterre. Après avoir parlé ensemble de longues heures, nous étions devenus amis, mais le terrorisme restait notre point de désaccord. De plus, travailler pour la Haganah et le groupe Stern en même temps comportait des risques car, même si les deux organisations poursuivaient un objectif identique, elles n'en étaient pas moins en guerre l'une contre l'autre. Mais quoi qu'ils aient bien pu faire, la vie des membres recherchés du Stern était en danger, et la Couronne ne faisait pas dans la dentelle avec eux. Aucun de ceux qui avaient été capturés n'avait échappé à la potence. J'acceptai de lui installer son laboratoire et de m'occuper des urgences en attendant qu'ils trouvent un autre faussaire. J'avais d'ailleurs déjà quelqu'un en tête, une personne qui n'aurait pas besoin de formation, et que je me mis à rechercher en hâte…

Suzie n'avait pas changé d'adresse et poursuivait ses études aux Beaux-Arts. Je la trouvai facilement et l'invitai à déjeuner. Je me souviens de sa jambe qui battait la mesure sous la table et de ses yeux qui brillaient quand je lui expliquai que je ne pouvais pas travailler pour les uns et pour les autres à la fois, qu'il m'était absolument impossible de scinder mon emploi du temps en deux, et que si ma double appartenance arrivait aux oreilles de quiconque de mon réseau, Ernest ou M. Pol, ce serait une catastrophe pour les agents du Stern. Elle ne me laissa même pas le temps de lui formuler ma demande et me coupa la parole :

— Moi je veux travailler pour le groupe Stern !

À partir de ce jour, je commençais ma journée par le laboratoire du Stern, rue Clerc, pour voir avec Suzie les problèmes sur lesquels elle butait, puis repartais très vite vers la rue d'Écosse, tout en prenant mille précautions pour m'assurer de ne pas avoir été suivi.

Tout se déroulait à la perfection. J'avais trouvé le moyen d'aider les uns et les autres sans trahir. Jusqu'au jour où le Stern me chargea de confectionner un système d'horlogerie à retardement, alors que je m'étais toujours fermement opposé à participer aux actions terroristes. Je précise que, dans tous les réseaux pour lesquels j'ai œuvré, je n'étais pas seulement le faussaire, mais le « technicien ». Qu'il s'agisse de la construction de coffres et de sacs à double fond ou de la réalisation de films et de photos d'archives, tout ce qui comportait des problèmes d'ordre technique était de mon ressort. Par des questions détournées, je compris que l'attentat qui se préparait visait Ernest Bevin, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, qui était fermement opposé au départ des troupes anglaises de Palestine et faisait figure de grand défenseur du Livre blanc, qui interdisait l'immigration des rescapés des camps là-bas. De plus, on lui attribuait des propos outrageusement antisémites.

Cette affaire me posait un sérieux problème de conscience. Je ne voulais surtout pas participer à l'assassinat de qui que ce soit. Comment aurais-je pu me regarder en face si je me sentais personnellement

responsable de la mort d'un homme, même ennemi ? Mais si je refusais, quelqu'un d'autre s'en chargerait, j'en étais certain.

— Tu as répondu quoi ?

J'ai accepté. J'ai fabriqué la montre qui allait enclencher les détonateurs de la bombe qui pulvériserait Bevin. Un dénommé Avner allait partir en Angleterre avec l'engin, et le placer à l'endroit où devait se dérouler l'attentat. J'avais rencontré Avner quelque temps plus tôt, au laboratoire de la rue Clerc. C'était l'homme des missions dangereuses du groupe Stern. Leur « Ernest » à eux. Il arrivait de Palestine avec un faux passeport très mal fait qui lui avait valu un long interrogatoire dont il s'était sorti de justesse. Ne pouvant plus se permettre de prendre un tel risque, il avait besoin d'un passeport impeccable. Avner m'avait raconté que, dans la région où se trouvait son kibboutz, les kibboutzim vivaient en parfaite harmonie avec les villages de Bédouins alentour, et que les conflits éventuels se réglaient entre délégués des villages et délégués de kibboutz, chacun se vouant un très grand respect. J'aimais cette image. Elle confirmait mon envie de partir pour ce pays lointain, plein de promesses. Quand je revis Avner beaucoup plus tard, il me confia, non sans tristesse, que la guerre d'indépendance d'Israël avait définitivement chassé les Bédouins de cette région.

Avner partit avec le paquet, honora sa mission, et retourna en Palestine.

C'est par les journaux que nous devions apprendre la mort de Bevin. Mais une semaine plus tard, aucune page n'en parlait, et Bevin, vivant, siégeait au Conseil des ministres. Avner a dû se demander longtemps pourquoi la bombe n'avait pas explosé, et, s'il lit aujourd'hui ces pages, il apprendra que le mécanisme à retardement que j'avais fabriqué était conçu pour ne jamais se déclencher et que, au cas où, une pâte molle remplaçait le plastic. Ennemi ou pas, j'avais épargné une vie. Personne ne me reparla jamais de l'échec de la bombe. Qu'on ait pu me croire capable de ça, j'en ris aujourd'hui. D'un point de vue purement stratégique, cet attentat n'était vraiment pas une bonne idée pour les

négociations futures. D'ailleurs, nous avions déjà presque gagné la bataille diplomatique. La résolution de l'ONU de novembre 1947 avait donné un coup d'accélérateur à notre action. En effet, au départ, l'ONU devait statuer entre deux propositions : deux États – l'un juif, l'autre arabe – ou alors un État unique, binational. Dans les deux cas, l'Angleterre était vaincue et devait se retirer. Personnellement, j'étais partisan de la seconde proposition, celle d'un État mixte, pour lequel j'imaginais la laïcité comme ciment du vivre-ensemble, seule à mes yeux à pouvoir garantir que chacun pratique sa religion, sans pour autant que l'un ou l'autre dicte les lois. Utopiste, diras-tu ? C'est vrai, je l'étais, je le suis toujours.

Finalement, l'ONU trancha pour la création de deux États distincts, décision qui prendrait effet le 14 mai 1948, date bien connue. En attendant, la Grande-Bretagne restait mandataire du territoire, mais ses troupes devaient se retirer dès la création des États. Ce n'était pas exactement ce que j'espérais, mais c'était déjà une victoire.

Le 14 mai 1948, conformément à la résolution de l'ONU, David Ben Gourion proclama la déclaration de création de l'État d'Israël selon le découpage prévu. Le lendemain, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et le Liban attaquèrent la nation qui venait d'éclore. C'est à cette époque que la plupart des copains de l'organisation émigrèrent en Palestine, pour construire le pays. Dans les enveloppes de M. Pol, je voyais défiler les photos d'identité de tous mes amis, pour qui je devais faire des faux passeports et des visas. Quand je vis le portrait d'Ernest, je sus qu'il ne viendrait jamais chercher les armes qu'il avait laissées chez moi. Quant à moi, je devais les rejoindre une fois le travail achevé. Mais les mois passèrent, et je ne le souhaitai plus.

La guerre qui avait lieu là-bas me mortifiait. Pendant que d'un côté on allait bientôt chanter la victoire, que de l'autre on pleurerait la défaite, je continuais de trimballer mon amertume et mon « pays mixte » comme un boulet à chaque pied. Et puis j'avais imaginé un pays solidaire, collectiviste, et surtout laïc. Je n'ai pas supporté que le nouvel État

choisisse le religieux et l'individualisme, parce que c'était tout ce que je détestais. Une religion d'État, cela revenait à créer, encore une fois, deux catégories de population : les Juifs et les autres. La victoire contre les Anglais avait-elle éclipsé les idéaux pour lesquels nous combattions depuis plus de deux ans ? J'eus beau expliquer mon raisonnement, chercher à convaincre, personne ne partagea mes doutes, j'étais le seul à être athée.

— Tu veux dire que tu regrettes ?

Bien sûr que non. Je suis fier d'avoir participé à l'immigration clandestine de dizaines de milliers de rescapés, autant que d'avoir contribué à la création de l'État d'Israël, mais j'ai appelé M. Pol pour lui annoncer que je n'irais pas là-bas. Je lui ai expliqué que je préférais le pays qui avait choisi la laïcité et promulgué la Déclaration des droits de l'homme, même s'ils n'étaient pas toujours respectés, même si j'y étais toujours clandestin. Il l'a très mal pris, mais après tout je n'avais pas prêté serment à l'AJ, je ne lui devais rien. Tous y sont allés, sauf moi. Je ne les ai pas revus, mais je sais qu'ils m'ont attendu de longues années.

1 Aliyah, terme hébreu désignant l'acte d'immigration en Terre sainte. Beth, la lettre « B » de l'alphabet, exprime le caractère clandestin de l'organisation de cette immigration.

7

Février 1961.

« Six femmes, détenuee, se sont évadées cette nuit. Trois Métropolitaines, deux Françaises musulmanes d'Algérie et une Égyptienne, toutes membres actifs des réseaux de soutien au FLN. Elles ont escaladé les murs de la prison au milieu de la nuit… »

Il y a une semaine, c'est ps à la prison de la Roquettar la voix nasillarde du journaliste de la radio Paris Inter que j'ai appris les détails de l'évasion des filles de la Roquette, des « copines ». Admiratif, j'ai souri dans ma barbe. On parle beaucoup de nous depuis un certain temps, « ces Français qui soutiennent les Algériens », « les porteurs de valises », ou encore « les larbins des bougnoules », selon le degré de sympathie qu'on nous porte. Les messieurs de la police, surtout, s'intéressent de près à nous. Ces derniers mois ont été forts en émotion. Avec la vague d'arrestations, le démantèlement du réseau Jeanson[1] puis l'emprisonnement d'Henri Curiel[2], ceux qui, comme moi, n'ont pas encore été inquiétés ont passé des nuits difficiles. Angoisse, euphorie, journées trop remplies et nuits toujours trop courtes depuis plus de trois ans. Finalement, on s'habitue à vivre à cent à l'heure, c'est presque devenu normal.

Comme chaque matin, je fais le point des demandes en cours. Michèle Firk, alias « Jeannette », mon agent de liaison, viendra récupérer demain six « paquets » belges – cartes d'identité, passeports, permis de conduire – et quatre suisses, dont la moitié sont achevés, pour la Fédération de France du FLN. Hier, j'ai reçu la visite inattendue de Roland Dumas, qui m'a donné des nouvelles de Francis Jeanson, toujours planqué. Rendu très célèbre par son retentissant procès[3], jugé par contumace, Francis reste l'un des hommes les plus recherchés de France. Roland m'a remis trois photos différentes de lui qui, pour continuer à se déplacer, a besoin d'un « paquet » français. J'ai aussi une demande de passeports espagnols en attente pour un groupe de révolutionnaires basques recherchés par la

police de Franco. Ils devront patienter encore un petit peu. L'urgence du jour, c'est de m'occuper de celles qui viennent de se faire la belle.

J'enfile manteau, gants et écharpe, et glisse la sangle de mon Rolleiflex autour de mon cou. La planque d'Hélène Cuenat se situe dans le Quartier latin ; d'ici, je peux y aller à pied. Dehors il y a le vent, et aussi cette lumière propre à l'hiver, un soleil bas qui rayonne jaune et orange, et qui donne aux passants les yeux clairs et le teint brillant.

C'est un immeuble ancien très chic en pierre de taille, avec marbre et miroirs dans le hall d'entrée, et un grand escalier en colimaçon dont les marches sont recouvertes d'un tapis aux couleurs chamarrées.

Je frappe à la porte gauche du cinquième étage.

— Ah, Joseph ! s'exclame-t-elle. Je suis contente de te voir !

— Moi aussi, très content.

— Mais entre, entre, installe-toi.

Tandis que je m'assieds dans un des petits fauteuils disposés en demi-cercle dans le salon, Hélène secoue sa chevelure et prend la pose d'un mannequin de magazine.

— Alors, Joseph, comment me trouves-tu en rousse ? Qu'est-ce que t'en dis ?

Elle vient s'asseoir à mes côtés en pouffant de rire.

— Ah, on ne peut pas dire qu'on s'ennuie, reprend-elle. Quelle aventure ! Ce n'était pas gagné. Sais-tu que les voitures qui devaient nous récupérer n'étaient plus là quand on s'est retrouvées dehors ?

— Je suis au courant, les nouvelles vont vite. Ils ont dû partir à cause des patrouilles de police.

— Enfin… On a quand même réussi. On s'est séparées en deux groupes et on a pris des taxis. Imagine, Jacqueline avait perdu une chaussure en escaladant le mur, et avec nos vêtements salis, râpés et déchirés, en pleine nuit, on avait l'air malignes.

Hélène rit aux éclats puis reste un instant souriante et pensive. Elle glisse ses doigts dans sa chevelure rousse avant de reprendre.

— Vivement la Suisse, la Belgique ou n'importe où ailleurs. Marre d'être entre quatre murs.

— Justement, c'est pour ça que je suis là. Tu as préparé des tenues différentes pour les photos ? Elles ne doivent pas sembler avoir été prises le même jour.

Sur le sol, elle dépose un amas de vêtements dans lequel elle se met à fouiller comme un enfant découvrant une malle de déguisements au fond d'un grenier.

— Je sais, je sais. Je dois changer de style. Je veux un tailleur bien comme il faut, genre secrétaire, pour passer la frontière. Regarde ce chemisier. Qu'est-ce j'aurai l'air coincée avec ça. Exactement ce qu'il me faut !

Je déplace une étagère pour obtenir un bout de mur blanc qui servira de fond aux photos et je place une chaise devant pour qu'Hélène s'installe.

— Es-tu déjà passé voir les autres ?

— Je n'ai vu que Jacqueline avant toi.

— Comment va-t-elle ?

— Comme toi. Impatiente. Tourne la tête légèrement à droite. Voilà. Je te mets quoi comme métier sur tes papiers ?

— Prof.

— Et comme nom ?

— Marivaux Michelle, j'aime bien.

— Lève le menton. Parfait, c'est bon, tu peux te changer.

La séance photo continue. Lorsqu'il est temps pour moi de partir, nous avons du mal à nous dire au revoir. Je décline son invitation à rester déjeuner.

— Un autre jour peut-être. Aujourd'hui j'ai trop de travail.

— Ah oui, c'est vrai, toi, tu es toujours pressé, n'est-ce pas ?

Puis, comme d'habitude, nous nous embrassons bien fort sur les deux joues sans savoir dans combien de jours, de mois ou d'années nous nous

reverrons, car, une fois les papiers achevés, ce n'est pas moi qui les lui apporterai.

À mon retour au laboratoire, une autre mission m'attend. Je range mon Rolleiflex dans la chambre noire, traverse le couloir et me rends à la salle des machines, ainsi nommée parce qu'elle abrite le matériel volumineux avec lequel je réalise des tirages photographiques grand format pour ma clientèle dite « officielle ». Tout au fond de la pièce à droite, sous les étagères de fournitures, mes deux grosses malles, ou plutôt celles d'Ernest, sont posées à même sur le sol. J'empoigne, dans l'une d'elles, l'énorme valise en bois qui contient la mitraillette, le fusil-mitrailleur et une grosse quantité de munitions, quitte le laboratoire et descends péniblement les cinq étages de l'immeuble. Aujourd'hui, les armes changent de propriétaire.

Récemment est née une organisation terroriste politico-militaire nommée OAS[4]. Les attentats contre nous ne sont pas nouveaux. Dès le début, des groupuscules pro-Algérie française ont fait sauter leurs bombes pour terroriser les défenseurs de la cause algérienne. Pendant le procès Jeanson, les avocats de la défense, Roland Dumas, Mourad Oussedik et Jacques Vergès, avaient des sueurs froides chaque fois qu'ils ouvraient la portière de leur voiture. À la suite de la publication du Manifeste des 121[5], les domiciles et les véhicules de nombreuses personnes, connues ou moins connues, ont été plastiqués. Mais, alors qu'auparavant les attaques n'étaient pas revendiquées, aujourd'hui nous savons exactement à qui nous avons affaire. Les attentats portent désormais une signature, et ils se multiplient, particulièrement dans les quartiers d'immigrés. Les bars, les cafés, les hôtels et les petits commerces tenus par des Algériens sont devenus leur cible privilégiée.

Je connaissais la décision de la direction de la Fédération de France du FLN d'acheminer une cargaison d'armes supplémentaires, en provenance d'Allemagne ou de Belgique, pour organiser la défense des Algériens

contre l'OAS. Jeannette, mon agent de liaison, allait s'occuper du transfert. Elle conduirait une caravane à double fond, double plafond et doubles côtés, bourrée d'armes. Malheureusement, à cause du temps de fabrication du camouflage intérieur du véhicule, l'arrivage tardait à venir.

J'ai alors eu une idée. Je me souvenais qu'à Vire, lorsque j'aidais Brancourt, avant ma déportation à Drancy, j'avais été chargé de trouver une planque pour cacher un important lot d'armes qui avaient été parachutées par Londres. Au pied d'un des gros arbres qui longeaient les champs appartenant à un vieil homme d'une grande bonté, Brancourt et moi avions creusé un trou très profond. En dehors de nous deux, personne ne connaissait la planque, et Brancourt, je l'avais appris par sa veuve, était mort quelques années après la Libération, en Indochine.

Quelques jours après avoir parlé de ce souvenir à Jeannette, je reçus la visite d'un jeune Algérien, Belkacem Rhani, membre de la Fédération de France de FLN. Il était donc question de remettre la main sur ce lot de la Seconde Guerre mondiale et de le confier à l'organisation. Après tout, l'idée n'était pas si folle que ça, nous pouvions espérer que rien n'ait bougé. Sans attendre, Belkacem et moi avons fait le voyage jusqu'à Vire. J'ai tout de suite retrouvé l'endroit. À la place du champ s'élevait un grand immeuble moderne, tout neuf, tout blanc. Nous sommes rentrés bredouilles.

En revanche, il restait toujours les armes d'Ernest, dont je n'avais jamais su quoi faire. Encombrant fardeau que j'ai passé douze ans à trimballer, au fil de mes déménagements. Comment aurais-je pu m'en débarrasser ? Impossible de les jeter : et si quelqu'un les avait trouvées et utilisées ? Les donner ? À qui, et pourquoi ? Comment m'assurer qu'elles ne serviraient pas à des actes de banditisme ou de criminalité ? Jusque-là, j'avais toujours préféré les garder près de moi. Mais à cette période où tous les amis tombaient l'un après l'autre entre les mains de la police, je te laisse évaluer le risque : un simple contrôle aurait suffi à me jeter à mon tour sous les verrous. Dissimuler mon activité de faussaire était encore facile : il est vraisemblable qu'un photograveur-photographe possède ces machines, ces produits chimiques et ces outils. On peut cacher des papiers, des tampons, on peut les détruire, faire fondre les plaques de zinc à l'acide. En revanche, une mitraillette, un fusil-

mitrailleur, un revolver, des cartouches, des chargeurs, plus de cinq cents balles 9 mm, du plastique et des détonateurs, vois-tu, c'est plus difficile.

J'ai présenté le contenu des malles à Belkacem, hormis les détonateurs, parce que je les trouvais trop vétustes, donc dangereux. Vu le poids du matériel, nous avons convenu qu'il procéderait aux enlèvements en plusieurs fois, par quantité ne dépassant pas quinze à vingt kilos, afin d'éviter d'attirer l'attention lors des transferts à pied. Le premier jour, il est reparti avec un cabas rempli de balles, qui était tellement lourd qu'il faisait pencher tout son corps sur le côté. Pour prévenir les ennuis en route, j'ai déposé au-dessus des munitions ma belle balance Roberval. C'était encore plus lourd pour lui, mais au moins ça justifiait le poids. Belkacem est revenu le lendemain et nous avons répété le même scénario.

Le troisième jour, nous avons tous deux jugé plus judicieux de changer de stratégie. Bien que ma rue soit particulièrement calme, il aurait paru étrange que le même homme vienne trois jours de suite au même endroit et reparte chargé du même cabas, surtout si cet homme était un Algérien. La police de l'époque, celle de Papon, pratiquait la chasse au faciès avec ferveur.

Arrivé au bas de l'immeuble, ma lourde valise à la main, je descends la rue des Jeûneurs, tourne à droite dans la rue du Sentier puis encore à droite, rue du Croissant. Le point de rendez-vous est une boulangerie. Pas d'autre indication. Une clochette retentit lorsque je pousse la porte. Il y a devant moi trois clients. Je me place en queue de file et fouille dans ma poche à la recherche de monnaie pour acheter une baguette. La grosse boulangère sert un premier client, qui s'en va, le pain sous le bras. Dans le fond, une porte s'entrouvre, et un boulanger tout enfariné, toque sur la tête, sabots blancs et tablier, apparaît derrière le comptoir. C'est Belkacem, à peine reconnaissable dans ce déguisement.

— Et pour vous, ce sera ? me demande la boulangère.

— Une baguette, s’il vous plaît.

Alors qu’elle compte la monnaie, Belkacem me fait un signe, puis sort de la boulangerie en emportant un sac à provisions rempli de légumes. Je remercie la dame, ressors et le suis. À trois mètres d’intervalle, nous tournons à droite, rue du Sentier, puis encore à droite. Nous sommes dans la ruelle Saint-Joseph, où personne ne passe jamais. Il ralentit, j’accélère le pas. Nous nous croisons. Échangeons nos paquets. Je continue tout droit vers la rue Montmartre. Il fait demi-tour pour éviter les grands axes. Les armes d’Ernest vont désormais servir la cause de l’indépendance de l’Algérie.

1 Premier réseau français de soutien au FLN, qui porte le nom de son fondateur, Francis Jeanson.

2 Juif égyptien communiste qui reprend l’organisation du soutien au FLN après le démantèlement du réseau Jeanson.

3 Le procès du réseau Jeanson a eu lieu en septembre 1960, pour juger six Algériens et dix-sept Français accusés de soutien au FLN.

4 Organisation armée secrète.

5 Le Manifeste des 121, ou « Déclaration sur le droit à l’insoumission dans la guerre d’Algérie », a été signé par des intellectuels, universitaires et artistes français de renom. Sa publication coïncide avec l’ouverture du procès Jeanson, et participe à son retentissement médiatique.

8

— Comment en es-tu venu à aider les Algériens ?

Tu te doutes bien que mon intégration dans un réseau d'aide aux Algériens ne s'est pas faite en une journée. Quand j'ai rejoint le réseau Jeanson, je me préoccupais de la cause algérienne depuis déjà plusieurs années. Mais que faire, seul, sans réseau et sans contact, si ce n'est ressasser qu'il faudrait bien faire quelque chose, attablé au café avec les copains ? En gros, je voulais aider, mais je ne savais pas comment.

Mais revenons un peu en arrière. En 1948, quand les camarades ont émigré en Israël, j'ai gardé le laboratoire de la rue d'Écosse qui contenait tout mon matériel, et, comme je n'avais nulle part où aller, j'y ai vécu, couchant sur un simple lit de camp durant plusieurs mois.

— Et ta famille ?

La guerre l'avait fait éclater. Chacun faisait sa vie de son côté et tentait de se débrouiller comme il pouvait. Ma sœur s'apprêtait à émigrer en Israël. Mon père et mes frères vivaient à Paris mais nous ne nous voyions que très peu.

À vingt-trois ans, j'étais donc seul, sans papiers, sans revenus fixes et sans passé « officiel ». J'enchaînais les petits boulots, comme photographe ou teinturier, mais toujours en deçà de mes capacités et de mes espérances, puisque j'étais sans diplômes et ne pouvais faire valoir aucune expérience professionnelle classique.

Tous mes amis étaient partis et, pour vaincre ma solitude, je me suis jeté corps et âme dans la photographie. Chaque nuit, je grimpais sur les toits de Paris pour capturer l'instant dans la ville endormie. Ainsi sont nées mes premières ambitions artistiques, et le laboratoire de faux papiers, transformé en laboratoire de photographie et de chimie, s'est remis en route. Peu à peu, je reprenais goût à la vie.

Souvent, un ami m'accompagnait lors de mes escapades nocturnes. Ervin Preis était un jeune Hongrois ancien de la MOI, aussi passionné que moi. C'est au cours d'un dîner organisé par sa femme que Jeannine, une jeune et jolie étudiante, est apparue dans ma vie. Toute sa famille, d'origine juive polonaise, avait péri dans les camps d'extermination. Seules Jeannine et sa sœur avaient survécu, grâce à l'ingénieuse idée de leurs parents de les placer comme bonnes dans des familles allemandes.

Quelques mois après notre rencontre, Jeannine et moi étions mariés. Notre fille Marthe est née en 1950. Serge, son petit frère, un an plus tard. Il n'a cependant fallu que deux ans pour que notre mariage tourne au fiasco. Trop d'incompréhensions ont eu raison de notre amour. J'ai retrouvé le lit de camp de la rue d'Écosse, au milieu des produits chimiques et des machines.

Je qualifierais les années qui ont suivi d'instables. Je changeais souvent d'adresse, de travail, de compagne aussi. En réalité, ma réinsertion dans la vie « normale » était difficile. Je gardais des traces indélébiles de mon enfance écourtée par la guerre, des années de clandestinité, de ceux que je n'avais pas pu sauver, de Drancy. Je n'acceptais pas de m'en être sorti, et trop de visages hantaient mes cauchemars.

Professionnellement, je connaissais des jours plus fastes que d'autres, selon les périodes. J'avais fini par me fixer dans une société de travaux photographiques, où j'étais spécialiste de la photo format géant pour les décors de cinéma. Totalement autonome et en lien étroit avec les réalisateurs et les décorateurs, je partais faire les prises de vue avec un appareil 18 × 24 grand angle, que je trimballais sur mon dos, et, après les avoir développées et tirées, j'allais directement coller les photos dans les studios de cinéma. J'ai ainsi eu la chance de réaliser les photos des décors du célèbre Alexandre Trauner, qui était notamment le décorateur des films de Marcel Carné.

Comme toujours, la routine ne m'intéressait pas. Ce que j'aimais, c'était résoudre des problèmes techniques, apprendre des procédés

nouveaux, faire des recherches.

Lorsque je me suis mis à mon compte, l'architecte et urbaniste marxiste Anatole Kopp a été l'un de mes tout premiers clients. Il me commandait des grands formats pour des stands événementiels, des vitrines, les façades des pavillons de la fête de l'Huma, ou encore des expositions historiques sur des sujets qui me passionnaient, tels que la Commune, la vie de Romain Rolland ou les mines de charbon du nord de la France.

Puis je me suis spécialisé dans la reproduction d'œuvres d'art. Un travail méticuleux, difficile, technique. Tout ce que j'aimais. Mes amis peintres, sud-américains pour la plupart, cinétistes, très actifs dans le domaine de la peinture abstraite géométrique et de l'art optique, constituaient le plus gros de ma clientèle. Malheureusement, Oswaldo Vigas, Yaacov Agam, Jesús Soto, Carmelo Arden-Quin ou encore Antonio Asis n'étaient pas les artistes reconnus d'aujourd'hui. Bien souvent – pour ne pas dire presque tout le temps –, je devais fermer les yeux sur les factures impayées.

Au cours des étés 1953 et 1954, j'ai fait deux voyages en Algérie avec Colette, ma compagne de l'époque, photographe comme moi, dont le père, un entrepreneur d'origine grecque, était installé depuis longtemps en Algérie. C'était, disons, une période plutôt faste de ma vie. Colette et moi vivions dans une petite usine désaffectée, qu'on appellerait aujourd'hui un loft, qui nous servait également de studio de prises de vue. Nous faisions des photos de décoration d'intérieur, de vitrines et de publicité pour des chaînes de magasins. Grâce à cette clientèle stable, nous avions des commandes régulières et même le temps de partir en vacances l'été. Elle rendait visite à son père aussi souvent qu'elle le pouvait, et ces deux années-là je l'ai accompagnée. J'ai découvert là-bas les graves problèmes que posait la colonisation. J'ai ressenti très fortement la distinction entre les catégories de population, les Français d'une part et les « Français musulmans d'Algérie » – comme on disait à l'époque quand on était poli, bien que le mot « Arabes » sorte plus

machinalement des bouches – d'autre part. J'ai vu le racisme, les discriminations et les humiliations publiques. J'ai vu les Algériens qu'on tutoyait et les Français qu'on appelait « Monsieur ». Face à des scènes qui me mettaient très mal à l'aise, j'ai souvent eu honte d'être à ma place de Blanc. J'ai eu honte pour la France.

Ce serait une généralisation mensongère que de dire que tout le monde était raciste. J'ai bien sûr rencontré des gens merveilleux, qui luttaient même pour l'égalité des droits civiques entre Français et « indigènes ». C'est d'ailleurs ainsi que j'ai appris qu'ils n'avaient pas les mêmes, et que la loi française faisait de ces derniers une sous-catégorie : les Français avaient le droit de vote, mais pas les Français musulmans. N'avais-je pourtant pas appris sur les bancs de l'école que l'Algérie, c'était la France ? Que dire de l'« égalité » entre les citoyens alors ?

Ce magnifique pays, à la culture infiniment riche, je l'ai vu comme une cocotte-minute prête à exploser. Le comportement condescendant de la plupart des Français d'Algérie vis-à-vis des Algériens, cette relation paternaliste de propriétaires à quasi-esclaves ne pouvaient qu'enflammer un brasier déjà bien attisé. Colette et moi photographiions Alger et les très beaux visages d'enfants qui nous regardaient derrière des grilles. Ces photos montraient de l'Algérie toute sa beauté et sa gravité.

Le 1er novembre 1954, premier jour de l'insurrection, est passé quasiment inaperçu en France. On parlait de terroristes, d'attentats. Pour ma part, je n'étais pas dupe, comme j'avais pu l'être lors du soulèvement du 8 mai 1945, au cours de la première manifestation pour l'indépendance de l'Algérie, qui coïncida avec la capitulation de l'Allemagne. À l'époque, la presse avait omis de nous raconter le massacre de plusieurs centaines de civils. L'évènement avait été présenté comme un déferlement de haine de la part de musulmans extrémistes, antisémites et antifrançais, qui manifestaient leur soutien à l'Allemagne nazie déchue. J'y avais cru.

Comme tu le sais, pendant des années, personne ne parla de la « guerre » d'Algérie. C'est le départ des premiers soldats rappelés[1] et la

propagande à propos de la « pacification » de l'Algérie, en 1955, qui m'ont ouvert les yeux, et fortement inquiété. Dans mon souvenir, pour moi, la guerre commence là, même si le discours officiel mensonger s'évertuait à la cacher : s'il n'y avait pas de guerre, pourquoi y renvoyer les jeunes ? J'étais solidaire des manifestants rappelés, parce que j'avais déjà l'intime conviction que la France envoyait ses enfants à l'abattoir. Et très en colère contre les représentants de la gauche : en dehors des trotskistes du PCI[2] et des chrétiens de gauche, personne ne se déclarait ouvertement pour l'indépendance de l'Algérie. Le PC ? Muet. La SFIO ? N'en parlons pas.

C'est à cette période que j'ai fait la rencontre d'une jeune Noire américaine, Sarah Elisabeth Penn, originaire de New York, lors d'une fête de fin de tournage organisée par le cinéaste Jean Rouch. Nous ne nous sommes pas quittés de la soirée. Elle baragouinait un très joli « franglais », buvait et dansait, riait de ses propres maladresses et des miennes. À la fin de la soirée, j'étais éperdument amoureux. Le coup de foudre, tout simplement. À cette époque, mon carnet de commandes n'était pas très rempli et, par chance, je venais de me faire embaucher par une société de photo spécialisée dans les affiches touristiques et les cartes postales, pour laquelle je m'apprêtais à partir en reportage, pour une période de sept mois, le long des côtes européennes.

— Veux-tu m'accompagner ? lui ai-je demandé alors que nous nous connaissions depuis quelques semaines à peine.

D'un battement de cils, elle a acquiescé, et nous sommes partis en 4 CV. Nous faisions du camping sauvage, plantions notre tente partout où nous trouvions un petit coin de paradis. Je prenais mes photos très tôt le matin et consacrais le reste de la journée à faire découvrir les paysages et les villes que nous traversions à Sarah Elisabeth, qui s'émerveillait de tout. Peu importait le manque de confort, je vivais pour la toute première fois une idylle parfaite et sans nuages. Nous nous comprenions. Je lui apprenais la photo, elle peignait de très beaux portraits et fabriquait des bijoux d'inspiration africaine. Certes, nous n'étions pas bien riches, mais

nous étions des artistes, libres, et heureux ! La vie de bohème nous allait à tous deux. Nous travaillions en silence, côte à côte ; à la fin de la journée et jusque tard dans la nuit, nous bâtissions des plans pour le futur. Nous nous voyions déjà remporter des succès artistiques, en France, aux États-Unis peut-être. Nous nous plaisions même à imaginer le visage de nos futurs enfants, et j'en oubliais mes préoccupations parisiennes, les soucis du quotidien. Éclipsés les enjeux politiques, la paix, la guerre.

Après deux années passées avec Sarah Elisabeth, dont la moitié à sillonner les côtes, la question d'un départ pour les États-Unis est devenue de plus en plus pressante. J'ai commencé à en parler à mon employeur, qui, après avoir tout tenté pour me retenir, m'a fait une offre inespérée : un stage dans sa société aux États-Unis, suivi d'une embauche sur place.

Sarah Elisabeth est partie la première, retrouver sa famille. Nous avions convenu que je la rejoindrais quatre mois plus tard, au début de l'année 1958, le temps de m'organiser, de vendre ou de confier à des amis tout ce que je possédais. J'annonçai la nouvelle autour de moi. Je partais pour l'Amérique…

Quatre mois, c'est long. Il y a d'abord eu les félicitations, les encouragements et les « promis, on viendra te voir », puis la vie a repris son cours et les discussions politiques sont redevenues le principal sujet. Car le temps passait et les affrontements se durcissaient en Algérie. J'étais de plus en plus inquiet, mais je ne trouvais toujours pas le moyen de m'impliquer davantage.

Le conflit déclenchait une série de conséquences en France. Paris commençait à ressentir le drame algérien : chasse au faciès, contrôles de police incessants. Je ne connaissais pas, personnellement, d'Algériens, mais mes amis sud-américains me racontaient qu'ils étaient souvent interpellés à cause de leur physique méditerranéen. Pour moi, il était parfaitement intolérable que les autorités françaises fassent aujourd'hui la chasse aux basanés, comme les nazis la chasse au nez juif quelques années plus tôt.

Vers la fin de l'année 1957, les premières publications témoignant de la pratique de la torture par l'armée et la police françaises en Algérie sont sorties. Nous le savions déjà, mais cette fois il ne pouvait plus s'agir d'actes isolés. Quelques chefs militaires hauts gradés, refusant d'être complices, demandaient même à être relevés de leurs fonctions. Nous étions quelques-uns, anciens de la Résistance, à revoir surgir le spectre de la Gestapo. Les victimes avaient changé, mais les méthodes étaient les mêmes. Le « suicide » de l'avocat Ali Boumendjel[3] et la « disparition » de Maurice Audin[4] confirmaient qu'en Algérie on torturait et on tuait impunément. À cela s'ajoutait la censure. Quiconque écrivait le moindre texte sur la question ou sur l'indépendance de l'Algérie, l'insoumission et la désertion, était arrêté sur-le-champ, son domicile perquisitionné, et les écrits confisqués et détruits. J'étais très inquiet pour les jeunes, les déserteurs, qui risquaient la prison à vie pour rester en accord avec leur conscience. Mais plus encore pour ceux qui n'avaient pas eu le courage de choisir l'insoumission. Qu'allaient-ils devenir ? Des tortionnaires ? Des héros morts pour la patrie ? Dans les deux cas, la France sacrifiait ses enfants pour rien, car l'Algérie était perdue depuis longtemps.

À cette époque, j'étais un habitué des cafés de Montparnasse et du boulevard Saint-Germain. J'allais écouter de la musique sud-américaine à *L'Escale* et boire mes cafés au *Flore*, au *Sélect*, à *La Rhumerie martiniquaise*, et surtout à l'*Old Navy*, lieu de rencontre et de passage pour beaucoup de cinéastes, journalistes et autres intellectuels. J'y étais précisément tous les soirs à partir de vingt heures. J'y avais ma table, y recevais mon courrier et mes appels téléphoniques, y organisais mes rendez-vous, y retrouvais mes amis, peintres et cinéastes pour la plupart, le journaliste Georges Arnaud, l'écrivain Arthur Adamov, pas mal de paumés pleins d'ambition, et beaucoup de jolies filles. Inquiets de ce qui se déroulait en Algérie, nous parlions avec fougue de ce qu'il faudrait faire – et ne faisions concrètement pas grand-chose.

À l'automne 1957, je fêtai mes trente-deux ans. Marcelline Loridan, une amie rencontrée ici, à qui j'avais raconté mon histoire un jour où elle m'avait confié la sienne – rescapée de Birkenau, elle était revenue avec l'énergie du désespoir, à l'âge de dix-sept ans, un tatouage à jamais gravé sur sa peau –, m'a présenté Annette Roger. Médecin, originaire de Marseille, Annette était une jolie blonde, mince et élégante, au tempérament fonceur. Nous avons très vite sympathisé, et, comme je le lui proposais, elle a accepté avec plaisir de poser le lendemain pour une série de portraits sur laquelle je travaillais.

Ce fut une séance photo un peu étrange. Rien à dire sur la qualité du modèle, elle était absolument parfaite. La vérité, c'est que nous n'avons quasiment pas travaillé. Annette était du genre très, très curieuse. Elle voulait qu'on discute. J'ai vite compris que Marcelline avait dû lui parler de mes histoires de faux papiers sous l'Occupation, car elle a immédiatement abordé le sujet. Comme elle souhaitait connaître les détails, je lui ai tout raconté, en un long monologue. La Seconde Guerre mondiale. Les services secrets de l'armée. La Haganah et le Stern. Une fois mon récit terminé, un silence de quelques secondes s'est posé entre nous. Puis elle a pris son inspiration.

— Et aujourd'hui, pourrais-tu encore fabriquer des faux papiers ? m'a-t-elle demandé, son regard plongé droit dans le mien.

— Si la cause le justifie.

Elle a esquissé un sourire.

— Je pense que tu es l'homme qu'il nous faut. Es-tu disposé à rencontrer Francis Jeanson ?

Francis Jeanson, dit « le Professeur », je le connaissais déjà de nom. Autour de moi, dans les milieux intellectuels de gauche, quiconque se préoccupait de la cause algérienne avait lu ou entendu parler du livre qu'il avait coécrit avec sa femme, *L'Algérie hors la loi*. Et puis j'étais lecteur, à mes heures, des *Temps modernes*, la revue philosophique de Jean-Paul Sartre, et je savais qu'il en avait été le rédacteur en chef. J'avais ouï dire aussi qu'il était fâché avec Camus pour avoir fait une

critique peu élogieuse de son livre. Personnellement, je n'avais rien à redire sur la qualité littéraire du livre de Camus, cependant je m'étais moi aussi disputé avec lui, quelques années plus tôt, au cours d'une conversation enflammée sur l'Algérie où je lui reprochai sa tiédeur. J'étais donc assez pressé de mettre un visage sur son nom. Le rendez-vous eut lieu dans l'appartement de Marcelline, au Quartier latin. Alors que je pénétrais dans le salon où Francis m'attendait, j'eus la surprise de le reconnaître. Quelques années auparavant, je me trouvais chez la veuve de Romain Rolland où je reproduisais des photos d'archives pour l'édition d'un ouvrage sur la vie de son mari, quand elle avait reçu la visite d'un journaliste plutôt timide qui souhaitait l'interviewer. C'était Francis Jeanson. Désormais, Francis n'avait plus rien d'un timide. Au contraire, il affichait une détermination et une énergie saisissantes.

Étonnante personnalité que celle de Francis. Intellectuel, philosophe existentialiste, il fondait sa doctrine sur l'idée que la pensée ne doit pas être dissociée des actes ou, si tu préfères, que l'anticolonialisme ne se pratique pas en restant sur la touche à compter les points. Il s'est intéressé à la cause algérienne en deux temps. Tout d'abord sous l'Occupation. Engagé dans l'armée d'Afrique pendant la Seconde Guerre mondiale, il a découvert que l'Algérie française était majoritairement vichyste, voire collaborationniste. Puis il est retourné là-bas en 1948, avec sa femme. Il souhaitait vivre au plus proche des musulmans, partager leur quotidien. Il a alors rencontré des militants nationalistes. S'il a décidé de s'engager totalement, il souligne que c'est en tant que Français, pour maintenir les chances d'une amitié franco-algérienne, pour réveiller la gauche française et également parce que, comme moi, il était convaincu depuis le début que le peuple algérien accéderait à l'indépendance, avec l'aide de la France ou contre elle. Son idée : aider les Algériens à gagner cette guerre le plus vite possible, pour éviter aux deux camps des pertes humaines inutiles.

Il m'a demandé si j'étais d'accord pour intégrer le réseau.

— Bien sûr, ai-je répondu.

— Oui, mais intégrer vraiment, a-t-il insisté.

— Vraiment, comment ?

— À plein temps. Faire de l'imprimerie. Pouvoir répondre dans l'urgence. Beaucoup de papiers, de nationalités différentes. Et le fameux passeport suisse, l'infalsifiable…

Francis s'est alors lancé dans une énumération interminable des besoins en faux papiers pour le réseau…

Jamais je n'aurais imaginé que la demande serait si importante. La voix de Francis me parvenait comme un brouhaha assourdi, tandis que mes pensées allaient à Sarah Elisabeth, qui m'attendait aux États-Unis…

Une semaine plus tard, j'avais rendez-vous avec le bras droit de Francis Jeanson à *La Rhumerie martiniquaise*.

— Daniel, se présenta-t-il en se levant pour me serrer la main, avant de m'inviter à m'asseoir.

Un bourgeois. Grand et fort, élégamment vêtu d'un costume cravate sombre, bronzé comme au retour de vacances, posture distinguée, et fine serviette de cuir posée sur ses genoux. Il avala le reste de son whisky avant d'interpeller un serveur. Un deuxième whisky pour lui. Moi, un café crème.

D'emblée, nous nous sommes tutoyés, et nous sommes brièvement présentés. « Daniel », Jacques Vignes de son vrai nom, était originaire de Bordeaux et ami d'enfance de Francis Jeanson. Père de famille tranquille, passionné de bateau, spécialiste de voile et journaliste sportif à ses heures, il avait dirigé sans engouement une petite entreprise familiale de porcelaines de salles de bain avant d'intégrer le réseau. Il me dit n'avoir pas hésité une seconde lorsque Francis Jeanson lui avait demandé d'être son bras droit et de prendre en charge toute l'organisation du réseau et la coordination des filières d'évasion. Justement, il avait comme souci majeur d'améliorer le système de passage des frontières. Pour évacuer l'argent, les dirigeants algériens, les personnes recherchées ou encore les déserteurs, Daniel passait jusque-là surtout par la frontière espagnole. À cette époque, alors que la guerre s'intensifiait, que le nombre de déserteurs s'accroissait, que la collecte des cotisations se généralisait et se systématisait, il était urgent de multiplier les accès en utilisant toutes

les possibilités offertes par les pays limitrophes, Espagne, Italie, Suisse, Allemagne et Belgique. L'argent nécessaire au maintien de l'insurrection était collecté, trié, compté en France, mais ne pouvait être encaissé qu'en Suisse. Daniel serait donc désormais mon contact, et aurait bientôt besoin de papiers espagnols, italiens, suisses, allemands, belges et français pour les personnes recherchées et les agents du réseau affectés au franchissement des frontières.

Au moment de nous quitter, il me remit sa première demande dans une enveloppe, insista pour payer l'addition, et programma un nouveau rendez-vous pour le surlendemain.

Sur le chemin du retour, je me sentais quelque peu dérouté. Que dire de ce premier rendez-vous ? Nous avions parlé un peu plus d'une heure. Comme Jeanson, comme moi et tous ceux qui avaient rejoint le réseau, c'est en tant que Français qu'il s'était engagé, au nom de cette amitié franco-algérienne à construire, parce que les valeurs françaises de « liberté-égalité-fraternité » devaient s'inscrire dans l'action, parce que l'indépendance de l'Algérie était inéluctable et qu'il fallait l'aider à gagner la bataille le plus vite possible si l'on voulait arrêter ce gâchis, cesser d'envoyer les gosses de France mourir là-bas pour rien, et ne pas perdre totalement la confiance de nos frères algériens. Ses convictions étaient sincères et sa lecture des évènements tout à fait pertinente, et pourtant quelque chose me gênait. Je n'arrivais pas à trouver ce premier contact positif. Quand je l'avais quitté, il en était à son troisième whisky. J'ai eu l'impression que sa voix n'était pas claire, qu'il butait sur ses mots, bafouillait. Était-il saoul ? Je ne sais pas, le discours restait pourtant cohérent. Mais trois whiskies dès le matin… L'organisation d'un réseau pouvait-elle reposer sur ses épaules ? J'étais sceptique. Pour être honnête, je trouvais même que ça manquait franchement de sérieux. Ah, si j'avais su alors !

Retiens bien cette leçon : ne te fie pas toujours à ta première impression. Je venais de rencontrer l'un des hommes de l'ombre les plus efficaces que j'aie connus de toute ma carrière.

Dans le hall de l'immeuble, je jette un œil au courrier. Pas de factures, mais une lettre. Je reconnais ce coup de stylo entre tous. Sarah Elisabeth écrit rond, et deux à trois fois plus gros que quiconque. Aussitôt mon cœur se serre. Je monte l'escalier et dépose mes deux enveloppes sur la table. Celle de Daniel, format A4, en kraft. Celle de Sarah Elisabeth, timbre et tampon des États-Unis, blanche, longue et fine, en papier de lin tissé, reliée de scotch, qu'elle a sans doute confectionnée elle-même.

Sur le rebord de la fenêtre, Bishken piaille, croyant que je l'ai oublié. Je retire de ma poche un petit morceau de pain rassis et le lui émiette tandis qu'il me remercie en sifflotant. Comme chaque jour, il mangera tout, s'envolera, et reviendra le lendemain. Comme elle aimait cet oiseau…

C'est la quatrième lettre que je reçois d'elle depuis son départ. Je n'arrive pas à lui répondre. Dans sa dernière lettre, enveloppe de papier cartonné gaufré couleur chair peinte à la main, stylo-plume sur papier calque à l'intérieur, longue de dix pages parce qu'elle orne chaque page d'illustrations et de commentaires, elle demandait : « Pourquoi n'écris-tu plus ? J'aimerais savoir qui me remplace en attendant. As-tu commencé à vendre tes affaires ? Je parle de toi à mes amis. N'oublie pas de prendre le whisky sur le bateau pour mon père. Tout le monde t'attend. Réponds-moi. »

Que me dira-t-elle dans celle-ci ? Je ne suis pas sûr d'avoir le cœur à le savoir.

Ces derniers jours, j'ai eu à faire un choix des plus pénibles. Elle, ou eux ? L'amour, ou la cause ? Nous avions tout si bien organisé, elle partait la première rejoindre sa famille, et moi je restais encore quelques mois, le temps de liquider les affaires courantes, de vendre tout ce que je possédais, et de former le nouveau photographe qui allait me succéder au travail. J'avais même un emploi qui m'attendait là-bas, que mon patron me réservait dans une filiale. Comment lui dire que je ne viendrais pas ? J'ai rédigé mille brouillons pour lui expliquer mon silence, mais, comme privé de force à chaque fois, je n'ai jamais trouvé le courage d'y poser un

timbre. Il y aurait tant de choses à dire, à éclaircir, à dévoiler, et mes réponses sont si mauvaises, si incomplètes, il faudrait tout reprendre depuis le début. Elle qui n'a jamais rien su de mes actions politiques, que comprendrait-elle à mon engagement ?

Bishken est parti sans que je m'en aperçoive, et sans laisser une miette. Finalement, je n'ouvre pas l'enveloppe de Sarah Elisabeth, qui échoue dans un tiroir où elle rejoint le reste de sa correspondance et toutes mes ébauches de réponses.

Je décachette plutôt celle de Daniel. Elle contient une carte d'identité et un permis de conduire belges que je dois falsifier et non reproduire, c'est-à-dire qu'il n'y a que les photos d'identité à remplacer, et les dates de naissance et professions à modifier. Utiliser un papier appartenant à quelqu'un d'autre, volé, prêté ou « perdu » avec son accord, cela ressemble au travail que je faisais au début de mon entrée en Résistance. Du bricolage. Les données ont été remplies à la main. Je dois analyser l'encre, la décolorer, et réécrire par-dessus. La photo est simplement agrafée, mais elle est tamponnée en relief sur le coin, à cheval sur le papier cartonné. Le timbre fiscal se trouve à moitié sous la photo, et il y figure un autre tampon, un plat.

Par chance, j'ai encore chez moi tous mes produits chimiques, mes colorants. J'ai même des plaques de photogravure et de l'acide. Les produits purs ne s'abîment jamais.

Je commence par élaborer un alliage de métaux de mon invention, dont le point de fusion est très bas. Une fois celui-ci liquéfié, il me suffit de déposer l'alliage directement sur les papiers puisqu'il n'est pas chaud, et plus précisément sur le tampon en relief, puis de le laisser durcir. Pour le tampon plat, j'utilise une encre qui contient un peu de glycérine, parce qu'elle reste mouillée, avec laquelle je redessine avec précision la partie manquante du tampon sur un papier calque non absorbant. Puis j'applique le calque sur un papier gélatiné qui me servira de tampon définitif. Je peux maintenant remplacer la photo par celle de Daniel.

Reste à modifier les date de naissance et profession. J'analyse l'encre. C'est un colorant d'aniline noir, une encre très banale, qu'il faut oxyder pour la faire disparaître, puis neutraliser à la vapeur d'ammoniaque. J'élabore une solution de permanganate de potassium et de bisulfite de soude. Le propriétaire des papiers est un électricien, or je suppose que Daniel n'a aucune connaissance dans ce domaine. Il faut que je trouve autre chose. Après réflexion, je lui choisis la profession de représentant de commerce, ça lui va bien. Avec une encre de la même composition, je réécris méticuleusement les nouvelles données, en imitant avec exactitude l'écriture de l'employé de préfecture qui a enregistré les papiers, et le tour est joué. Mes premiers faux papiers pour le réseau Jeanson, réseau français de soutien au FLN, sont prêts.

Un bail que je n'avais pas fabriqué de faux papiers. Les derniers, c'était au cours de l'année 1950, il y a sept ans. Le groupe Stern, proclamé illégal en Israël, était pourchassé et condamné pour terrorisme. J'avais exceptionnellement fourni des faux papiers à mes amis, recherchés, qui voulaient revenir en France.

Seul chez moi, j'examine et réexamine la carte et le permis de conduire de Daniel, plutôt satisfait. Je n'ai pas perdu la main, le résultat est absolument parfait.

1 Des contingents de jeunes qui avaient achevé leur service militaire depuis moins de trois ans ont été rappelés, par milliers, pour « pacifier » l'Algérie. Là-bas, la guerre les attendait.

2 Parti communiste internationaliste, organisation trotskiste, section française de la IV^{e} Internationale.

3 Avocat algérien torturé et assassiné par l'armée française en Algérie en mars 1957.

4 Mathématicien français enseignant à l'université d'Alger, membre du Parti communiste algérien et militant anticolonialiste, qui disparut dans des circonstances jamais élucidées après avoir été arrêté à son domicile par les autorités françaises.

9

C’était la première fois que Francis Jeanson et Daniel visitaient le laboratoire de la rue des Jeûneurs. D’ordinaire, lorsque l’un d’entre eux venait déposer une demande, je le recevais rapidement dans la salle d’attente, prenais l’enveloppe et le raccompagnais vers la sortie. Je n’étais pas un bavard. Mais ce jour-là, ils voulaient « voir ».

Imagine. Plus de cent cinquante mètres carrés de laboratoire. Il fallait d’abord traverser un long couloir desservant, à gauche, une salle d’attente pour les clients, puis trois portes à droite et une au fond. J’avais transformé la première pièce à droite en chambre noire pour le développement des pellicules. Huit cuves alignées contre un mur, autant d’horloges aux sonneries réglées en fonction des temps de traitement, et autant de thermomètres trempés dans les bains. La porte suivante donnait sur une cuisine transformée en salle des « machines », car elle contenait de volumineux appareils pour le glaçage et le lavage des photos. Au fond, le grand laboratoire principal. Fenêtres condamnées et recouvertes de noir, éclairage rouge et vert. Mes quatre agrandis seurs noir et blanc et couleur installés sur des tables à tiroirs pour les papiers, les films, les travaux en cours. L’armoire sécheuse, des tables lumineuses, de larges plans de travail, un massicot, un analyseur de couleurs, des loupes, un microscope, les lampes à infrarouge et à ultraviolets. Contre le mur du fond, quatre éviers alignés contenant des cuvettes pour les trempages et les bains, au-dessus desquelles étaient disposés tous les produits chimiques. En l’air, des fils à linge tendus sur toute la longueur de la pièce pour faire sécher les films, les photos, les papiers.

Au fond, une autre porte, menant à la grande salle d’imprimerie. Sous une grande baie vitrée, au beau milieu de la pièce, trônait ma grande presse litho, une véritable pièce de musée que j’avais gardée durant des années en pièces détachées. Contre un mur, posée sur une table, la pierre lithographique qui servait à étaler les encres, et, sur l’ensemble du mur, tous les rouleaux encreurs accrochés à un râtelier. Encore des plans de

travail, des plaques de zinc et les outils pour les couper et les coller à la pierre, des massicots, un laminoir artisanal pour réduire l'épaisseur des papiers, des étagères aux murs pour les encres et les couleurs.

Au fond, une porte donnant sur un couloir par lequel on pouvait accéder à un grand grenier. À droite, le stock. À gauche, l'immense studio de prise de vues, qui servait également de chambre et de salon.

Par une autre porte, on faisait le tour et arrivait à la salle à manger, puis on revenait à la salle d'attente et au couloir d'entrée. Mon antre. Mon laboratoire.

La vie réserve parfois d'étranges surprises. Tu te souviens de Goumard, le photograveur résistant et xénophobe ? Eh bien, ce local, c'est un peu grâce à lui que je l'ai obtenu. Au moment de rejoindre le réseau Jeanson, la première urgence a été de monter un vrai laboratoire. Chez moi, dans mon minuscule deux pièces transformé en studio après que j'eus condamné la chambre pour y stocker l'ensemble de mon matériel, impossible de faire du bon travail.

Je me suis donc mis en quête d'un local. Et, comme d'habitude, je n'avais pas un sou. Francis m'avait proposé de me payer un salaire, parce qu'il pressentait qu'il aurait besoin de moi à plein temps et aussi pour que je puisse faire face aux frais techniques, mais j'ai refusé, pour deux raisons. Tout d'abord parce qu'il était trop difficile d'établir à l'avance les frais de fonctionnement du laboratoire, étant donné que je ne connaissais pas encore le rythme des demandes, mais aussi, et surtout, parce qu'en acceptant une rémunération, j'aurais eu le sentiment de me transformer en mercenaire. Et par-dessus tout, je tenais à garder mon indépendance. Si le réseau venait à prendre une orientation que je n'approuvais pas, par exemple à organiser des attaques terroristes contre des civils, je serais libre de partir.

Mais la liberté a un prix. Il a fallu démissionner de mon travail et me remettre à mon compte, créer une société de photographie pour pouvoir concilier mes deux activités, légale et illégale.

Tout à fait par hasard, en allant faire une course du côté de la Bourse, j'ai trouvé cette affichette scotchée sur un mur, sur laquelle figurait l'annonce d'un bail à céder aux enchères. Quand je les ai visités, les locaux étaient dans un état de délabrement complet. L'ancien locataire, une agence de presse, avait fait faillite. C'était monstrueusement sale, les murs étaient rongés par les éclaboussures de fixateur, tout était pourri. Personne n'en voulait, moi si. J'ai eu le coup de foudre. D'abord, le loyer était ridiculement bas, et le bail, mixte. Les locaux occupaient la moitié du dernier étage de l'immeuble, et j'ai tout de suite remarqué que l'autre moitié était inoccupée, et qu'il existait deux escaliers différents pour y accéder. Très pratique pour ne pas croiser les gens ou, en cas de nécessité, pour s'éclipser discrètement.

J'ai rencontré le notaire, M. Petit, un homme rigide et autoritaire, la soixantaine largement passée. Je lui ai expliqué que je voulais le local et que je souhaitais qu'il me le réserve, le temps que je constitue ma société pour signer le bail.

— Combien de temps ? m'a-t-il demandé.

— Je ne sais pas. Comme je suis étranger, il faut que je trouve un gérant avant tout.

Quand il a entendu le mot « étranger », M. Petit a froncé les sourcils comme si je venais de prononcer une obscénité.

— Vous êtes d'où ?

— Argentin.

— C'est une société de quoi que vous aller créer ?

— Technique et couleur photographiques. Photogravure aussi.

Il s'est soudain plongé dans un souvenir qui n'avait pas l'air trop désagréable.

— Je connais un peu la photogravure, dit-il. J'avais un ami, malheureusement décédé, qui était photograveur. Mais lui, c'était un grand. Il enseignait à l'école Estienne.

— Quel était son nom ?

— Henri Goumard.

— Je l'ai connu aussi. Il a été mon professeur.

Dès lors, M. Petit m'a pris en affection. Puisque j'avais été l'élève de son cher et regretté ami, il a décidé de prendre les choses en main et de m'aider. Il m'a immédiatement donné les clefs pour que je puisse commencer les travaux. Pour la société, il a proposé que son fils, un monsieur d'une quarantaine d'années qui travaillait avec lui tout en lisant *Minute*, soit officiellement, du moins sur le papier, le gérant. Le faussaire du FLN ayant pour gérant un sympathisant de l'extrême droite, franchement, je ne pouvais pas rêver meilleure couverture.

Ébahis, Francis et Daniel avaient effectué toute la visite du laboratoire en posant mille questions. C'est vrai qu'il y avait de quoi être impressionné. Je venais de leur expliquer comment, grâce à un cliché, on peut faire de la photolithographie, et de leur montrer comment on obtient une réaction de l'encre après un mélange de couleur. Mais ce qui les avait le plus fascinés, c'était ma boîte à archives, celle qui contenait les cartes d'identité et les tampons datant de la Seconde Guerre mondiale et les visas collectifs de la Haganah.

— Tu soutiens que rien n'est infalsifiable, n'est-ce pas ? demanda Francis en examinant à la loupe un visa du Brésil.

— C'est vrai. Ce qui a été fait et imaginé par un homme peut forcément être reproduit par un autre.

— On a une demande urgente de deux passeports suisses pour après-demain.

Les fameux passeports suisses. Depuis que j'avais repris la fabrication de faux papiers, je n'avais pas rencontré de difficulté majeures, hormis les délais, qui, au départ, étaient difficiles à respecter. Tout reprendre depuis le début avait été long et fastidieux. Les cartes d'identité françaises, les permis de conduire, les passeports ne ressemblaient plus en rien à ce qu'ils avaient été jusqu'en 1950, et je ne disposais donc

d’aucun modèle, cliché ou tampon valables. Mais le passeport suisse constituait à lui seul un véritable défi technique que, pour une fois, je n’étais pas sûr de pouvoir relever. La texture de la couverture, un papier cartonné ultra-léger, à la fois rigide et très souple, contenant des filigranes en relief, ne s’apparentait à aucune autre au monde. Personne n’avait jamais été en mesure de le reproduire, et j’avais seulement deux jours pour trouver la solution !

Sans perdre une minute, je m’enfermai dans le laboratoire et j’essayai tout, comme d’habitude, avec différents mélanges de papier, de cellulose, de colle. Malheureusement, les premiers tests furent très décevants. J’obtenais soit la souplesse, soit la rigidité, jamais les deux à la fois. Il fallait sans cesse recommencer, persévérer, tenter de nouveaux dosages…

Une journée, une nuit étaient passées, et je n’avais toujours pas le moindre soupçon d’idée. J’arpentais le laboratoire de long en large pour lutter contre le sommeil. Ce n’était pas le moment de flancher. Mais à la fatigue succéda soudain un violent mal de tête, une sensation de piqûre d’aiguille juste derrière les yeux, un mal aigu, à couper le souffle. Impossible de lutter contre cette douleur-là. Je m’allongeai aussitôt sur la banquette en bois, le temps que ça passe. Et en fermant les yeux je lâchai prise, je me laissai littéralement emporter par le sommeil.

Crois-le si tu veux, je continuai à travailler tout en dormant. Dans mon rêve, je poursuivis mes expériences, avec d’autres formes de papier, en ajoutant de la cellulose par petite quantité, et je ne sais pas par quel détour de mon esprit, peut-être à cause du mal de tête et du fait que je n’avais pas eu le temps d’avaler une aspirine, je me souvins que la gaze à pansement contenait beaucoup de cellulose pure. Je rêvai que j’en découpais des morceaux et les incorporais à une pâte à papier artisanale que j’avais fabriquée à partir de différents papiers choisis pour leur ressemblance avec le modèle, avant de les dissoudre dans une solution basique. J’examinais le résultat une fois le papier sec. Incroyable !

Je me réveillai aussitôt en sursaut. J'avais des courbatures un peu partout pour avoir dormi à même le bois, mais le mal de tête était passé. Combien de temps m'étais-je assoupi ? Dehors, il faisait déjà noir. Il me restait la nuit et la matinée. Je me précipitai dans la salle de bains, j'ouvris en grand l'armoire à pharmacie et fouillai à l'intérieur. De la gaze à pansement… Était-ce possible ? Si oui, il restait peut-être un espoir, aussi infime soit-il, que les passeports soient prêts à temps.

Je procédai précisément comme dans mon rêve, je hachai menu la gaze et l'incorporai à la pâte à papier après l'avoir dissoute. Après une émulsion de quelques dizaines de minutes, j'obtins une pâte à la hauteur de mes espérances. Je déposai mes plaques dans l'armoire sécheuse. Le séchage dura d'interminables heures, durant lesquelles je fis les cent pas. Au petit matin, il me restait encore à procéder au laminage pour obtenir une épaisseur régulière et identique au modèle, et enfin je pus les comparer. Mes feuilles présentaient exactement la même texture à la vue, la consistance était en tout point identique au toucher, et, même au microscope, impossible de repérer le moindre défaut, la moindre trace de falsification. En somme, il ne restait plus qu'à les colorer, les imprimer, les découper et les monter aux feuillets intérieurs du passeport. Et demain, pensai-je alors en souriant, j'irai à la pharmacie acheter beaucoup, beaucoup de gaze…

10

Dans l'atmosphère douce et la lumière du soir tombant qui émane de la grande lucarne, je tourne d'un rythme régulier la lourde manivelle de la presse tandis que Marie-Aline récupère les planches de papier imprimées à la sortie. Les pleurs du bébé rompent soudain le silence.

— Elle est réveillée, on fait une pause, soupire Marie-Aline en allant chercher sa fille.

Je fabrique désormais beaucoup de passeports suisses. Leur réputation de papiers infalsifiables garantit la bonne marche de nombreuses opérations risquées. J'ai appris de nombreuses années plus tard qu'en réalité, le jour où Francis et Daniel étaient venus demander les premiers passeports suisses, ils m'avaient menti : ils n'en avaient absolument pas besoin. Ils étaient tous deux intrigués, parce qu'à chaque demande, même les plus compliquées, même dans les délais les plus courts, je prenais le modèle sans rien dire et fournissais le travail en temps et en heure. Ils voulaient me poser une colle et m'entendre dire, ne serait-ce qu'une fois : « Je ne peux pas. » Certains que j'échouerais, ils comptaient m'avouer alors la vérité. Lorsque je leur ai apporté les deux passeports, ils se sont sentis bêtes et les ont récupérés sans rien oser dire, et ils ont bien fait. Je n'ai su le fond de cette histoire que plusieurs dizaines d'années plus tard. Une blague idiote, vraiment, mais qui m'a finalement fait gagner beaucoup de temps, car le passeport suisse était précieux, et très vite l'organisation en a eu réellement besoin.

Marie-Aline réapparaît soudain, un biberon à la main, une couche dans l'autre, et la petite Nathalie qui pleure toujours, agrippée à son cou.

— Il faut que je la fasse manger. Et aussi que je lui donne son bain avant que la baby-sitter arrive.

Marie-Aline a surgi dans ma vie comme une fleur au printemps. Un jour nous ne nous connaissions pas et le lendemain nous vivions ensemble, comme si la vie avait toujours été ainsi. À l'*Old Navy*, une amie m'avait dit un soir : « Dis donc, Adolphe, t'aurais pas un boulot pour une copine qui a besoin d'un peu d'argent ? » Je venais de signer le bail du laboratoire de la rue des Jeûneurs, qui était noir de crasse. Tout ce que j'avais à proposer, c'était un peu d'argent contre un coup de main pour faire le ménage. Le lendemain, un petit bout de femme d'environ vingt-cinq ans s'est présenté en rabattant derrière ses oreilles les mèches blondes qui tombaient sur ses grands yeux bleus.

— Je m'appelle Marie-Aline, je viens faire le ménage !

Elle était pétillante, drôle, et n'avait pas sa langue dans sa poche. Elle est venue travailler et n'est jamais repartie. J'ai su quelques jours plus tard qu'elle était fille mère, et qu'elle avait besoin d'argent pour payer la nourrice chez qui elle avait placé sa fille en attendant de pouvoir la récupérer. J'ai fabriqué un petit lit d'enfant que j'ai installé à côté du nôtre dans le studio de prises de vue, et nous sommes allés chercher Nathalie. Avec la mise en route de la société et de l'imprimerie clandestine, cela faisait beaucoup de choses à gérer à la fois. Bien qu'elle soit très engagée politiquement, et qu'elle défende avec ferveur la cause algérienne, Marie-Aline ne connaissait pas encore ma double activité. Comment la cacher lorsqu'on vit, dort, mange et travaille dans le même endroit ? Il a bien fallu la mettre au courant. Au début, elle a eu une frousse terrible, elle imaginait la police débarquant à toute heure du jour ou de la nuit pour nous arrêter. Puis elle a vaincu ses peurs et a décidé de m'aider, entre deux biberons.

La sonnette retentit. Je récupère la dernière feuille de la presse et la range soigneusement dans un tiroir. Je ferme à clef les portes de la salle d'imprimerie, du stock, du laboratoire principal et de la salle des machines avant d'ouvrir à la baby-sitter. Aurélie, une jeune Eurasienne

de quinze-seize ans au regard doux et triste, pénètre dans le couloir et se présente timidement. C'est un ami qui nous l'a conseillée, parce que depuis l'arrivée du bébé nous sortons peu. Alors que Marie-Aline lui donne toutes les recommandations et que je vérifie une dernière fois que rien de compromettant ne se trouve à portée d'yeux, le téléphone sonne.

— Adolphe, il faut que je te parle de quelque chose. Es-tu libre demain ? me demande Henri, un ami photographe, à l'autre bout du fil.

— Oui.

— Voyons-nous au *Saint-Claude*, à 17 heures.

Dès notre arrivée à l'*Old Navy*, le patron m'interpelle.

— Z'avez du courrier.

L'enveloppe est entièrement repeinte du drapeau américain, et elle est adressée à « M. le patron de l'*Old Navy*, boulevard Saint-Germain, France ». Sur une feuille A3 pliée en huit, Sarah Elisabeth a seulement écrit cette phrase : « Dites à Adolphe que l'Amérique l'attend. »

J'avais finalement réussi à lui écrire pour lui annoncer que je ne viendrais pas. Je l'enjoignais, elle, de revenir vivre à Paris. Mais elle n'avait pas compris. Comment l'aurait-elle pu d'ailleurs, puisque je ne pouvais lui révéler les tourments qui me retenaient en France ? Dans la lettre suivante, elle exigeait des explications et, incapable de lui en fournir, j'avais avec amertume cessé toute communication.

— Bah, dis donc, t'en fais une tête ! s'écrie Marie-Aline, tout sourires, qui me tire par la manche. Il y a Claude qui veut te voir, allez, viens.

Claude Ravard, attablé tout au fond du café, me fait signe de la main. Je me faufile entre les clients, serre quelques mains et distribue des bises au passage. Claude fait une drôle de mine, il a l'air contrarié.

— Tu n'as pas l'air dans ton assiette.

— J'ai un souci à régler avant demain. Peut-être que tu sauras m'aider, dit-il en faisant tournoyer les glaçons dans son verre.

— Dis toujours.

— On m'a demandé d'héberger un Algérien recherché. Un gros bonnet. Sauf que j'en ai déjà un dans ma piaule. J'ai jusqu'à demain pour trouver une planque au nouveau.

C'était moi qui avais introduit Claude dans le réseau. L'hébergement constituait une de nos priorités, car les Algériens recherchés se faisaient systématiquement rafler s'ils demeuraient à l'hôtel. Ils ne pouvaient pas non plus aller manger dans les restaurants, ni prendre le risque d'effectuer des trajets à pied. Jacques Charby, un comédien très engagé, avait constitué un réseau d'hébergement particulièrement efficace en prospectant auprès de ses amis, des gens du spectacle. Seulement, les Algériens ne pouvant pas se succéder indéfiniment dans les mêmes appartements, il fallait sans cesse trouver de nouveaux points de chute. Un jour, Francis et Daniel m'ont parlé d'un hébergement à organiser en dehors de la liste des « hébergeurs » de Jacques Charby. J'ai tout de suite pensé à Claude. Responsable syndical CGT d'Air France, il ne demandait qu'à collaborer, à condition qu'on le laisse à l'écart du réseau car, en tant que membre actif du Parti communiste, il devait agir en cachette s'il ne voulait pas prendre le risque d'être exclu du parti, comme tous ceux qui avaient publiquement défendu la cause algérienne.

— Il paraît que ce n'est vraiment pas n'importe qui, renchérit Claude en avalant son verre cul sec. Un très haut responsable, il lui faut un lieu vraiment sûr, où personne n'aura l'idée de le chercher.

— J'ai peut-être une idée. Si tu veux, je m'en charge.

À notre retour, la maison est silencieuse. Marie-Aline et moi rentrons à pas feutrés. Les quelques lumières immobiles de la nuit pénètrent par les fenêtres. Nathalie dort profondément dans son petit lit. Aurélie, la baby-sitter, s'est elle aussi assoupie, sur la banquette en bois. Marie-Aline me jette un regard amusé, puis hausse les épaules, avant d'attraper une couverture dans le placard pour border l'adolescente.

Le lendemain, je quitte le laboratoire en début de matinée. J'ai une journée bien chargée en perspective. Je dois m'occuper du problème d'hébergement de Claude, puis, à dix-sept heures, je me rendrai à ce rendez-vous au café *Le Saint-Claude* avec Henri, l'ami photographe qui m'a téléphoné la veille. Mais, avant tout, j'ai un autre souci à régler. Encore des problèmes d'argent auxquels je dois faire face. Je viens de payer le loyer du laboratoire. Il ne me reste absolument plus rien et j'arrive au bout de mes stocks d'encres, de produits chimiques et de papier.

Au mont-de-piété, l'agent me salue. Peu de mes proches le savent, mais ici, au « clou », on me connaît bien. Pour un Rolleiflex, on me propose à peine dix pour cent de sa valeur. J'en laisse un, plus un appareil 24 × 36 Exakta, que je reviendrai rechercher en payant les intérêts dès que je le pourrai. Pendant un temps, j'avais réussi à concilier ma double activité, mais ça n'a pas duré. Avant j'organisais mon temps à cinquante-cinquante. Les commandes de photographies, facturées, me permettaient de produire celles, gratuites, de faux papiers pour le FLN. Aujourd'hui, c'est presque à cent pour cent pour le FLN que je travaille, ma caisse est vide et les dettes s'accumulent.

À cause de ce détour, il est déjà midi quand j'arrive chez un ami d'autrefois. Philippe m'accueille chaleureusement dans son immense appartement bourgeois du XVI^{e} arrondissement. Lorsque Claude m'a demandé de trouver un lieu sûr, où personne n'aurait l'idée de chercher un Algérien, j'ai tout de suite pensé à lui. Faire héberger un haut responsable du FLN en cavale par un Juif pro-Algérie française, c'est osé, tu ne trouves pas ? Mais on ne peut rêver d'une meilleure planque. Ancien de la Résistance et du MJS (Mouvement de la Jeunesse sioniste), Philippe est allé rejoindre une branche de sa famille en Algérie après la Seconde Guerre mondiale, des Juifs pieds-noirs installés là-bas depuis plusieurs générations. Les évènements l'ont finalement poussé à revenir à

Paris. Depuis, il clame haut et fort son soutien à l'Algérie française. Non, vraiment, personne ne penserait trouver le FLN chez lui.

Comme cela fait quelques années que nous ne nous sommes pas revus, nous parlons de tout et de rien, ressassons quelques histoires du passé, avant d'en venir au présent et au problème qui m'amène.

À peine ai-je prononcé le mot FLN que Philippe se dresse de son fauteuil, rouge de colère, en vociférant :

— C'est dégueulasse ce que tu me demandes, parce que tu sais très bien que je ne peux pas te le refuser !

— Si, tu peux refuser. Tu me dis oui ou non, si c'est non on n'en parle plus, rétorqué-je une fois les hurlements terminés.

— Après tout ce que t'as fait pour moi ? Tu m'as sauvé la vie. T'as sauvé mon père, ma mère et ma sœur. Je ne peux pas te dire non !

— Alors dis oui.

— Je te préviens, Adolphe. Une fois, mais pas deux !

Je suis encore un peu éprouvé quand, une heure plus tard, je pousse la porte du *Saint-Claude* et m'engouffre dans le brouhaha paisible du café. Henri m'attend déjà, accoudé au bar.

— Allons dans le fond, nous serons plus tranquilles, propose-t-il en désignant une table dans un coin.

Nous sommes seuls dans la salle du fond. Henri se rapproche en s'appuyant sur la table et s'adresse à moi tout bas.

— J'ai été contacté par les Algériens.

— Ah oui ? dis-je sans sourciller.

Henri ne peut en aucun cas soupçonner que j'aide le FLN. En dehors de Marie-Aline et de quelques autres, personne n'est au courant. Henri se rapproche plus près.

— Ils cherchent un faussaire pour leur réseau.

Je masque mon étonnement.

— Tu fais partie de ceux qui s'insurgent contre la torture, alors j'ai parlé de toi… rajoute Henri.

— Je ne fais plus de faux papiers depuis longtemps, enfin, Henri, tu sais bien.

— Je sais que tu penses comme moi que cette guerre est absurde. Réfléchis, et dis-moi oui ou non.

— Qui sont ces Algériens qui t'ont contacté ?

— Le MNA (Mouvement national algérien).

En touillant mon café, je dévisage Henri un instant. Le MNA, premier parti indépendantiste algérien, dirigé par Messali Hadj, refuse de travailler de concert avec le FLN. Les deux partis se livrent même une sanguinaire guerre fratricide.

— Ils ont les hommes, les structures, c'est un très gros réseau, renchérit-il.

— Très bien, alors de quoi ont-ils besoin exactement ?

— Ils veulent cent cartes d'identité françaises. Ils ont de quoi payer. Dix millions de francs[1]. Alors, c'est oui ou c'est non ?

— Il me faut le temps de la réflexion, finis-je par répondre.

— D'accord, je vais leur dire. Dans une semaine, rendez-vous même lieu même heure.

Henri déchire une page de son journal en deux moitiés, et m'en confie une.

— Quelqu'un aura l'autre moitié, c'est à lui que tu donneras ta réponse.

Je glisse la demi-page de journal dans ma poche, salue Henri, quitte le café et m'enfonce dans le brouillard gris de la ville. Rien de tel qu'une marche rapide sur les quais pour réfléchir. Qu'est-ce que c'est que cette histoire, au juste ? Si le MNA a besoin de cartes d'identité, pourquoi ne pas les leur faire ? J'ai vu dans le passé qu'il est possible de travailler pour différents groupes à la fois, s'ils défendent les mêmes causes. Pendant la Résistance, je ne m'occupais pas de savoir si les demandes émanaient des FTP, de la MOI ou du MLN. Aujourd'hui je suis

indépendant, donc libre… Néanmoins deux choses graves me gênent, la première étant la bataille que le MNA et le FLN se livrent. Quant à la seconde, il s'agit de l'argent. Dix millions pour cent cartes, ce n'est pas la somme qui me choque. Il faut des moyens financiers pour produire des faux. Le temps, le matériel et les produits sont très coûteux. Mais que l'on me propose ainsi une somme définie à l'avance me renvoie directement à la question de l'éthique. Il faut que j'en parle à Jeanson avant de prendre une décision ; je dois justement le voir demain chez Marcelline pour faire le point des demandes en cours.

Une semaine plus tard, Philippe me téléphone :

— Adolphe, viens chez moi, il faut que je te parle, exige-t-il d'un ton autoritaire.

Immédiatement je fonce chez lui, inquiet qu'il ne se soit passé quelque chose de grave entre l'Algérien et lui. Un désaccord, une dispute, ou pire…

Philippe ouvre la porte et s'exclame :

— Ah, Adolphe ! Ton Algérien, il était d'une grande culture ! Dans le fond, ce qu'il fait, c'est de la résistance, comme nous. Si tu en as d'autres comme ça, tu peux me les envoyer.

Je ne peux m'empêcher de sourire en imaginant cette étonnante cohabitation.

Ils ont parlé de musique classique, de littérature et de philosophie, puis de leurs combats, et du racisme dont leurs peuples sont victimes.

L'heure tourne. Je passe la main dans ma poche pour vérifier que la demi-page de journal qu'Henri m'a remise la semaine dernière y est toujours et je remercie encore une fois Philippe de son hospitalité avant de prendre le chemin du *Saint-Claude* pour rencontrer l'émissaire du MNA, qui attend ma réponse concernant les cent cartes d'identité françaises.

« Fais gaffe, le MNA fricote avec les flics ! » m'a dit Francis après avoir mené son enquête.

Je m'installe en retrait, exactement à la même table que celle où j'étais avec Henri une semaine plus tôt, dans un coin de la salle du fond, à l'abri des oreilles indiscrètes. Un homme à tête de M. Tout-le-Monde, d'une quarantaine d'années, s'approche et s'assied à ma table. De sa poche, il retire sa moitié de coupure de journal et me la remet. Je lui donne la mienne. Il a l'œil triste et globuleux, un visage épais et rond qui ne correspond pas à la petitesse de ses mains arachnéennes, comme si elles n'étaient pas à lui. Un policier ? Peut-être. Peut-être pas. Nous tardons à communiquer. Il me regarde, je le regarde. Finalement, c'est moi qui brise le silence.

— Écoutez, j'ai bien réfléchi à votre proposition, et je n'exécuterai pas ce travail.

Il fronce les sourcils et un voile de déception parcourt soudain son visage. Je prends un air gêné avant de continuer, feignant d'être sincèrement désolé.

— Vous connaissez mon histoire. Vous savez ce que j'ai fait pendant la Résistance, n'est-ce pas ?

— Oui.

— Vous savez aussi que je suis juif… Ce n'est pas que je sois raciste… Mais ce sont quand même des Arabes…

L'homme hoche la tête. Apparemment, il comprend.

1 Anciens francs.

11

Juin 1961. Il y a quelques jours, alors que je rentrais chez moi, j'ai aperçu un homme, qui semblait attendre en bas de l'immeuble. Je lui ai trouvé la mine et l'habillement caractéristiques d'un policier. La façon d'attendre, trop naturelle. L'imperméable gris, le regard aiguisé et fourbe d'un renard. J'ai fait demi-tour avant qu'il ne me repère. J'ai marché. Je suis allé boire un café. À mon retour, il était toujours là. Je suis immédiatement reparti. Au Grand Rex se jouait l'adaptation du roman de Françoise Sagan *Aimez-vous Brahms ?* avec Ingrid Bergman, Yves Montand et Anthony Perkins. Je me suis noyé dans la file d'attente, jusqu'à la salle obscure, pour finalement rentrer beaucoup plus tard. Cette fois, l'homme n'était plus là. Paranoïa ? J'en doute. Après la vague d'arrestations de l'an dernier, aucun détail n'est à prendre à la légère. Presque tous les agents du réseau Jeanson sont sous les verrous. Quant aux autres, ils ont su disparaître quand il était encore temps. Jeanson lui-même, Daniel, son bras droit en charge des filières d'évasion, et quelques autres, « archi-grillés », ont fui munis de faux papiers. Ils ont rejoint le réseau belge de soutien au FLN, et poursuivent l'action de l'extérieur. Depuis, le réseau français fonctionne sous l'égide de l'organisation d'Henri Curiel. Mais en octobre dernier, Curiel, lui aussi capturé par la police, a finalement retrouvé à Fresnes les centaines de militants du FLN qui s'y morfondent. Nous ne sommes plus très nombreux, de l'ancienne organisation, à être encore en place. Si j'ai moi-même échappé aux arrestations, ce n'est pas par miracle. J'ai su imposer, non sans difficulté, qu'on ne défile pas au laboratoire comme dans un moulin. J'ai exigé de n'avoir qu'un seul contact, bien que ce ne soit pas toujours respecté, et je me suis appliqué à rester en retrait de la vie du réseau. Mais cette fois, ça sent vraiment le roussi. Il faut parfois savoir devancer les catastrophes, si je reste ici, l'étau finira par se resserrer autour de moi. L'homme du bas de l'immeuble n'est pas le seul indice. Il est envisageable que des filatures aient mené jusqu'à moi, car lors du procès, je n'ai pas pu empêcher les visites répétées de Roland Dumas, qui défendait les accusés

français, ni celles de Francis Jeanson, qui venait, déguisé, alors qu'il était recherché. Sans compter que le tapage médiatique autour du procès, du Manifeste des 121 et de l'arrestation de Georges Arnaud, emprisonné pour avoir réalisé une interview exclusive de Francis Jeanson en cavale, a suscité beaucoup d'émoi et rallié de nombreuses personnes à notre cause. Des nouvelles têtes ont été recrutées, des jeunes, pour succéder aux anciens, et parmi les « nouveaux », cooptés par parrainage, tous n'ont pas eu le temps d'être formés au b-a ba de la vie clandestine. Il y a des informations échangées par téléphone, des mesures de précaution et des codes qui ne sont pas respectés.

À la suite de la visite de l'homme suspect à l'imperméable gris, j'ai immédiatement donné l'alerte. En haut lieu, à Bruxelles, ils ont été unanimes, et catégoriques. On ne prend pas le risque que le laboratoire soit découvert. Demain, je quitte Paris dans le plus grand des secrets. Cette fois, c'est la clandestinité totale qui s'impose, et la fin de mon indépendance. Le laboratoire de faux papiers va être déménagé en Belgique, il me sera désormais versé une « permanence », comme aux autres membres du réseau, et l'organisation prendra en charge la totalité des frais techniques. Depuis quelques jours, j'organise ma fuite comme un marathon. Mille choses à penser, à organiser. D'abord, régler le « problème espagnol ». José, Carlos et Juan, trois républicains espagnols antifranquistes, que j'aide en parallèle depuis quelques années, sont venus tout à l'heure chercher chacun une « boîte » contenant des tampons, des encres, un métal à point de fusion très bas pour les tampons en relief et quelques outils qui devraient leur permettre de continuer sans moi durant mon absence.

J'avais aussi un large stock de documents vierges à constituer avant de partir, pour parer aux urgences, le temps de réinstaller un laboratoire opérationnel en Belgique. Pendant une semaine, la presse a tourné sans interruption.

Les préparatifs de mon départ étaient presque terminés. Je m'apprêtais à sortir pour rendre une dernière visite à mes deux enfants, Marthe et Serge, âgés de onze et dix ans, qui vivaient chez leur mère, quand Jeannette, mon agent de liaison, a déboulé au laboratoire en catastrophe. Elle voulait des clefs pour ouvrir un verrou Zénith. Je lui ai remis une dizaine de ces clefs, tout en lui expliquant que les Zénith sont des verrous de sûreté et qu'aucune n'allait marcher. Elle n'a rien voulu entendre et, après m'avoir fait promettre de l'attendre, elle est repartie aussi vite qu'elle était apparue.

Une heure plus tard, Jeannette était de retour. Comme je l'avais prédit, les clefs n'avaient pas fonctionné. Elle s'est affaissée dans l'un des larges fauteuils de la salle d'attente, et s'est tenu la tête entre les mains en poussant un long soupir.

— Tu ne veux pas me dire ce qu'il se passe ?

— Il faut que tu m'aides, Joseph. Un chef de section du FLN vient d'être arrêté avec sa compagne, une Française syndicaliste CGT chez Renault, dans l'appartement parisien où ils logeaient. Les flics n'ont heureusement rien trouvé sur place. Mais elle possède un autre appartement, à son nom, et c'est là qu'ils entreposaient les archives de la section. Si les flics trouvent cette adresse, ils auront les noms de centaines de militants FLN qui risquent la prison ou de se faire descendre par l'OAS si la police révèle leurs identités. Les clefs ne marchent pas, on ne peut pas défoncer la porte sans se faire repérer, je ne sais plus quoi faire.

C'était la toute première fois que je voyais Jeannette céder à la panique. Cette toute jeune femme de vingt-quatre ans, ancienne de l'IDHEC[1] et rédactrice pour la revue de cinéma *Positif*, m'avait été présentée comme mon agent de liaison il y a plus d'un an, quand tous mes contacts de l'ancienne génération avaient dû s'exiler. J'ai tout de suite compris que Jeannette était de celles qui n'ont pas froid aux yeux. Ses peurs ? Ravalées dès l'enfance, quand, blottie dans les bras de sa mère au milieu d'un groupe suivant un passeur, elle avait passé la ligne

de démarcation. Un soldat allemand avait surgi et emmené toutes les familles… sauf elle et sa mère, qu'un geste désespéré avait projetées dans les fourrés. De ce souvenir, de celui des cailloux qu'on jetait sur sa sœur en l'injuriant, « youpine ! », Jeannette a gardé la sensation ardente de la brûlure du racisme, le besoin insatiable de lutter contre l'injustice, et l'idée qu'un engagement doit être total et absolu. Elle et moi ne pouvions que nous entendre.

« Elle s'appelle Mme François, et sa porte est au deuxième étage à droite », avait murmuré Jeannette en griffonnant l'adresse de l'appartement sur un bout de papier. Puis, avant de dévaler l'escalier vers une autre mission, elle avait chuchoté : « Merci, Jo. Je te revaudrai ça. »

Depuis, je m'exerce au maniement du pied-de-biche. Je viens de forcer sans mal la porte des toilettes du laboratoire, mais en laissant d'énormes et vilaines marques sur le bois. Il faut que je trouve le moyen d'opérer plus proprement avant de m'attaquer à celle de la cuisine. Avec une fine plaque de métal coincée entre le pied-de-biche et la porte, peut-être. Je tente un essai. Un grand coup d'épaule, et la porte cède, sans une écorchure.

Après avoir forcé deux autres portes pour l'entraînement, je saisis, dans le troisième tiroir de la commode de la chambre noire, une carte d'identité française vierge, déjà faite à l'avance. À la machine à écrire, je remplis, Nom : François, Prénom : Julien. Ainsi je me ferai passer pour son frère. Je me taille soigneusement la barbe, puis je passe au studio de prise de vues pour réaliser un autoportrait, que je développe au format photo d'identité. Je colle le timbre fiscal, je tamponne puis vieillis et abîme la carte pour qu'elle ait l'air moins neuve. Il est déjà vingt et une heures et le soleil achève sa chute. Je n'irai pas cette nuit, quoi qu'en dise Jeannette. De quoi aurais-je l'air ? D'un cambrioleur ? Mieux vaut procéder ouvertement pour ne pas éveiller les soupçons. J'irai donc demain matin, avant de prendre le train pour Bruxelles, d'autant que j'ai

encore mes affaires à planquer. Dans une grande malle, j'entrepose toutes les pièces compromettantes de mon laboratoire, plaques de photogravure, papiers de toutes les nationalités, timbres fiscaux, tampons, et la dépose dans le coffre d'une voiture empruntée à une amie quelques heures plus tôt. Si la police m'arrête au domicile de Mme François et découvre mon identité, elle ne trouvera rien chez moi. Il est préférable qu'ils pensent avoir affaire à un porteur de valises, plutôt qu'au faussaire du FLN. J'irai garer la Citroën pas très loin, du côté de la rue du Louvre, et j'informerai mon amie de l'emplacement de sa voiture. Si demain soir elle était toujours sans nouvelles de moi, elle récupérerait le contenu du coffre et le confierait à Marie-Aline, qui saurait quoi en faire.

Le lendemain, huit heures du matin. Je descends comme chaque jour au bistro d'en bas avaler mon café. Accoudé au comptoir, je discerne la conversation du patron avec un vieil alcoolique fatigué.

— Z'avez vu ça ! Y z'ont encore coincé une putain du FLN !

Le patron brandit son journal sous le nez du client, qui hoche la tête sans conviction. Je demande à voir. L'article fait la une du journal *France Soir*. Une grande photo de Mme François et de son compagnon, un des responsables FLN de la région parisienne. La presse en parle déjà. Je n'ai pas une minute à perdre. Je règle l'addition et remonte quatre à quatre les marches de l'escalier menant au laboratoire. Deux minutes plus tard, je quitte mon domicile les mains gantées, muni d'une grande valise, et saute dans le premier taxi.

Arrivé sur place, un petit immeuble HLM d'Aubervilliers, impossible d'éviter la loge de la concierge. Elle a sans doute lu le journal. Je préfère aller me présenter.

— Bonjour, je suis Julien François, le frère de Mme François, du deuxième étage.

Pour la mettre en confiance, je lui présente ma carte d'identité. Constatant qu'elle n'a ni bonne ni mauvaise réaction, je l'interroge, pour voir. Qu'elle décide d'appeler la police ou non, au moins je saurai à quoi m'en tenir et combien de temps j'ai devant moi pour opérer.

— Vous êtes au courant pour ma sœur ?

Elle me fixe, l'air curieux :

— Non. Il lui est arrivé quelque chose ?

— Oui. Personne ne vous a dit ?

— Eh bien non. Qu'y a-t-il ?

— Elle est hospitalisée à cause d'une paratyphoïde. Elle m'a demandé de lui apporter quelques affaires et je n'ai pas les clefs. Je voulais vous prévenir que je vais ouvrir la porte et changer la serrure.

— Ah, oui oui, allez-y. Et comment va votre mère ?

— Oh, vous savez, elle vieillit.

Je monte au deuxième et repère la porte. Sous la pression du pied-de-biche, elle lâche du premier coup. Je pénètre dans une pièce sombre aux volets fermés. J'appuie sur l'interrupteur, mais il ne fonctionne pas. Le compteur de l'entrée est en position éteint. Bizarre. C'est probablement piégé. Je n'y touche pas. La remise en marche pourrait actionner un système pour prévenir le commissariat du coin et j'aurais droit au comité d'accueil en bas de l'immeuble. De toute façon, j'ai toujours une lampe de poche sur moi.

Avant toute chose, je remplace le verrou. Puis je jette un œil à l'intérieur de l'appartement. Le gros buffet de cuisine dont m'a parlé Jeannette est devant moi. C'est là que se trouvent les archives, mais impossible de l'ouvrir, il est fermé à clef.

À nouveau, je force la serrure. J'éclaire à la lampe torche. Il y a des piles de dossiers, entassés les uns à côté des autres. J'en feuillette un. Des noms de militants, leurs adresses, le montant des cotisations. Dans un autre, des rapports concernant des incidents et des missions, avec les noms des responsables à chaque niveau de la hiérarchie. Encore un autre… Une liste de noms d'Algériens engagés chez les harkis par ordre du FLN. J'ai froid dans le dos. Documents, rapports, comptabilité,

correspondances, dossier après dossier, c'est toute la vie quotidienne de la section qui est étalée là. Je dois faire vite. Si la police mettait la main là-dessus, ce serait un vrai massacre.

Je fourre pêle-mêle tous les documents dans une valise et m'apprête à repartir, mais je m'interromps soudain, comme figé par un pressentiment. Et s'il y avait d'autres pièces à conviction éparpillées ailleurs ?

Par acquit de conscience, je fais le tour de l'appartement. Dans un placard voisin, je découvre d'autres dossiers. Puis, dans les toilettes, plusieurs sacs-poubelle contenant des liasses de feuilles déchirées en quatre, donc très faciles à reconstituer. C'est une catastrophe. Impossible de transporter toute la quantité de papier en une seule fois. Impossible de la brûler. Je n'ai pas le choix, je dois faire le tri, ne conserver que les papiers les plus importants, ceux qui comportent des noms, des photos, des informations cruciales. Je ne touche pas aux postes de radio ni au fusil trouvés dans le placard. Pas le temps, pas la place. Je referme le nouveau verrou à double tour en partant et, muni de ma lourde valise, je redescends l'escalier. En bas, je croise de nouveau la concierge et lui remets un billet. Ni trop ni pas assez.

— Je lui apporte juste cette valise pour le moment, et demain, ne soyez pas étonnée, j'enverrai mon neveu pour qu'il fasse un peu de ménage. Quand tout sera propre, il vous remettra les nouvelles clefs.

Jeannette m'avait demandé de remettre les archives à Livio, à midi, à la brasserie *Terminus Nord*, face à la gare. Pour m'y rendre, je change plusieurs fois de taxi. À cause du tri des papiers, j'arrive avec une heure et demi de retard. Livio m'attend, nerveux, vert d'inquiétude.

Je m'installe et glisse la valise sous la table.

— Voilà le paquet.

— Je ne peux pas le prendre, répond-il tout en le repoussant vers moi d'un geste du pied.

— Pourquoi ?

— Je suis responsable de l'Association des étudiants algériens. Je suis fiché.

— Ça, ce n'était pas prévu… Bon, la valise, je vais m'en occuper. Mais il reste encore plein de choses dans l'appartement. Des documents, un fusil, des radios.

— Je peux envoyer un homme.

— Voilà les clefs.

En repartant avec la valise, je redouble de vigilance. Un coup d'œil à ma montre. Mon train pour la Belgique vient de quitter la gare.

1 Institut des hautes études cinématographiques.

12

Après sept ans de lutte d'indépendance, et tandis qu'en ville les bombes de l'OAS soufflaient chaque jour, que dans les maquis d'Algérie les massacres, les tortures n'en finissaient pas, qu'à Paris la manifestation pacifique du 17 octobre tournait au drame, et qu'à Fresnes les grèves de la faim reprenaient de plus belle, à Bruxelles, au laboratoire de la rue de la Loi, la charge du remplissage des faux papiers du réseau incombait désormais à Gloria de Herrera, alias « Katia », sous ma supervision, car, en plus des travaux de photogravure et d'impression de papiers, j'avais une tout autre mission à exécuter.

Inonder la France de fausse monnaie pour déstabiliser l'économie du pays si le gouvernement s'entêtait à refuser d'ouvrir les négociations, l'idée ne datait pas d'hier. Un chantage économique, en somme. Une action plus radicale pour accélérer la fin des hostilités. Mais pour être pris au sérieux, encore fallait-il être crédible. Passer aux actes.

Il y avait déjà eu une tentative. Pablo, dirigeant de la IV^e^ Internationale, avait regroupé aux Pays-Bas plusieurs imprimeurs de qualité. Mais ils ne pouvaient deviner que l'un d'entre eux était filé par un agent des services spéciaux néerlandais. Quand la police les avait arrêtés, la fabrication des billets venait de commencer.

Cette fois, il n'était donc pas question de jouer les apprentis sorciers en s'alliant avec qui que ce soit. Mon laboratoire n'avait certes pas la rapidité d'impression d'une imprimerie nationale, mais en une semaine j'étais tout de même parvenu à entasser un premier carton de billets de cent nouveaux francs dans la salle de stock du laboratoire. Seuls Daniel, Omar et Katia étaient dans la confidence. Nous n'avions pas arrêté de montant précis. Je produisais tant que la guerre ne trouvait pas d'issue, tel était le plan.

Ma nouvelle vie de Belge avait démarré sur des émotions fortes. À cause du déménagement du HLM de Mme François, j'étais arrivé à Bruxelles avec vingt-quatre heures de retard. J'avais finalement caché la valise d'archives et le reste des affaires compromettantes dans les placards en soupente du studio de prise de vues, et prié Marie-Aline de s'occuper de me les transférer. J'étais donc monté dans le train à l'heure convenue, mais un jour plus tard, le cœur serré de n'être pas parvenu à trouver le temps d'embrasser mes enfants.

Quand je suis arrivé sur le lieu de rendez-vous, un meublé bruxellois, on ne m'y attendait plus. Il y avait là Omar Boudaoud, chef du Comité fédéral de la Fédération de France du FLN, dirigeant de l'organisation depuis 1957, que je rencontrais pour la première fois, Jeannette, qui sanglotait, inconsolable à l'idée que j'avais pu être arrêté par sa faute, et Katia, qui allait bientôt devenir mon bras droit, et aussi ma compagne. Mon apparition miraculeuse provoqua un immense soulagement, comme si je ressuscitais soudain, et, avec moi, les centaines de noms de militants qui figuraient sur les documents d'archives.

Entre Omar et moi, le plaisir réciproque de se rencontrer ne fut pas feint. J'avais souvent entendu vanter les qualités de dirigeant d'Omar, et j'étais satisfait de constater que l'homme était à la mesure de sa réputation. Il avait l'envergure d'un grand chef, il respirait la sérénité, l'intelligence, la rapidité de jugement. Mon passé de résistant, mon expérience de la clandestinité et mon engagement auprès des Algériens en tant que Juif lui inspiraient un respect tout particulier.

Depuis déjà quelques semaines, je mûrissais l'idée de retenter le coup des faux billets. Dès que nous fûmes seuls, je lui confiai le projet. Omar n'était pas très enthousiaste, surtout après l'épisode néerlandais. S'il était vrai que l'opération avait échoué, l'idée me paraissait pourtant bonne et méritait qu'on s'y attarde. Je fis part à Omar de mon sentiment sur cette interminable guerre. Si elle durait encore des années, au rythme auquel la haine montait de part et d'autre de la Méditerranée, nous pourrions bientôt nous asseoir définitivement sur nos espoirs d'amitié franco-

algérienne. J'avais la sensation que tout ce que nous pouvions faire avait déjà été tenté, la lutte armée, la négociation diplomatique, la propagande intellectuelle, le débat politique, l'insoumission des jeunes soldats. Et j'avais la crainte que les attentats meurtriers de l'OAS suscitent des réponses d'une même violence. C'était déjà grâce à l'intervention de notre réseau, et particulièrement à la plaidoirie de Francis Jeanson, que la guerre avait été évitée sur le sol français. À l'époque, en 1958, la Fédération de France du FLN préparait une série d'attentats en métropole pour répondre à quatre années de guerre. Francis avait su convaincre Omar de ne porter les attaques que sur des cibles militaires, policières et industrielles. En tant que pacifiste, je voyais le projet « faux billets » comme un excellent moyen de faire pression sans rentrer dans l'engrenage de la violence. Je savais qu'un conflit long de sept ans n'était pas sans conséquences sur les caisses de l'État. Le gouvernement prendrait-il le risque de voir fragiliser son économie déjà vacillante ? Finalement, Omar ne posa pas d'objection et nous décidâmes de lancer l'opération, en gardant bien sûr la priorité aux faux papiers.

La Belgique jouait un rôle de plaque tournante pour les passages de frontières. Les lois belges exigeaient des étrangers qu'ils ne se déclarent qu'au bout de trois mois de résidence. Chaque trimestre, nous devions déménager et changer d'identité, de cette façon nous n'avions jamais à nous déclarer à la police. Beaucoup de décisions étaient prises ici, en haut lieu. Les cinq membres du comité fédéral de direction, Omar Boudaoud, le chef, Kaddour Ladlani, alias « Pedro », responsable général de l'organisation, Ali Haroun, responsable de la presse et de l'information, Saïd Bouaziz, responsable de la branche armée dite Organisation spéciale (OS), Abdelkrim Souici, trésorier, passaient par la Belgique au moins une fois par mois, mais souvent beaucoup plus. Ce n'était donc pas un hasard si beaucoup d'anciens du réseau Jeanson se planquaient ici depuis plusieurs années. De Belgique, la lutte pouvait continuer. Daniel, l'adjoint de Francis, n'avait jamais abandonné sa charge de responsable des filières d'évasion. Remplacé en France par le bras droit de Curiel, il gérait désormais tous les passages de

frontières extérieurs. Le réseau belge était parfaitement structuré par des femmes et des hommes au courage incontestable, des passeurs pour la plupart, qui franchissaient les frontières belge, française, allemande, suisse et italienne, et qui n'ont jamais rechigné quand il m'arrivait de les réveiller à quatre heures du matin pour leur apporter les papiers nécessaires à une mission urgente. Au niveau policier, la Belgique donnait le sentiment d'un calme absolu comparé à l'omniprésence de la police de Papon en France. Je ne me suis jamais senti suivi. Mais c'était un faux calme : quand on ouvrait sa voiture, quand on recevait un colis, il fallait se méfier des plasticages. Les attaques sanglantes de l'OAS dépassaient largement les frontières de la France.

En arrivant, je dus tout reprendre à zéro, sans perdre une minute. Il avait été convenu dès le départ que Katia me seconderait, car elle était artiste peintre surréaliste et avait reçu une formation de restauratrice d'œuvres d'art. Américaine, très impliquée depuis le début du réseau Jeanson et communiste engagée, elle avait fui le maccarthysme avec ses amis Man Ray et André Breton, ensemble sur le même bateau. C'est elle qui s'occupa de me trouver un local, avant mon arrivée, chez un couple du réseau belge qui vivait dans un grand appartement avec ses enfants et qui nous laissait utiliser une pièce. Nous arrivions le matin après leur départ, et repartions le soir avant qu'ils ne rentrent. Dans ce local, je parvins à monter de toutes pièces un laboratoire fonctionnel en vingt-quatre heures. J'achetai puis transformai un petit agrandisseur en appareil de reproduction pour réaliser les typons. Je fis acheter une presse à main, une toute petite de rien du tout comparée à mon immense « litho » de la rue des Jeûneurs avec laquelle j'imprimais les papiers, mais un à un. Je confectionnai des plaques photosensibles pour imprimer à plat et en relief. Ma centrifugeuse était fabriquée non plus avec une roue de vélo comme à l'époque de la Résistance, mais avec un tourne-disque 78-tours électrique, dont j'avais bricolé la courroie de transmission interne pour faire varier les vitesses.

Très vite, il fallut déménager. Un camarade du réseau loua pour nous un grand local rue de la Loi, à l'adresse – je l'appris bien plus tard – qui fut celle de l'antenne belge de l'Orchestre rouge[1], et la production de fausse monnaie put débuter.

Mon choix se porta sur les billets de cent nouveaux francs, qui représentaient une somme suffisamment importante. Il fallut étudier les structures du papier, son poids, sa rigidité, le bruit qu'il faisait lorsqu'on le chiffonnait ou qu'on le claquait entre ses doigts, son grain au toucher. Je me mis en quête de papier ressemblant et me rendis chez tous les vendeurs de la ville, à la recherche de différents échantillons à mélanger. Par chance, en fouillant dans les stocks d'un grossiste, j'en trouvai un qui me paraissait très proche. Il me suffit alors de le teinter très légèrement, grâce à un procédé de teinture à l'alcool, afin que la structure du papier ne gonfle pas trop pendant le trempage, pour obtenir une base identique aux billets de banque. Puis, avec un laminoir spécial de ma fabrication, réglé très serré, je lissai et affinai le papier. Napoléon y était représenté en veste vert bouteille striée de jaune à col carmin, le regard dirigé vers l'Arc de triomphe. L'encre noire du numérotage comportait un relief. Les contours étaient chargés d'ornements et de fioritures compliqués, rosaces et gerbes de fleurs entrelacées, avec d'importantes variations de couleurs. Le choix des encres et des teintures nécessaires à la fabrication fut pour moi un véritable casse-tête. Enfin, j'analysai les filigranes de densités supérieures et inférieures. Il y en avait aussi en couleurs. Au bout de plusieurs semaines de recherches et de tests, j'aboutis enfin à des essais concluants. Et, peu à peu, les billets commencèrent à s'amasser dans la salle de stock du laboratoire. D'abord un petit carton. Puis deux, puis trois…

C'était la fin de l'après-midi, un jour tout à fait ordinaire. Katia bâillait et se frottait les yeux. Il restait une dernière photo à poser sur un permis de conduire avant de rentrer chez nous. La nuit précédente, nous avions

peu dormi à cause d'une urgence de dernière minute. Daniel avait frappé à notre porte tard le soir pour nous demander deux cartes d'identité et deux permis de conduire que Cécile Marion, alias « Maria », devait porter à la frontière française en pleine nuit en passant par la forêt. J'étais donc retourné au laboratoire à une heure tardive, accompagné de Katia qui ne voulait pas rester seule. Les papiers terminés, nous les avions déposés chez Maria, qui s'était assoupie en nous attendant. Elle nous avait accueillis les yeux collés de sommeil, mais en souriant tout de même, comme toujours. Depuis cinq ans, Maria ne ménageait pas sa peine. Parce qu'elle était blonde, angélique et passe-partout, l'organisation comptait sur elle pour beaucoup de liaisons. Il lui restait plus d'une heure à patienter, jusqu'à trois heures du matin, avant de monter en voiture, et nous lui avions proposé de rester avec elle pour l'aider à tenir.

Katia alluma sa cigarette et soupira tandis que je fermais le dernier œillet de la photo sur la carte d'identité.

— Je t'attends dehors, j'ai besoin d'air, dit-elle en enfilant son manteau.

Avant d'éteindre toutes les lumières, j'ouvris la porte du stock pour jeter un œil, comme chaque soir, à ma production, qui grossissait. Plus d'un mètre carré de cartons remplis de billets bien tassés de cent nouveaux francs. Quelle somme cela pouvait-il bien représenter ? Franchement, aucune idée ; je ne pris jamais la peine de compter. Je refermai la porte avant de rejoindre Katia dehors. Chaque soir, nous marchions pour rentrer jusque chez nous afin de profiter un peu de la lumière du jour. Nous venions, quelques jours plus tôt, pour la quatrième fois, de changer d'identité et de déménager, comme l'exigeait la règle de notre vie clandestine belge. Notre nouvel appartement, un meublé sans charme particulier, avait une jolie vue, qui surplombait le quartier des Sablons. À peine arrivée à la maison, Katia alluma la radio, par automatisme, puis déposa sa veste et son sac sur le porte-manteau, et s'apprêtait à allumer une cigarette en s'affalant sur le sofa quand elle se

figea soudain et retint sa respiration. La radio braillait. « Un jour historique », répétait le journaliste. Les accords d'Évian venaient d'être signés. C'était le 18 mars 1962, le cessez-le-feu venait d'être proclamé. L'Algérie indépendante. Le fruit de tant d'années d'efforts. Katia plongea ses yeux dans les miens, un regard qui exprimait la paix et le soulagement. Autour de nous, la ville était calme, presque immobile. Pas d'éclats de joie ni de youyous, Bruxelles ne « fêtait » pas l'indépendance.

Chez nous non plus il n'y eut pas de fête, mais nous étions heureux.

Immédiatement, mon tout premier réflexe fut de me précipiter sur le téléphone et d'appeler Jeannine, mon ex-femme, pour parler à mes enfants. Depuis le temps que j'attendais ce moment ! J'avais passé presque deux ans sans les voir. J'étais fébrile en composant le numéro. Jeannine décrocha, je pouvais entendre les voix et les rires de Marthe et de Serge, qui jouaient juste à côté, tout près de mon oreille. Quand je lui eus longuement tout expliqué et demandé de bien vouloir m'envoyer les enfants par le train, je me souviens de cette phrase de Jeannine : « Nous te croyions mort, Adolphe, mais je savais que, si tu ne l'étais pas, tu accomplissais forcément quelque chose de bien. »

— Et l'argent, qu'est-ce que vous en avez fait ?

À ton avis ? On l'a brûlé. Et l'idée d'en faire autre chose ne nous a jamais effleuré l'esprit. Et puis, tu t'imagines bien que je n'étais pas fou au point de numéroter les billets. Nous étions déterminés à les mettre en circulation si la guerre persistait, et dans ce cas je me serais occupé de la numérotation. Mais j'espérais malgré tout n'avoir jamais à le faire, et que le conflit trouverait une issue diplomatique plus glorieuse.

Les histoires de sous entraînent irrémédiablement de gros ennuis. C'est chaque fois avec l'argent que commencent les emmerdes. J'avais bien sûr une confiance absolue en Katia, qui était la seule à savoir où se trouvait la fausse monnaie. Mais une information aurait pu échapper à notre vigilance, quelqu'un aurait pu nous entendre parler, comprendre ce que nous faisions. L'argent attise les convoitises, et possède à lui seul le pouvoir d'altérer l'engagement et de corrompre les âmes qu'on supposait

les plus intègres. Les numéroter trop tôt, c'était peut-être signer mon arrêt de mort. Au lancement du projet « fausse monnaie », plusieurs évènements m'ont incité à rester sur mes gardes. Des personnes autour de moi ont changé de comportement du jour au lendemain. Je me souviens par exemple d'une femme du réseau qui s'est soudain mise à me faire des avances, alors que nous nous connaissions depuis quatre ans et qu'il n'y avait jamais eu de cela entre nous. C'est fatigant de se méfier de tout et de tous. Je n'étais pas mécontent de me libérer de l'argent. J'allais à nouveau pouvoir vivre sereinement.

Ne crois pas qu'il soit facile de brûler des billets. Il est vrai que ça s'enflamme très bien, mais ça s'envole aussi. Il nous a fallu près d'un mois pour en venir à bout. Une telle quantité ! Aidé de Katia j'ai creusé un trou dans le jardin d'un ami belge du réseau, pour les détruire par petites quantités chaque jour. Un feu de joie qui nous a paru interminable. J'ai regardé s'embraser près d'un an de travail. J'ai aimé ça, voir les billets se consumer. J'étais exalté, ivre du temps de paix retrouvé.

1 Le réseau d'espionnage russe antinazi dirigé par Léopold Trepper pendant la Seconde Guerre mondiale.

13

Je suis revenu en France dans le courant de l'été 1963, exactement un an après le cessez-le-feu en Algérie. La guerre terminée, ma tâche en Belgique n'était pas achevée pour autant. Il fallait continuer d'assurer la sécurité des dirigeants et des membres du réseau restés en clandestinité, leur faire repasser les frontières dans l'autre sens, organiser leur retour, et puis tout liquider, locaux, appartements, voitures, brûler le matériel compromettant, effacer jusqu'à la dernière trace d'illégalité. Une année a été nécessaire pour en venir à bout.

Je savais que beaucoup d'anciens du réseau étaient partis en Algérie pour participer à la reconstruction du pays, mais je n'avais pour le moment aucune raison de les rejoindre. J'avais fait ce que j'avais à faire, l'Algérie était indépendante, et je jugeais que les affaires politiques du pays n'étaient pas de mon ressort, d'autant que les luttes fratricides engendrées par la course au pouvoir des anciens responsables de la révolution m'avaient totalement décontenancé. La lutte anticoloniale achevée, ils se faisaient la guerre entre eux. Pire encore, le sort des harkis m'avait profondément choqué. J'étais furieux de l'attitude du gouvernement algérien, qui laissait les massacres se produire, mais plus encore de celle, absolument immorale, du gouvernement français, qui les avait lâchement abandonnés sur place alors qu'il savait pertinemment à quel sort ils étaient destinés.

Katia aussi voulait rentrer en France. Nous avons emprunté la voiture d'un ami du réseau belge et traversé la frontière clandestinement pour regagner Paris. En vérité, je n'aurais rien risqué à voyager sous mon vrai nom, mais j'avais fui dans l'illégalité, et mes papiers étaient restés cachés

au laboratoire de la rue des Jeûneurs. Pour Katia, en revanche, la situation était plus compliquée puisque, comme une épée de Damoclès, une condamnation traînait toujours au-dessus de sa tête. Lors du démantèlement du réseau Jeanson, elle aurait dû être enfermée comme les autres dans l'attente de l'ouverture du procès, mais grâce à sa nationalité américaine, elle avait pu bénéficier d'une liberté provisoire. Ne nous faisant aucune illusion sur le verdict et la peine qu'elle encourait, nous avions décidé avec Francis Jeanson de l'évacuer aussitôt vers la Suisse, puis l'Allemagne et finalement la Belgique. Elle avait traversé les frontières munie de faux papiers et coiffée de perruques, car son portrait avait fait la une des journaux, notamment dans un article[1] intitulé « Voici les Parisiennes du FLN », qui la présentait comme l'agent recruteur du réseau. Condamnée par contumace, elle était la seule des femmes arrêtées à avoir échappé à la Petite Roquette.

J'ai retrouvé mon laboratoire de la rue des Jeûneurs. J'avais continué de payer le loyer par l'intermédiaire de Marie-Aline, et M. Petit, profitant de mon absence prolongée, s'était installé un bureau dans ce qui avait été ma salle à manger. Il craignait, en me voyant revenir, que j'exige qu'il quitte les lieux. Or c'était tout le contraire. Les spacieux locaux permettaient parfaitement qu'il reste, et j'étais à la fois surpris et ravi qu'il ait été là pour garder tout en l'état. J'ai remis la société en marche, repris mes activités de photographe, retrouvé intacts mes boîtes et leur précieux contenu. Katia et moi avons emménagé dans un petit appartement, et je me suis manifesté auprès de mes amis, de ma famille et de mes clients.

Deux histoires circulaient pour expliquer ma disparition. Les uns savaient, puisqu'ils avaient eux aussi participé à l'action. Pour les autres, j'étais parti travailler pour Agfa en Allemagne après ma rupture avec Marie-Aline, préférant m'éloigner de Paris le temps d'oublier.

Il faisait beau, c'était l'été. Les vacanciers avaient déserté la ville et il ne restait à Paris que son calme et ses allures de carte postale. La mode était à la coupe garçonne pour les filles et aux pantalons colorés pour les garçons. La guerre, les soucis étaient derrière nous. J'étais heureux d'être de retour, de sillonner les rues ensoleillées, les quais et les jardins, et d'immortaliser cette période paisible avec mon appareil photo.

Mais Katia allait mal. Elle vivait ce que j'appelais la « déprime de l'ancien combattant », ce profond mal-être qui ne m'était malheureusement pas inconnu, puisque je l'avais moi-même vécu à la fin de chaque combat. La vie clandestine a des conséquences indélébiles. Elle s'imprime au plus profond de soi, et ne s'efface pas d'un revers de la main. Lorsqu'on a appris à vivre avec la peur au ventre, risqué sa vie, sa liberté, vécu des aventures dangereuses et romanesques, à en avoir des vertiges, toujours dans l'urgence et le don de soi à une cause qu'on a jugée pure, la réinsertion est une épreuve douloureuse. Katia n'arrivait plus à peindre, ni à s'émouvoir et à se satisfaire des choses simples. Elle se sentait seule, inutile. L'euphorie mêlée d'angoisse, si caractéristique de la clandestinité, s'était évaporée. Le quotidien lui apparaissait atrocement fade et futile. Tout son être cédait à la mélancolie.

J'avais beau être aux petits soins, redoubler d'efforts, d'inventivité pour l'égayer et la réconforter, rien de ce que je pouvais faire ou dire ne réussissait à la guérir.

En dépit de notre amour, elle ne parvenait pas à oublier que Véra, son ancienne compagne, était toujours prisonnière à la Petite Roquette, et qu'étant elle-même en situation irrégulière, il était évidemment hors de question qu'elle lui rende visite.

Elle ne sortait plus, refusait de se montrer dans cet état d'apathie, déclinait les invitations répétées de ses anciens amis, ne fréquentait plus le milieu des peintres surréalistes. Résolue à subir seule le poids de sa tristesse, Katia noyait son tourment dans le fond de sa bouteille de whisky, et ne trouvait le sommeil qu'à la dernière goutte.

Je comprenais, tout en constatant que ma présence ne lui était d'aucun secours. Alors j'ai décidé de m'enfermer, moi aussi, mais au laboratoire. Ma thérapie s'effectuerait par le travail. J'avais des projets pour l'avenir, des ambitions personnelles cette fois. Je voulais développer mes photos, des milliers de clichés pris depuis la Libération. Je projetais d'exposer enfin mes œuvres, et de devenir, pourquoi pas, l'artiste que l'engagement politique ne m'avait jamais permis d'être. Mes boîtes étaient pleines de photographies magnifiques qui n'attendaient qu'à être mises en lumière. Et puis j'avais trente-huit ans. Mes amis commençaient à se faire un nom, chacun dans son domaine. Puisque jusqu'ici je n'avais jamais pensé à ma carrière, j'estimais qu'il était temps.

Mais à peine étais-je rentré que, avertis de mon retour par des amis communs, les Espagnols antifranquistes revinrent me voir. J'avais déjà réfléchi à l'éventualité que mon passé me rattrape, mais pas imaginé que j'aurais si peu de répit. Je supposais que les formations accélérées dispensées avant mon départ assureraient leur autonomie définitive. Mais il ne suffit pas d'être un bon élève pour être un bon faussaire. C'est de la recherche permanente, car les papiers changent sans cesse. Pour permettre à quelqu'un d'entrer en clandestinité, il n'y a pas que des papiers d'identité à produire, mais tout un tas de documents, du permis de conduire au justificatif de domicile.

Il fallut leur reprogrammer des stages, selon un agenda toujours très contraignant. José le communiste, Carlos le trotskiste et Juan l'anarchiste, qui eurent tous trois l'intelligence de ne pas me demander où j'étais passé durant ces deux dernières années, refusaient toujours de se voir et de travailler ensemble à cause de leurs divergences d'opinions politiques. Je n'avais qu'une hâte : que la formation de mes apprentis arrive à son terme le plus rapidement possible afin qu'ils me laissent en paix, et surtout, bien sûr, que leurs efforts permettent à l'Espagne de se débarrasser du sinistre Franco. Mais avant tout, je ne voulais plus faire le sacrifice de ma liberté. En tout cas, tel était mon état d'esprit quand je fis la connaissance d'un homme hors du commun au destin duquel j'allais, ce jour-là, mêler le mien pour les années à venir.

C’était un après-midi de septembre. Je ne sais par quel hasard, plusieurs clients se trouvaient en même temps au laboratoire – chose très rare – et ils patientaient entassés dans la salle d’attente. L’homme en question était de taille moyenne, les épaules carrées, un certain embonpoint et d’énormes moustaches noires à la Brassens. De tous les clients, il était arrivé le premier, mais rien ne le pressait, assura-t-il, et il fit preuve d’une immense courtoisie en insistant pour laisser passer tous les autres avant lui. Il sortit son journal et patienta tranquillement, enfoncé dans un fauteuil de mon antichambre.

Lorsqu’il n’y eut plus que lui et moi, il se leva et me tendit la main :

— Je suis Stéphane, je viens de la part de Jeannette, j’aimerais te parler.

Qu’il se présente par un prénom, vienne de la part de Jeannette, mon ancien agent de liaison, et me tutoie d’emblée, indiquait son appartenance aux réseaux de soutien du FLN. Je bouclai toutes les portes pour que nous puissions parler de choses sérieuses.

Laisse-moi te le présenter brièvement. « Stéphane », Georges Mattéi de son vrai nom, avait la trentaine. D’origine corse, issu d’une famille de résistants communistes FTP, il avait fait son service en Algérie, où l’armée lui avait « appris à tuer », disait-il, puis, comme ceux de sa génération, avait été rappelé en 1956 pour « pacifier » l’Algérie. Antimilitariste convaincu, repéré comme meneur lors des manifestations de rappelés pour avoir scandé plus fort que les autres sa volonté de paix en Algérie, il fut affecté par sa hiérarchie militaire avec les « durs à cuire » en zone de combat de Grande-Kabylie. Il y fut témoin des tortures, qu’il tenta de dénoncer à son retour en publiant un article intitulé « Jours kabyles » dans *Les Temps modernes*.

Journaliste, proche de Sartre et de Beauvoir, humaniste surtout, il prit en 1959 la charge des filières d’évasion des valises pour le compte du

réseau Curiel, après le démantèlement du réseau Jeanson. L'efficacité rare dont il fit preuve lui valut de devenir le bras droit d'Henri Curiel jusqu'au cessez-le-feu.

Mattéi et moi échangeâmes nos opinions sur l'Algérie. En 1962, il s'était rendu là-bas, pour voir, mais n'avait pas souhaité s'installer comme « pied-rouge », jugeant que la reconstruction algérienne était l'affaire des Algériens, et que d'y collaborer en tant que Français lui donnait l'impression désagréable de participer à une forme de colonialisme déguisé.

Nous partagions sur bien des points la même pensée, et nous inquiétions de l'émergence d'un courant religieux fondamentaliste. Malgré tout, nous étions conscients qu'il faut laisser du temps à un peuple pour se reconstruire une identité après cent trente ans de colonisation, et nous conservions nos plus vifs espoirs quant à l'avenir du pays.

Il m'informa de l'action des mouvements de libération africains, qui désormais avaient leurs bureaux à Alger, soutenus par le gouvernement algérien. De France, Curiel les aidait par le biais de son organisation, qui conjuguait actions de solidarité légales et activités souterraines, dont la coordination était du ressort de Stéphane. S'il avait accepté cette tâche avec enthousiasme, Mattéi rejetait cependant toute appartenance au groupe de Curiel, par souci d'indépendance d'une part, mais aussi pour des questions de divergences politiques, surtout après le ralliement de Curiel à Ben Bella, qui avait refroidi leurs relations sans toutefois mettre un terme à leur collaboration.

Mattéi n'avait d'ailleurs pas le regard rivé sur le seul continent africain. Il se préoccupait également de l'avancement des luttes révolutionnaires sud-américaines.

Lors de son premier voyage à Cuba en 1961, il s'était fait de nombreux contacts et avait noué des amitiés sincères et durables avec les responsables révolutionnaires d'Amérique du Sud, notamment

d'Argentine, du Venezuela, du Brésil, du Chili et de l'île de Saint-Domingue.

Le moustachu me plut. Il n'était pas prétentieux, ne faisait pas de mystères ni de discours fleuves sur son action. Rattaché à aucun parti politique, indépendant de tout réseau – cela me rassurait d'autant plus que le réseau de soutien au FLN, à cause de nombreuses imprudences involontaires, avait battu tous les records en termes d'arrestations –, il se distinguait particulièrement par ces trois qualificatifs : sérieux, loyal, humaniste. Son extrême sympathie, sa vision large et l'étendue de ses connaissances en politique internationale nous entraînèrent à discuter jusqu'à la tombée de la nuit. J'avais bien sûr conscience qu'il n'était pas venu me trouver pour dresser avec moi la liste des luttes d'émancipation au niveau mondial, mais il eut la politesse de ne pas me brusquer. Ce n'est qu'à une heure tardive qu'il m'expliqua qu'il revenait de Saint-Domingue, qui traversait une crise politique grave. En effet, à peine éclos, le nouveau régime démocratique, qui avait mis un terme à plus de trente ans d'une cruelle dictature, venait d'être renversé par un coup d'État militaire. Le pays était à feu et à sang. Les dirigeants les plus recherchés devaient prendre la fuite. Les révolutionnaires se bousculaient vers le maquis montagneux pour y organiser la lutte armée. Les militaires promettaient de massacrer tout dissident à la nouvelle dictature. Pour survivre, fuir ou se battre, il fallait des papiers.

J'acceptai d'aider les Dominicains sans hésitation, mais je mis un point d'honneur à ce que les choses soient claires entre Stéphane et moi, car un certain nombre de conditions devaient être respectées. J'exigeai un contact unique (lui-même), le respect du cloisonnement absolu, et le prévins que je ne recevrais de demande d'aucun intermédiaire ni émissaire d'où que ce soit. Les contacts par téléphone seraient strictement évités, ou réduits à leur minimum. Nous nous verrions ici au laboratoire. Afin d'éviter les risques d'arrestation dus aux écoutes policières, si un rendez-vous devait être pris par téléphone et avoir lieu à l'extérieur, il faudrait observer un décalage de trois heures et d'un ou deux jours, grâce à un code de quarts d'heure. Rendez-vous à midi pour

quinze heures, à dix-huit heures pour vingt et une heures et ainsi de suite pour l'horaire ; moins le quart égale un jour de moins, la demie égale deux jours de plus sur la date prévue. De plus, s'il avait rendez-vous avec qui que ce soit des réseaux, il ne viendrait jamais me voir directement le jour même. Et, surtout, la plus importante de mes conditions : jamais d'argent entre nous. Je refuserais catégoriquement d'être payé et me réserverais le droit de dire oui ou non à chaque demande. Si je devais avoir le moindre doute sur le bien-fondé d'une demande, je n'exécuterais pas le travail.

Parce que Mattéi prenait, lui aussi, la liberté de dire oui ou non à ses commanditaires, je n'ai jamais eu à lui dire non.

J'avais pensé dans un premier temps que Mattéi ne ferait appel à mes services que de manière occasionnelle, mais il a fallu très vite me rendre à l'évidence : je m'étais trompé. Partout dans le monde, des peuples se battaient pour leur liberté. Après les Dominicains et les Haïtiens, cela fut au tour des Brésiliens de tomber sous le joug d'une dictature militaire en 1964. Puis, en 1966, à la suite de la Conférence tricontinentale de La Havane où fut créée l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS), Mattéi accepta de devenir l'organisateur de leur réseau clandestin de soutien aux luttes révolutionnaires à partir de la France. L'OLAS regroupait les mouvements révolutionnaires d'Argentine, du Venezuela, du Salvador, du Nicaragua, de la Colombie, du Pérou, de l'Uruguay et du Chili, unis pour la révolution en Amérique latine, mais en opposition avec la ligne de Moscou.

Tous ces pays sont donc venus peu à peu s'ajouter à ma liste, mais ce n'est pas tout, car, par le biais du réseau Curiel, Mattéi servait également la cause des mouvements antiapartheid d'Afrique du Sud. Puis il y eut la Guinée, la Guinée-Bissau et l'Angola, colonies portugaises en lutte pour leur indépendance. En 1967, Mattéi se lia avec des groupes américains pacifistes qui refusaient de servir au Vietnam. Moi qui avais justement quitté les services secrets de l'armée française pour ne pas participer à la guerre coloniale d'Indochine, je ne pouvais que les comprendre, et j'ai immédiatement offert de fournir des faux papiers à tous les déserteurs américains qui le souhaitaient. Je dois dire qu'ils étaient nombreux.

Ainsi, cette même année 1967, je fournissais des faux papiers aux combattants et aux insoumis de quinze pays différents, et ce n'était encore rien comparé aux années qui allaient suivre, jusqu'en 1971.

Autant dire que la reprise de mon activité de faussaire, surtout à ce rythme, bouleversait mes ambitions artistiques. Refusant d'être payé par les organisations, je devais bien gagner ma vie autrement. Photographe le jour, faussaire la nuit, les comptes de ma société toujours dans le rouge, je me donnais un mal fou pour boucler les fins de mois.

Sur le plan personnel et familial, c'était toujours le même désordre. Bien souvent, je n'honorais pas la promesse d'emmener mes enfants se promener le week-end, sans jamais pouvoir leur expliquer pourquoi, alors que je savais qu'ils m'attendaient des heures entières. Comme j'avais mille secrets à ne pas divulguer, je parlais le moins possible, évitant d'inventer trop de mensonges dans lesquels je risquais de m'embourber. Katia, guérie de sa déprime, avait fini par partir. J'ai fait plus tard la connaissance de Lia Lacombe, l'assistante de Pierre Schaeffer à l'ORTF (Office de radiodiffusion télévision française), avec qui je me suis installé dans un nouvel appartement, rue Charles-Baudelaire. Mais, une fois encore, mes activités nocturnes m'empêchaient d'être à la hauteur de ses attentes. Ma vie sentimentale a toujours été pleine de malentendus, mais avec Lia, la situation atteignit son paroxysme. Je travaillais, elle croyait que je découchais. Et comme je ne pouvais ni la rassurer ni la mettre dans le secret, ne serait-ce que pour la protéger, impossible de lui ôter l'idée que j'étais dans les bras d'une autre quand elle m'attendait jusqu'au petit matin, le regard noyé et débordant de reproches. Je lui expliquais que je travaillais pour mon exposition, or elle ne voyait jamais un cliché. Et il est vrai que même à ses côtés, j'avais souvent la tête ailleurs. Mais pas là où elle croyait. Je me souviens d'un jour où mes silences l'ont fait exploser :

— Je te parle depuis une demi-heure, tu regardes dans le vague, tu ne me réponds pas. Mais où es-tu, à la fin ?

J'ai répondu laconiquement :

— En Angola.

— Tu fréquentes une Angolaise ?

Scènes, disputes, larmes et incompréhension.

Mes secrets entraînaient invariablement ce genre de problèmes. Je n'ai jamais réussi à concilier activités clandestines et vie sentimentale, sauf lorsque mes compagnes étaient elles-mêmes impliquées dans les réseaux. De plus, tout en travaillant jour et nuit, j'étais toujours fauché, je ne prenais jamais de vacances, n'étais pas disponible. Disons la vérité, je n'étais pas un bon parti.

— Tu n'as jamais songé à tout arrêter ?

Pour ne pas te mentir, il arrivait parfois que je sois fatigué de tous ces sacrifices, fatigué d'être contraint à mille acrobaties et à multiplier les nuits blanches pour régler mes factures, de dormir par plages de deux heures, d'être sur le qui-vive et de passer mon temps à vérifier que je n'étais pas suivi, de ne pas profiter de mes enfants, de faire souffrir – par amour – les femmes qui m'aimaient, toujours emprisonné dans la solitude extrême de mes secrets. Mais il suffisait que je pense, ne serait-ce qu'une seconde, à ces hommes et à ces femmes inconnus dont je tenais la vie entre mes mains pour cesser immédiatement de m'apitoyer sur mon propre sort. Mes amours, ma carrière, mon confort et mes joies valaient bien moins que le secours d'une vie en danger, car le souvenir de la main tendue des agents de la 6e, qui m'avaient sauvé d'une mort certaine alors que j'étais moi-même traqué, restait gravé à jamais.

Lia boudait. Elle n'en était pas moins belle. Je venais de lui annoncer que j'annulais le week-end à la campagne que nous avions prévu. Elle alluma la radio « parce que tout ce silence entre nous me casse les oreilles », maugréa-t-elle, mais je crois surtout qu'elle voulait prendre des nouvelles des manifestations. C'était le mois de mai 1968, et son fils Pascal, la vingtaine, marchait dans les cortèges. La radio relatait les

affrontements. La jeunesse étudiante scandait des slogans poétiques en lançant des pavés pour la libération des mœurs, et c'était tant mieux. Les ouvriers multipliaient les piquets de grève un peu partout en France, et cela m'intéressait davantage.

Le téléphone sonna. Lia décrocha plus vite que moi.

— C'est pour toi. C'est Stéphane, me dit-elle, visiblement soulagée que ce ne soit pas une femme.

À l'autre bout du fil, Mattéi me donna rendez-vous pour le lendemain à 20 h 45 à *La Rhumerie martiniquaise*, ce qui voulait dire en réalité pour aujourd'hui même à dix-huit heures à *La Closerie des lilas*. J'enfilai mon manteau et sortis.

Il commanda une bière, et moi un café-crème, comme d'habitude. Il voulait mon avis concernant une requête un peu différente de d'habitude.

— Dis-moi, toi tu ferais quoi pour un type qui veut des faux papiers pour narguer la police, avec peut-être même l'espoir de se faire arrêter ?

— Est-ce que sa vie est en danger ?

— Non. Il s'est fait expulser de France à cause des manifs. Il veut revenir prendre la parole à un meeting, où il sait qu'il sera sûrement arrêté à nouveau. Il veut pousser un coup de gueule médiatique.

— Qu'est-ce qu'il risque ?

— L'expulsion à nouveau, peut-être un peu de taule, enfin pas grand-chose. Tiens, voilà sa nouvelle photo. Bien sûr, pour la circonstance, il est devenu brun.

Quand je vis la photo, je souris.

— Alors, qu'est-ce que tu en penses ? Tu es d'accord ?

Je lui promis la carte d'identité pour le lendemain. J'avais beaucoup de travail en retard, et donc très peu de temps à perdre pour ce que d'ordinaire je n'aurais pas considéré comme une urgence, mais là j'avais

envie de faire une exception. Je pris le chemin du laboratoire et m'enfermai dans la chambre noire. Il ne me fallut pas longtemps pour réaliser la carte d'identité. J'avais déjà des cartes vierges, des tampons tout faits, des timbres fiscaux par planches. Il n'y avait donc plus qu'à lui trouver un nom bien franchouillard, à remplir, à poser la photo, et à vieillir la carte.

Trois jours plus tard, j'allai chercher Lia à l'ORTF pour l'emmener déjeuner. Je voulais que nous nous réconciliions. Ces derniers temps, j'avais été un peu dur avec elle. Le café que nous avions choisi était particulièrement bruyant. Alors que les manifestations et le retour de De Gaulle alimentaient la plupart des conversations autour de nous, Lia vidait son sac, assenant mille reproches sur ma conduite avec elle, mon manque d'écoute, mes absences. J'étais bien disposé à faire comme elle voudrait, l'écouter tant qu'il faudrait, quand, à quelques tables de moi, la photo en une d'un journal qu'une jeune femme blonde lisait attira mon attention. On y voyait Daniel Cohn-Bendit, devenu brun, pris à la tribune du meeting du mouvement du Premier Mai. Je ne pus m'empêcher de sourire.

Lia fit claquer ses doigts devant mes yeux pour que je revienne à elle.

— Tu vois, tu ne m'écoutes pas.

— Mais si, mais si.

— Tu regardais la blonde.

— Mais non.

C'était certainement le faux le plus médiatique et le moins utile que j'aie réalisé de toute ma vie, mais avoue que c'était quand même une belle occasion de faire un pied de nez aux autorités musclées, en montrant qu'il n'y a rien de plus poreux qu'une frontière, et que les idées, elles, n'en ont pas.

Finalement, permettre à Cohn-Bendit, interdit de territoire, de revenir clandestinement en France a été mon unique contribution à la révolte de Mai. D'une part parce que, en tant que faussaire, je veillais toujours à ne pas afficher publiquement mes couleurs politiques ; ma place n'était donc pas parmi les manifestants mais au laboratoire, où d'ailleurs les demandes ne cessaient d'affluer, et d'autre part parce que j'avais beau me trouver physiquement à Paris, mon esprit et mon cœur restaient auprès des opprimés du tiers monde. C'est au-delà des mers qu'on avait le plus besoin de moi. Et je nourrissais l'espoir que l'ébullition contestataire à l'échelle mondiale de l'année 1968 apporterait un souffle nouveau et vaincrait peu à peu les inégalités. C'est dans ce contexte de grands bouleversements que je vis Jeannette pour la dernière fois.

Jeannette et moi ne nous étions jamais perdus de vue depuis l'époque de la guerre d'Algérie où elle était mon agent de liaison. Comme Mattéi, elle s'était intéressée de près à la révolution cubaine. En 1963, elle préparait un film documentaire sur l'île, mais la pasionaria l'emportant sur la cinéaste, Jeannette abandonna le film et se porta volontaire pour rejoindre un foyer de guérilleros en Amérique latine. Elle finit par rejoindre les FAR du Guatemala. Elle fit d'abord quelques voyages là-bas, puis de plus en plus, toujours munie de faux papiers de ma confection.

La dernière fois qu'elle vint au laboratoire, c'était pour me demander un nouveau passeport. Elle et son groupe préparaient quelque chose, ils voulaient montrer que la mort de Che Guevara n'entraverait pas la progression de la révolution. J'étais inquiet pour elle. Je tentai de la dissuader, dans un premier temps je refusai même de lui donner des papiers. Elle me regarda du plus profond de ses immenses yeux mélancoliques et, avec son sourire d'enfant, me répondit d'un ton calme que, avec ou sans, elle partirait de toute façon. Alors, à contrecœur, j'honorai sa demande et elle s'envola pour le Guatemala.

À la fin de l'été, comme d'habitude, je n'avais pas un sou pour partir en vacances et je sacrifiais à mon rituel du matin : un grand crème, un

croissant et *Le Monde*, toujours dans le même café.

Le journal ne précisait pas le nom de cette jeune Française qui s'était tiré une balle dans la bouche quand des policiers avaient frappé à sa porte, à Guatemala-City, mais je savais que c'était elle. Ce ne pouvait être qu'elle.

Combien de fois n'avait-elle pas répété la scène devant moi ? Car c'était un sujet récurrent de nos conversations. En cas d'arrestation, de torture, comment tenir ? Comment ne pas parler ? Pour Jeannette, seule la mort pouvait garantir un silence complet. Elle avait pensé à la capsule de cyanure ; encore fallait-il espérer que le poison agirait assez vite, sinon un lavage d'estomac suffirait à la ranimer. Tirer sur l'ennemi dans le but de se faire descendre ? Trop risqué, elle pourrait n'être que blessée. Non, Jeannette avait SA solution, et elle me fit plusieurs fois la démonstration. De ses deux doigts tendus elle mimait le canon d'un revolver qu'elle s'enfonçait dans la bouche, un peu relevé vers le haut, « parce que sur la tempe on risque de se louper ». Elle tirerait sans hésiter, avant même d'avoir le temps de penser.

En refermant le journal, j'ai eu un haut-le-cœur. Le croissant ne passait plus. J'ai déposé le montant de l'addition sur la table et suis parti sans même saluer le patron du café. J'ai pris le chemin de la maison, mais me suis ravisé en songeant que ce n'était pas le moment de croiser Lia, et je me suis finalement rendu au laboratoire.

Je me sentais tellement coupable de m'être laissé convaincre de lui donner ce passeport que, pendant deux jours, je me suis enfermé et n'ai ouvert la porte à personne, je n'ai pas mis les pieds chez moi, n'ai pas répondu au téléphone, et j'ai eu beaucoup de peine à m'extraire de mon lit. J'avais beau me rassurer en me disant qu'elle était allée au bout de ses idéaux, qu'elle n'aurait certainement pas voulu mourir autrement, sa mort m'affectait trop pour que je puisse me faire une raison. Et puis, la révolution n'était pas sur ses plus glorieux sentiers. Bien sûr, il restait l'exemple cubain, mais que dire de l'attitude de Fidel Castro et de son alignement sur l'Union soviétique ? Tous ceux qui revenaient de l'île

racontaient que le temps de la fête et de l'espoir était révolu. Les mœurs surveillées, les libertés individuelles bafouées, la répression et la censure ne pouvaient rien présager de bon. L'île modèle perdait de sa grandeur. Parce que plus jamais je ne verrais Jeannette, parce que le deuil m'était difficile, j'étais soudain submergé par les doutes. Fallait-il oui ou non poursuivre l'action ? N'était-il pas temps, cette fois, de tout arrêter ?

Mais à peine quelques semaines plus tard, les manifestations mexicaines de 1968 se terminaient dans un bain de sang. La police tira froidement sur des centaines d'étudiants, les journaux parlèrent de plus de trois cents morts en quelques heures et autant d'arrestations. Cet évènement balaya d'un seul coup toutes mes incertitudes. C'était bien contre cela que je me battais.

La semaine suivante, Mattéi arriva au laboratoire avec un modèle de passeport mexicain à reproduire en nombre. Des centaines de personnes recherchées devaient prendre la fuite et il s'attelait déjà à organiser le réseau d'hébergement. Nous allions leur ouvrir toutes grandes les portes de l'Europe et de la liberté.

1 *Paris-Presse*, février 1960.

14

En 1969, cela faisait six ans que je fabriquais des faux papiers pour le réseau Curiel et les pays de l'OLAS par le biais de Mattéi. Autant dire qu'une certaine routine s'était installée. Les demandes arrivaient au jour le jour, par petits paquets de dix, quinze, parfois beaucoup plus, parfois rien pendant quelque temps. Papiers d'identité, passeports, permis de conduire, laissez-passer, certificats, attestations de toutes sortes, le train-train quotidien.

Je traversais une période que l'on aurait pu qualifier de calme, quand Annette Roger vint frapper à la porte du laboratoire, un jour d'été, accompagnée d'une de ses amies.

Une grande complicité nous unissait, Annette et moi, depuis le jour où elle m'avait convaincu de faire la rencontre de Francis Jeanson. Durant la guerre d'Algérie, elle fut l'une des premières victimes de la vague d'arrestations qui démantela le réseau Jeanson. Arrêtée aux côtés du responsable du FLN de la région de Marseille à la fin de l'année 1959, Annette était enceinte lorsqu'on l'écroua aux Baumettes en attendant le procès. Parce qu'elle était médecin, elle put bénéficier de complicités dans le milieu médical. Un confrère échangea ses analyses contre celles d'une patiente gravement malade avant de les présenter à l'expert, qui prononça la mise en liberté provisoire immédiate d'Annette. Son procès avait déjà commencé, et elle savait pertinemment à quoi s'attendre puisque les premiers verdicts des procès parisiens venaient de tomber, condamnant les copains à dix ans de prison, quand elle prit la fuite, pliée en quatre dans le coffre d'une voiture, serrant son ventre entre ses mains pour le protéger des secousses. Elle gagna la Suisse, puis l'Italie et enfin Tunis, où elle rejoignit le réseau tunisien du FLN et devint psychiatre pour l'Armée de libération nationale (ALN). Jugée par contumace, elle écopa, comme les autres, de dix ans de prison. Après l'indépendance de l'Algérie, on lui confia au sein du ministère de la Santé algérien de hautes responsabilités qu'elle exerça pendant quelques années.

La dernière fois qu'elle était passée au laboratoire, pressée et haletante, « entre deux affaires urgentes », les troupes soviétiques venaient d'envahir la Tchécoslovaquie pour mettre un terme définitif au « socialisme à visage humain » du Printemps de Prague. Elle souhaitait savoir si j'acceptais d'aider des réformistes en danger d'emprisonnement et de mort à fuir le pays. J'avais bien sûr dit oui.

Cette fois-ci, la requête d'Annette concernait les Grecs, en lutte contre la dictature des Colonels. La femme qui l'accompagnait, Jacqueline Verdeau, sollicitait une aide matérielle pour son groupe de résistance intérieure. Le coup d'État avait eu lieu en 1967, deux ans auparavant, et depuis le régime sanctionnait sévèrement toute forme d'opposition. Les rumeurs concernant la censure, les persécutions, les emprisonnements, les déportations et les tortures se vérifiaient. La Grèce venait d'être exclue du Conseil de l'Europe, et de nombreuses manifestations de soutien et de défense des droits de l'homme s'organisaient partout dans le monde. J'avais été étonné de n'avoir eu depuis deux ans qu'une faible quantité de papiers grecs à réaliser pour le compte du réseau Curiel.

— Jusqu'à aujourd'hui, nous avions recours à un service de faux papiers en Angleterre, qui n'est plus disponible, m'expliqua Jacqueline.

Psychiatre à l'hôpital Sainte-Anne, Jacqueline avoisinait la quarantaine, et présentait un visage lisse et rond qui inspirait d'emblée la sympathie. Elle recoiffa nerveusement une mèche de sa frange avant de poursuivre.

— Toutes les actions d'insurrection intérieure sont bloquées, et nous craignons pour la sécurité des personnes recherchées.

D'ordinaire je n'aimais pas me disperser ni travailler pour plusieurs commanditaires à la fois mais, puisqu'il s'agissait de petites quantités, j'acceptai.

Les cartes d'identité grecques étaient recouvertes d'une gélatine plus molle que les plastifications actuelles. Si l'on tentait de retirer le plastique pour falsifier les éléments de la carte ou changer la photo, tout l'intérieur cartonné s'arrachait avec. Mieux valait fabriquer. J'avais déjà étudié toutes les caractéristiques techniques, je pouvais démarrer dès qu'elle le souhaiterait. Je convins avec Jacqueline qu'elle transporterait les cartes d'identité dans un banal sac à main de femme en cuir, suffisamment grand, auquel j'aurais cousu deux doublures intérieures supplémentaires, une souple et une rigide en dessous, qui permettraient de dissimuler la quantité de cartes souhaitée. Elle effectuerait des allers-retours Paris-Athènes autant de fois que nécessaire, et nous procéderions toujours de la même manière.

Quelques jours plus tard, Jacqueline s'envola pour Athènes, six cartes dans la doublure, pour commencer.

Très exactement deux jours après le départ de Jacqueline, je reçus la visite inopinée de Roland Dumas. Une étudiante en droit l'accompagnait. Stéphanie était très belle, et elle le savait. Silencieuse, les deux mains enfoncées dans les poches de son jean, elle semblait s'ennuyer tandis que Roland et moi ressassions quelques souvenirs communs. Lorsqu'elle prit la parole, son regard s'anima soudain. Elle parlait vite, d'une voix claire et assurée. Ses camarades, un groupe de résistance grecque très actif, l'avaient chargée de trouver un faussaire de toute urgence. Leur filière d'approvisionnement habituelle, en Angleterre, venait d'être court-circuitée.

Le réseau de Stéphanie s'occupait principalement des évasions du pays par le biais de l'Association franco-hellénique pour la liberté en Grèce, et subissait la même paralysie que celui de Jacqueline depuis l'arrestation du faussaire anglais. Stéphanie avait non seulement besoin de cartes d'identité, mais aussi de passeports, et cette fois il ne s'agissait plus de petites quantités…

La semaine suivante, ce fut au tour d'Aurélie, l'ancienne baby-sitter de Nathalie au temps où je vivais avec Marie-Aline, de me rendre visite. Sur le pas de la porte, elle avait croisé Mattéi, venu lui aussi me transmettre une nouvelle demande de passeports grecs pour le compte de Curiel. J'accueillis Aurélie avec une joie non feinte. La femme énergique à la crinière noire et sauvage qui se tenait devant moi balayait totalement l'image de l'adolescente timide et triste connue dix ans auparavant. À l'époque, Aurélie nous avait avoué être en fugue en raison de gros problèmes familiaux. Avec Marie-Aline, nous la prîmes sous notre aile, et j'entrepris les démarches pour devenir son tuteur légal afin qu'on ne la renvoie pas auprès de son bourreau. Elle me fut officiellement confiée par les assistantes sociales.

Aurélie, qui vécut chez moi comme ma fille jusqu'à sa majorité, et même un peu plus, durant les années où je fabriquais les papiers du FLN, finit par comprendre qu'au laboratoire de la rue des Jeûneurs on ne produisait pas que des travaux photographiques. Cependant, nous n'en parlions jamais, et Aurélie se tenait d'elle-même à l'écart. Sauf un soir, où, me voyant crouler sous la masse de travail, elle proposa de m'aider. C'était la veille de ma fuite en Belgique. Toute la nuit, nous avions imprimé ensemble les planches de papiers suisses qui allaient constituer la réserve du réseau en attendant la mise en route du laboratoire bruxellois.

Aurélie était en pleine forme. Elle riait aux éclats, me décrivait sa nouvelle vie, heureuse de m'annoncer qu'elle travaillait désormais comme monteuse de films pour le cinéma, ce qu'elle avait toujours désiré faire. Elle vivait avec un homme, Nicolas, qu'elle souhaitait me présenter, mais, débordé comme toujours, je proposai de repousser cette rencontre au mois prochain.

— Mais c'est urgent ! me coupa-t-elle.

J'eus un instant l'idée saugrenue de croire qu'elle souhaitait mon aval en tant que « père adoptif », mais l'urgence d'Aurélie était tout autre.

Nicolas, son concubin, était un révolutionnaire grec venu étudier à Paris quelques années plus tôt, qui partageait son temps et sa vie entre son métier de scénographe et le mouvement des Jeunes de la Résistance

grecque, pour lequel il œuvrait avec ferveur. Nicolas avait, semblait-il, un service à me demander…

Voilà comment soudain les choses s'affolèrent autour de moi. D'un coup, tout le monde voulait des papiers grecs. Durant les mois qui suivirent, quand un commanditaire sortait du laboratoire, un autre entrait. Car je dois aussi te dire que, en plus de l'effervescence grecque, je ne pus empêcher que d'autres amis, des anciens du réseau Jeanson, viennent implorer mon aide. Les terrains de lutte étaient nombreux, et beaucoup de ceux qui avaient soutenu le FLN gardaient, tout comme moi, un sentiment de devoir envers les opprimés. C'était la bousculade, ça n'en finissait plus de frapper à ma porte. Il y eut par exemple le cinéaste Mario Marret, à qui j'avais fourni la pellicule et les papiers nécessaires pour le tournage de son film documentaire *Nossa Terra*, réalisé dans les maquis de Guinée-Bissau auprès des rebelles du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC). Je fabriquais déjà des faux papiers pour le PAIGC par le biais de Mattéi, mais quand Mario revint, il m'amena au laboratoire le frère d'Amílcar Cabral, chef de la rébellion, un métis nommé Luís Cabral, qui allait devenir en 1974, après la révolution des Œillets au Portugal et la mort d'Amílcar, le premier président de la République de Guinée-Bissau. Sorti clandestinement du pays, Luís devait se procurer de nouveaux papiers et être mis en sécurité sur-le-champ. Je m'occupai de tout, et débuta entre nous une longue collaboration qui allait permettre les déplacements des hauts responsables à travers l'Europe. Après Luís vint João. Et ainsi de suite. Je ne les énumérerai pas tous, ce serait trop long, mais alors que j'avais veillé toute ma vie à éviter la multiplication des contacts, je me retrouvai en l'espace d'une année à cumuler plus d'une dizaine de commanditaires à la fois.

Selon les règles du cloisonnement absolu, il était primordial qu'aucun ne découvre jamais que je travaillais pour d'autres, tous devaient se croire « l'unique », et dans la mesure du possible je m'organisais pour qu'ils ne se rencontrent pas. Il arrivait toutefois que je ne puisse

empêcher que deux d'entre eux patientent en même temps dans ma salle d'attente, se prenant sûrement l'un l'autre pour des clients ordinaires.

J'étais passé de la routine à la course. La multiplicité des commanditaires n'augmentait pas seulement la charge de travail, mais aussi les risques. Les moindres gestes, paroles, déplacements nécessitaient une vigilance extrême. Je numérotais mes boîtes de commandes, puis je les cachais au milieu d'autres boîtes identiques, contenant des papiers et des épreuves photographiques. La boîte Dumas-Stéphanie était la 22, la boîte Annette-Jacqueline la 78, la boîte Aurélie-Nico la 43, etc. Même si par chance M. Petit, qui arrivait chaque matin à neuf heures et repartait chaque soir à dix-sept heures, réglé comme un métronome, ne mettait jamais le nez hors de son bureau, je ne me séparais plus de mon trousseau de clefs, et prenais soin de refermer scrupuleusement derrière moi chaque porte des pièces du laboratoire. Parce que mes clients n'en étaient pas, et que leurs requêtes n'étaient pas de celles qui s'écrivent sur un carnet de commandes, il fallait tout coder et retenir de mémoire – pour quand, pour qui, combien – sans jamais s'embrouiller l'esprit.

Dois-je te préciser que Lia avait finalement décidé de rompre ? Ce fut une longue séparation, pleine de tristesse et d'incompréhensions, comme l'avait été toute notre histoire.

À nouveau sur le qui-vive, je commençais à fatiguer nerveusement. J'arrivais à un constat. J'étais un aîné, présent dans le milieu depuis la Seconde Guerre mondiale. Et j'étais seul. Il y avait de nombreux combattants de la liberté, mais dans mon domaine, personne ou presque. Chaque fois que nécessaire, pour chaque vie en danger, je fabriquais des faux papiers, et la même question revenait sans fin me tarauder : si je venais à m'arrêter, s'il m'arrivait quelque chose, qui prendrait le relais ?

Je commençais à mûrir le projet de chercher celui ou celle qui me remplacerait. Jusqu'ici déjà, j'avais pris la peine, lorsque cela avait été possible, de former un apprenti à la falsification plutôt que d'exécuter moi-même. Bien souvent, il n'était pas nécessaire de fabriquer. Il suffisait

à des complices de voler ou de se faire prêter des passeports sur lesquels il n'y avait que la photo à changer, ou des données comme la date, le nom, l'âge. Mes formations permettaient à la fois de renforcer l'autonomie des réseaux de résistance et d'alléger ma tâche.

J'étais un très bon professeur, et j'eus d'excellents élèves. José Hipolito dos Santos, un Portugais qui occupait des fonctions de direction pour la LUAR (Ligue unie pour l'action révolutionnaire), fut un élève fort appliqué. Il devint expert en cartes de démobilisation et certificats militaires, qui permirent à de nombreux jeunes anticolonialistes de déserter l'armée portugaise. Nicolas, l'ami d'Aurélie, possédait de grandes aptitudes manuelles et une débrouillardise qui me rappelait la mienne. Je sais aujourd'hui que ses talents de falsificateur ont sauvé beaucoup de résistants grecs. Tous deux auraient constitué une relève de choix. Seulement, ils étaient corps et âme dévoués à leur mouvement, à leur cause, pas *aux* causes. Je supposais qu'ils n'avaient ni le temps ni l'envie de devenir des « professionnels » des faux papiers.

Nous n'abordâmes jamais les méthodes de fabrication.

Les mouvements de libération d'Afrique qui avaient leurs bureaux à Alger m'envoyaient souvent de nouvelles personnes à dépanner ou à former. Avec prudence, j'acceptais ou non, car il fallait faire du tri. Il faut dire qu'à cette époque quiconque revendiquait la libération de tel ou tel peuple en usant d'un quelconque discours loquace ou vocable révolutionnaire pouvait prétendre à une aide financière du gouvernement de Boumediene. Je donnais mes rendez-vous dans des cafés, loin de chez moi. Je prenais mes renseignements, je testais longuement, rejetant les bavards, les inexpérimentés, les fiers, les arrogants, les voyous…

J'ai longtemps observé et cherché celui qui serait capable de prendre le relais, techniquement et moralement.

— L'as-tu trouvé ?

L'un d'eux aurait pu l'être. Fabrizio avait la trentaine et de bonnes connaissances en imprimerie. Il voulait vraiment tout savoir et s'intéressait aux luttes du monde entier. Je lui ai dispensé une formation

très poussée. Pendant plus de six mois, il a passé deux demi-journées par semaine avec moi, et il repartait chaque fois avec des travaux pratiques à réaliser chez lui. Il était malin, possédait une grande mémoire, nous avancions très vite. J'estimais qu'à cette vitesse il serait complètement formé en moins de deux ans.

Mais j'ai peu à peu décelé chez lui des attitudes, des paroles qui ont éveillé ma méfiance. Fabrizio m'avait été envoyé par Solidarité, le réseau d'Henri Curiel, mais dès que nous en parlions, il le critiquait avec une rage singulière. Il est vrai que tout le monde n'était pas d'accord avec la ligne Curiel. De mieux en mieux organisée, la structure que ce dernier avait mise en place depuis la guerre d'Algérie devenait beaucoup plus performante et prenait de l'ampleur. Comme toujours en politique, le pouvoir grandissant d'un homme ou d'un groupe attise jalousies et rancœurs, divisions et dissidences, fiertés ravalées et désirs de putsch.

Mais ce n'était pas ce qui m'inquiétait le plus concernant Fabrizio. Au fil de longues discussions où nous apprenions à mieux nous connaître, ce furent des mots comme « plus radical », « jusqu'au bout », ou encore « tant pis pour les dégâts » qui me mirent la puce à l'oreille. C'était l'année 1970. On commençait à entendre parler dans le monde de groupuscules d'extrême gauche tels que la Fraction armée rouge, la bande à Baader ou même les Brigades rouges, organisations dont je condamnais fermement les méthodes sanglantes de guérilla urbaine. Depuis quelque temps, beaucoup de jeunes qui rejoignaient les réseaux de solidarité semblaient animés par le désir trouble de manipuler armes et argent, idolâtrant les voyous et oubliant la cause, glissant inexorablement vers le banditisme.

Fabrizio, lui, n'était pas un bandit, loin de là. L'argent, par exemple, ne l'intéressait pas. Mais parce que entre action de « résistance » et « terrorisme » la frontière est parfois fragile, difficilement palpable, du jour au lendemain j'ai mis un terme à sa formation, et je me suis résigné à continuer seul, aussi longtemps qu'il le faudrait. La relève n'était pas pour tout de suite.

15

— Pourquoi as-tu arrêté ?

Une série d'évènements troublants ont entraîné ma décision de me mettre hors circuit.

Tout commença un jour de juillet 1971. Mattéi pénétra dans les locaux de Couleur et technique photographiques, rue des Jeûneurs, et patienta tranquillement dans la salle d'attente en lissant sa moustache, comme à son habitude. Un client régulier, Mattéi. Huit ans que nous travaillions ensemble. Le rituel voulait que, chaque fois qu'il était à Paris, il passe par le laboratoire dès son arrivée, puis juste avant son départ. Le reste du temps, il parcourait le tiers monde. Déguisé en touriste, arborant chemise à fleurs et appareil photo en bandoulière, il recherchait des contacts, organisait des évasions, arrangeait des rencontres secrètes entre des dirigeants de mouvements de libération, mettait en place des réseaux de soutien, toujours un pied sur terre et l'autre dans l'avion, sur tous les fronts de la lutte pour l'émancipation des peuples.

Nous avions nos petites habitudes. Son « paquet » attendait, toujours prêt, dans une des centaines de boîtes de papier photo dont les murs de la chambre obscure étaient couverts. La boîte « Mattéi », identique à toutes les autres, était la huitième en partant du bas, dans la troisième pile de gauche.

Je vins le chercher et l'introduisis dans la chambre noire en prenant soin de verrouiller la porte derrière nous.

Me méfiant comme toujours de la perméabilité des murs et des oreilles indiscrètes, j'avais installé une petite radio pour parler sans crainte, et, bien que M. Petit soit déjà parti, nous n'échangeâmes que des banalités tant que nos voix ne furent pas masquées par la musique. Plusieurs

dizaines d'années d'activités souterraines engendraient ce genre de réflexe, sans doute.

Mattéi venait récupérer des passeports « intérieurs » sud-africains pour le compte du Congrès national africain, plus connu sous le nom d'ANC, le parti politique antiapartheid d'Afrique du Sud. Ces documents, indispensables à la communauté noire d'Afrique du Sud, étaient constitués d'une carte d'identité et d'un laissez-passer de police. Considérés comme des étrangers dans leur propre pays par la mise en application des lois de l'apartheid, les Noirs avaient été expulsés des villes et des territoires des Blancs, puis regroupés dans des réserves. Ce document était le seul garant de leur liberté de circulation.

Depuis la manifestation pacifique de l'ANC en 1960, l'organisation, jugée subversive et dangereuse, était hors la loi, et ses dirigeants avaient pris le chemin de la clandestinité. En cas d'arrestation, les membres de l'ANC écopaient invariablement de la prison à vie, à l'instar de Nelson Mandela, dont l'emprisonnement depuis 1963 suscitait l'émoi de l'opinion publique internationale.

Ce fut en cette même année 1963 que Mattéi me commanda pour la première fois des passeports intérieurs ; ensuite, les demandes ne cessèrent plus.

Nous passâmes en revue les besoins du moment. Mattéi me fournit des listes de noms, des photos et me commanda de nouveaux passeports vénézuéliens et dominicains à livrer pour sa prochaine visite.

Puis il m'avisa d'une nouvelle demande. Il voulait savoir combien de temps me serait nécessaire pour démarrer une production importante de passeports « extérieurs » sud-africains. Il s'agissait cette fois de faire sortir de leur pays un grand nombre de militants antiapartheid pour leur permettre de rejoindre la direction de l'ANC en exil et de poursuivre la lutte de l'extérieur.

Je n'avais jamais eu à faire de passeports extérieurs. Mattéi me remit un modèle sans doute prêté ou volé pour que je l'étudie et, dès qu'il fut parti, je me mis au travail.

J’examinai cet original à la loupe. Il appartenait à un Sud-Africain noir d’une trentaine d’années, qui avait été pris en photo de face et me dévisageait sans sourire. Un tampon chevauchait le coin de la photo et l’encre bavait sur l’épaule de l’homme. Le passeport avait dû voyager dans une poche de pantalon. Il était légèrement patiné de gras, et présentait des écornures plus prononcées du côté droit que du gauche. La couverture était très simplement constituée d’un carton solide, marron clair, avec un filigrane imprimé d’une teinte légèrement plus foncée, surplombé d’un emblème lui aussi imprimé. Elle était collée aux feuillets, que j’évaluai à une dizaine. Je déterminai le format et le poids, étudiai le grammage, la texture du papier, ainsi que la couleur, qui se déclinait en différentes nuances de sépia. Les feuillets intérieurs contenaient des filigranes imprimés et des transparents incorporés au papier. J’analysai les encres d’imprimerie, celles des écritures manuscrites et des tampons, mesurai la taille de perforation des numéros pour faire le choix des aiguilles.

Il n’y avait pas de tampon en relief et, à première vue, je ne détectai ni piège ni difficulté particulière.

Je photographiai le modèle page par page, pris des clichés de chaque tampon et du timbre fiscal pour les photograver, choisis mes feuillets et les colorai, incorporai les filigranes, les imprimai, confectionnai la couverture cartonnée et la collai.

Il me fallut une semaine pour obtenir le modèle vierge test, tout à fait identique. J’étais enfin prêt à démarrer la production.

Je retrouvai Mattéi à *La Closerie des lilas*, lui rendis le modèle et l’informai que je n’attendais plus que son feu vert.

— Voyons ça à mon retour de Saint-Domingue, j’aurai les noms et les photos, me dit-il en partant.

Une semaine plus tard, Mattéi n'était pas rentré de voyage, et je reçus un coup de téléphone de Roland Dumas, qui souhaitait me voir au plus vite. Je me rendis chez lui et y fis la connaissance de Michel Raptis, dit « Pablo ». Les présentations faites, Roland nous laissa seuls dans un salon de ses bureaux.

Bien que nos chemins ne se soient jamais croisés, j'avais beaucoup entendu parler de Pablo. La soixantaine, d'origine grecque, il avait fondé en Grèce la IV^e^ Internationale, avant de prendre la direction du parti trotskiste en France. Comme moi, pendant la guerre d'Algérie, il avait apporté son soutien au FLN, pour lequel il était notamment chargé de mettre en place une usine de fabrication d'armes au Maroc. C'est aussi lui qui avait manigancé l'épisode de la fausse monnaie aux Pays-Bas. L'opération avait capoté et entraîné son arrestation ainsi que celle de ses complices. Il avait alors écopé de quinze mois de prison.

Pablo avait la réputation de participer à la plupart des luttes d'émancipation. Si bien que, lorsque Roland Dumas et Stéphanie étaient venus me trouver pour aider les Grecs en lutte contre le régime des Colonels, j'avais supposé que leur réseau dépendait des pablistes, sans toutefois en avoir la certitude.

Seulement, aussi intéressant et engagé soit-il, Pablo était le genre d'individu que je m'imposais d'éviter à tout prix. « Percé comme une passoire », comme on disait dans le jargon. Beaucoup trop connu des services de police. Beaucoup trop bavard aussi. Il ne respectait pas, selon moi, la première règle de la clandestinité : lorsque l'on effectue un travail souterrain, on se doit de respecter une certaine rigueur, et donc de fuir la lumière et les tribunes politiques officielles. Question de sécurité et de bon sens.

Pablo me demanda ce que j'avais fait depuis le soutien au FLN.

— De la photo. Je me suis spécialisé dans la reproduction d'œuvres d'art. J'ai une petite entreprise.

— Pas de faux papiers ?

— Non.

Nous échangeâmes nos points de vue politiques, qui étaient sensiblement les mêmes. Nous partagions les mêmes valeurs d'humanité,

mais je préférai me tenir à distance et rester le plus évasif possible quant à mes activités.

Au bout d'une demi-heure de conversation, Pablo me demanda si j'étais en mesure de fabriquer des faux passeports. Il avait un modèle à me montrer, un passeport sud-africain, qu'il me tendit.

Je le pris sans rien dire pour l'examiner, l'ouvris, et constatai avec effroi qu'il s'agissait du passeport que j'avais rendu à Mattéi une semaine plus tôt. Même photo, même nom, même numéro, mêmes écornures aux coins. Ce passeport, je le connaissais par cœur, je l'avais détaillé, photographié, pesé, étudié millimètre par millimètre.

— Combien de temps te faudrait-il pour en produire, disons, une centaine ? Deux cents ? Trois cents ?

— Je ne sais pas.

— Donne-moi ton prix. Bien entendu, il sera le mien.

Qu'il me parle d'argent me choqua. Me prenait-on une fois encore pour un mercenaire ? Quiconque me connaissait, même peu, savait que je refusais catégoriquement d'être payé. La gratuité, j'en avais fait mon sacerdoce, car elle garantissait ma totale indépendance vis-à-vis des réseaux et l'incorruptibilité de mon engagement.

Devant Pablo, je masquai mes interrogations, et emportai le passeport avec moi en réservant ma réponse pour plus tard.

De retour chez moi, après un tête-à-tête avec le passeport dans la cuisine de mon appartement, j'eus un mal fou à trouver le sommeil. Le Sud-Africain de la photo me toisait, impassible. Devais-je en parler à Mattéi, ou à Curiel ? J'avais toujours clamé que j'exigeais d'avoir un contact unique. J'avais choisi Mattéi parce qu'il était le seul à emporter ma confiance absolue. Il respectait strictement le cloisonnement et avait mille fois prouvé que ses intentions n'étaient jamais douteuses. Il ne parlait de ses activités souterraines à personne, ne prenait jamais un risque inutile. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si notre duo fonctionnait sans encombre depuis tant d'années. Il se distinguait des autres par sa

totale indépendance, en triant toujours soigneusement les personnes pour qui et avec qui il travaillait.

Que Pablo se sente investi de la mission d'aider l'ANC, qu'il ait besoin d'exister et surtout de redorer son blason d'internationaliste militant que le fâcheux dénouement aux Pays-Bas avait gravement entaché, ne me surprenait pas.

Ce que je ne comprenais pas, c'était comment le passeport était passé de Mattéi à lui, et pourquoi il échouait à nouveau chez moi. Mattéi ne l'aurait pas donné directement à Pablo, parce qu'il aurait présagé des risques que nous encourrions à travailler avec une personne fichée. Surtout, nous avions déjà réglé ensemble tous les éléments techniques de fabrication de ce passeport. Était-ce Curiel ? Et dans ce cas, pourquoi chercher un autre faussaire, puisque Mattéi travaillait pour Curiel ?

S'il était arrivé quelque chose de grave à Mattéi, pensai-je, j'en aurais été informé par quelqu'un du réseau ou par la presse. Curiel aurait trouvé le moyen de me contacter directement, sans passer par Pablo. Surtout, Curiel, j'en étais sûr, ne m'aurait jamais proposé d'argent.

Impossible d'éluder les questions qui se bousculaient, nourrissant mon insomnie. Qu'y avait-il derrière cette histoire ? Deux suppositions : soit le réseau Curiel était à la source de ce cafouillage, et dans ce cas, le constat était triste, mais j'avais affaire à des amateurs totalement inconscients des dangers, soit nous étions infiltrés et, quelque part au sein du groupe, un agent de la police tirait les ficelles dans le but de démanteler l'organisation.

Le lendemain, je redéposai le passeport chez Roland Dumas dans une enveloppe à l'attention de Pablo, lui indiquant que je ne donnais pas suite à sa demande.

Le mois d'août approchait et Mattéi n'était pas revenu me voir. Je m'inquiétais un peu et décortiquais chaque matin la presse en espérant ne pas y trouver son nom ou sa description à la page des faits divers ou, pire, dans la rubrique nécrologique.

Comme chaque été, je mis ma société en congé annuel pour quelques semaines. Omar Boudaoud m'avait invité à lui rendre visite à Alger. Évelyne avait été une compagne après le départ de Lia. Nous étions désormais séparés, mais restés en bons termes. Elle voulait partir en Afrique et je lui avais proposé un jour de m'accompagner en vacances en Algérie, si elle considérait que le Maghreb était déjà un peu l'Afrique. Elle accepta. Nous fîmes alors ce qu'il nous amusait d'appeler notre « voyage de séparation ».

La dernière fois que j'étais allé en Algérie, c'était en 1953, avant la guerre. Je n'avais jamais foulé le sol de l'Algérie libérée.

Certains anciens du réseau Jeanson s'étaient installés là-bas pour aider à reconstruire le pays. On les appelait les « pieds-rouges ». C'était le cas de Jean-Marie Boeglin.

D'abord journaliste, puis secrétaire général du Théâtre de la Cité à Lyon, il avait rejoint le réseau de soutien au FLN la même année que moi, en 1957. Deux ans plus tard, il était devenu l'organisateur du réseau de la région lyonnaise, avant d'être victime lui aussi de la dénonciation d'un traître basé à Marseille, qui, nous l'avons appris plus tard, fut le responsable du démantèlement du réseau Jeanson. Le jour où la police était venue l'interpeller dans son théâtre, il avait tout juste eu le temps de s'échapper par une sortie de secours, derrière les coulisses, et de rejoindre la Suisse. Puis l'Algérie. Condamné par contumace à dix ans de prison en 1961 lors du procès Jeanson, il n'avait jamais remis les pieds en France. À Alger, il était devenu directeur du département communication et environnement de la Société nationale de sidérurgie (SNS). Nous ne nous étions jamais rencontrés, mais tout le bien que j'avais entendu dire de lui et de longues conversations échangées par téléphone avaient suffi à sceller entre nous, même à distance, une fraternité sans équivoque. Il nous tardait de nous rencontrer.

Dès mon arrivée, Boeglin me reçut chez lui pour dîner et ce fut comme si nous nous connaissions depuis toujours. Une rencontre simple et chaleureuse. Boeglin était intelligent, accueillant, sincère et humaniste

avant tout, en tout point similaire à l'idée que je m'étais faite de lui. Le lendemain, j'étais à nouveau invité à sa table, le surlendemain encore, et ainsi de suite pendant toute la durée de mon séjour.

Au cours d'un interminable repas où nous refaisions le monde avec exaltation, il me demanda si j'étais disposé à dispenser un cours pendant quinze jours en tant qu'intervenant en technique photographique dans une école de graphisme. Il souhaitait y réunir les meilleurs élèves des Beaux-Arts d'Alger. Moi qui avais toujours aimé former les jeunes, j'acceptai avec plaisir. Il fut convenu que le cours aurait lieu dès septembre.

Mes vacances étaient sur le point de prendre fin, et je me rendis chez Boeglin une dernière fois avant mon départ pour lui dire au revoir.

— Joseph, avant que tu partes, il faut que je te montre quelque chose.

Il me conduisit à sa chambre, sortit de sa poche la clef du tiroir de son bureau, qu'il ouvrit précautionneusement.

— J'ai été contacté par des membres de l'ANC. Ils ont besoin de faux passeports pour faire sortir leurs camarades du pays. Voilà un modèle.

Un mauvais pressentiment me traversa l'esprit lorsqu'il me tendit un passeport sud-africain, dont les écornures étaient plus prononcées à droite qu'à gauche.

Je l'ouvris…

C'était le même.

Parcouru d'un frisson, je fis un pas en arrière et lui rendis le passeport comme s'il m'avait brûlé les doigts.

— Voyons cela à mon retour, m'empressai-je de lui répondre avant de sauter dans un taxi.

Que tous les réseaux de solidarité avec l'émancipation des pays d'Afrique – et ils étaient nombreux – veuillent des passeports d'Afrique

du Sud, soit. Rien de plus normal. Mais pourquoi toujours le même passeport, trois fois, dans les mains de trois personnes différentes, qui ne se côtoient pas et n'habitent même pas le même pays ? Et par quel incompréhensible effet d'aimantation revenait-il toujours jusqu'à moi ? Quelles conclusions devais-je en tirer ?

Déjà, durant les mois qui avaient précédé, j'avais reçu à plusieurs reprises la visite au laboratoire d'individus que je ne connaissais pas, qui se présentaient de la part d'anciens amis du réseau de soutien du FLN, et qui souhaitaient me commander des papiers. Un à un, je les avais gentiment expédiés. Il y avait aussi eu ce type malhonnête, un ancien du réseau de soutien au FLN en Italie, que j'avais accepté de former pendant plusieurs mois avant de me fâcher irrémédiablement quand, alors que je lui avais tout appris sur les papiers, il m'avait demandé : « Et maintenant l'argent, comment on le fabrique ? »

J'avais pourtant toujours tout fait pour être invisible, fui la lumière, utilisé des pseudonymes et évité les réunions politiques. Je n'avais jamais exposé mes photos, accepté aucune médaille. Toutefois, je devais me rendre à l'évidence : mon nom avait trop circulé, j'étais désormais en danger.

Un couple de jeunes s'embrassait, assis sur le petit escalier presque en face des arènes de Lutèce, rue Monge à hauteur de la rue Rollin. Je dus presque les enjamber pour passer avant de m'introduire dans ce vieil immeuble à la porte grinçante, et de gravir l'escalier jusqu'au quatrième étage.

Une dame à l'allure d'institutrice, sa femme sûrement, me fit pénétrer dans un modeste appartement sombre aux murs recouverts de livres.

— Entrez, entrez, dit-elle en me guidant à travers un couloir.

Elle désigna une porte qui menait à un petit bureau aussi sombre que le reste de l'appartement. Henri Curiel m'accueillit.

— Enfin je peux mettre un visage sur le nom de « M. Joseph » ! s'exclama-t-il. C'est plus qu'un honneur de rencontrer l'homme de

l'ombre le plus discret, en chair et en os.

Il était grand et maigre. Son dos voûté, ses yeux myopes rendus minuscules par l'effet d'épais verres de lunettes, son air fragile et son ton professoral lui valaient bien son surnom, « le Vieux ».

— Depuis combien de temps travaillons-nous ensemble sans jamais nous être rencontrés ? poursuivit-il. 1959, n'est-ce pas ? Douze ans… Et quel travail accompli pour nos frères opprimés. Que me vaut l'honneur de votre visite ?

— Trois fois le même passeport.

Il m'observa, l'air interrogateur, tandis que je déposais ma grande valise sur la table avant de l'ouvrir.

— Tout est à vous. Mes tampons, toutes mes feuilles de calculs et formules de coloration, des papiers vierges, les modèles de chaque document, une machine à chauffer pour les couvertures plastifiées. Prenez-en soin. J'ai encore du matériel à vous apporter. Quand puis-je le déposer ?

Curiel s'affaissa dans son fauteuil, sans dissimuler sa contrariété.

C'était sur le chemin de mon retour en France, dans l'avion, que j'avais pris la décision de me retirer, convaincu que si j'attendais la réponse à l'énigme du passeport maudit, c'est en prison que je l'obtiendrais. Et, entre quatre murs, je ne serais plus utile à personne.

Boeglin m'avait parlé d'un poste à pourvoir dans son service de la SNS pour une durée de deux ans. J'avais, au départ, refusé. Puis, quand il me présenta le passeport, je me dis : « Pourquoi pas. » Mais un an seulement.

J'étais grillé, il n'y avait pas d'autre mot. Il ne me restait plus qu'à disparaître dans la nature et à me planquer, au moins le temps de me faire oublier des services de renseignement.

Et puis, j'avais fait le calcul. À quarante-six ans, j'étais faussaire depuis l'âge de dix-sept ans. Presque trente ans. Une telle longévité tenait déjà du miracle.

Je savais que ma fuite porterait un coup à l'organisation du « Vieux », c'est pourquoi, lors du rendez-vous, j'acceptai de prendre deux apprentis faussaires en formation, à qui Mattéi pourrait faire appel pendant ma retraite forcée. Quant aux antifranquistes espagnols, j'avais déjà formé suffisamment de jeunes faussaires pour qu'ils puissent se débrouiller en attendant.

Mes enfants étaient adultes et ils pourraient venir me voir autant qu'ils le voudraient. J'étais célibataire. Je ne possédais rien. Je n'avais que le bail de mon appartement à résilier et ma société à mettre en sommeil. M. Petit l'avait déjà fait quand il m'avait fallu fuir en Belgique, il s'en arrangerait à nouveau.

À la fin du mois de décembre 1971, je décollai pour Alger, avec le projet de revenir à ma vie de faussaire un an plus tard, mais je n'ai plus jamais fabriqué de faux papiers, et je suis resté dix ans en Algérie, où j'ai rencontré une jeune Algérienne, étudiante en droit, qui militait bénévolement pour le Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA). C'était Leïla, ta mère. Cette fois, j'ai voulu prendre un nouveau départ, vivre en plein jour, loin de l'ombre et des tourments des luttes clandestines.

Il m'arrive encore aujourd'hui de repenser à mon premier faux papier, il y a soixante-six ans. Aurais-je pu alors deviner que l'accomplissement de cet acte allait marquer mon destin à jamais ? À l'époque, c'était la Résistance. Pour beaucoup, elle prit fin à la Libération. Pas pour moi. Ma vie de faussaire est une longue résistance ininterrompue car, après le nazisme, j'ai continué à résister aux inégalités, aux ségrégations, au racisme, aux injustices, au fascisme et aux dictatures.

Je sais que ceux qui n'ont pas compris les raisons de mes engagements ultérieurs à la Seconde Guerre mondiale sont nombreux. Puisque je n'étais plus en danger, pourquoi continuer à prendre le risque d'être emprisonné ou assassiné pour des conflits éloignés ?

Pourtant, mon implication au cœur de toutes ces luttes n'a été que la suite logique de mon action pendant la Résistance. En 1944, j'ai compris que la liberté pouvait se gagner par la détermination et la bravoure d'une poignée d'hommes. L'illégalité, tant qu'elle ne bafouait ni l'honneur ni les valeurs humanistes, était un moyen sérieux et efficace à envisager.

À ma façon, et avec les seules armes à ma disposition – celles des connaissances techniques, de l'ingéniosité et des utopies inébranlables –, j'ai pendant presque trente ans combattu une réalité trop pénible à observer ou à subir sans rien faire, grâce à la conviction de détenir le pouvoir de modifier le cours des choses, qu'un monde meilleur restait à inventer et que je pouvais y apporter mon concours. Un monde où plus personne n'aurait besoin d'un faussaire. J'en rêve encore.

Épilogue

En décidant d'écrire sur la vie de mon père, j'avais délibérément choisi de ne m'intéresser qu'à ses années de combat, et d'achever le récit à la fin de l'année 1971, date à laquelle il a cessé toute action politique clandestine. Je jugeais que son autre vie, celle dont je fais partie, n'avait d'intérêt que pour le cercle réduit de la famille et des proches. Pourtant, en écrivant le mot FIN, il restait encore des questions en suspens. Je connaissais bien sûr les raisons de son départ, mais que s'était-il passé après ?

Je décidai de le questionner à nouveau.

Je suis arrivé à Alger quelques jours avant l'année 1972. Nouvel An, nouvelle vie, nouveau départ. J'enseignais les techniques photographiques, la photogravure et l'imprimerie à des élèves sélectionnés parmi les plus talentueux des Beaux-Arts algériens.

J'aurais dû rentrer à Paris au début de l'année 1973, mais un an, ça passe vite… Je me suis senti bien. J'ai un peu traîné. Et puis il y a eu ce jour où un ami du MPLA m'a demandé d'aller chercher en voiture une militante nommée Leïla, ta mère. Algérienne du Sud à la peau noire, fille d'un imam progressiste, elle était infiniment belle et, il faut le dire, très courtisée. Elle possédait une grande culture, étudiait le droit à la faculté d'Alger, militait pour la décolonisation des pays d'Afrique et s'intéressait beaucoup à l'art contemporain et à la photo. C'est l'art qui nous a rapprochés.

Lui plaire m'a donné l'impulsion d'envisager un autre futur. Soudain, alors que je n'y avais jamais pensé auparavant, j'ai eu ce désir fou de tout reprendre à zéro. J'avais conscience d'avoir eu une chance inouïe d'avoir échappé à la prison, à la mort. J'ai fait le bilan. Après tout, clandestin, caché, homme de l'ombre, n'avais-je pas passé suffisamment d'années à

offrir la vie ou la liberté à d'autres sans jamais me préoccuper de la mienne ?

Nous nous sommes mariés. Ton frère Atahualpa est né, puis José, puis toi, et c'était comme si, à l'âge de cinquante ans, j'avais droit à une seconde chance. Une vie bonus.

— Alors, pourquoi être revenu en France dix ans après ?

— C'était le choix de Leïla. Elle pressentait que la vague de fondamentalisme religieux ne serait pas passagère. Moi, je ne voyais rien venir, mais elle, si. Au fil des jours, elle percevait le durcissement des mœurs. Elle craignait pour vous trois, « nos petits métis », elle craignait pour moi, « le Juif », et pour elle-même, femme de liberté, qui m'avait épousé. Nous avions voulu que notre mixité soit votre richesse, or elle vous mettait en danger. Après un départ précipité, nous avons débarqué en France en 1982 sans bagages, sans travail, avec trois enfants en bas âge, un visa touristique de trois mois, et l'espoir que les choses s'arrangent au plus vite. Étrangers, candidats à l'immigration, craignant d'être renvoyés chacun vers son pays d'origine, on ne savait où exactement puisque Leïla était algérienne, vous et moi, argentins… À mon retour, j'ai revu Georges Mattéi, à *La Closerie des lilas*, comme à l'époque. Il avait poursuivi son combat jusqu'en 1980, et travaillait toujours comme journaliste et documentariste. Henri Curiel était mort en 1978, assassiné par la Main rouge[1] au pied de son ascenseur de la rue Rollin. Je l'avais appris en Algérie, par les journaux. Nous étions tous les deux très peinés par la mort d'Henri, qui scellait la fin d'une époque. Nous avions vieilli, n'étions plus dans le coup. Les conflits géopolitiques des années 80 nous dépassaient, nous n'en maîtrisions plus les enjeux. Georges Mattéi s'inquiétait pour nous, qui n'étions pas français et risquions l'expulsion. J'ai repris mon métier de photographe, entrepris les démarches de naturalisation. Il fallait que vous puissiez vivre dans un pays où vous seriez libres. En 1992, nous sommes devenus français. J'avais soixante-sept ans, et j'étais un jeune père ! Je vous ai vus grandir en espérant que, même si je n'avais pas pu vous offrir un monde meilleur, je saurais vous transmettre les valeurs pour lesquelles je n'ai cessé de me battre. Aujourd'hui j'en suis sûr.

1 Organisation obscure dont on présume qu'elle est en réalité une émanation des services spéciaux français pour se débarrasser des dossiers gênants en commettant sabotages et assassinats. On attribue le plus souvent la mort d'Henri Curiel à la Main rouge ou à l'OAS, sans toutefois avoir de certitude.

Remerciements

Pour avoir eu la gentillesse de partager leurs souvenirs, je remercie Denis Berger, Omar Boudaoud, Marie-Aline Collenot, Hélène Cuenat, maître Roland Dumas, Anita Fernandez, maître Ali Haroun, José Hipolito Dos Santos, Francis Jeanson, Leïla Kaminsky, Marthe Kaminsky, Paul Kaminsky, Marceline Loridan, Yoram Mouchenik, Niko, Sarah-Elisabeth Penn, Belkacem Rhani, Aurélie Ricard, Annette Roger, Suzie Rosenberger, Paul-Louis Thirard et Jean-Pierre Van-Tinguem.

Et, pour leurs relectures, je remercie Jean-Étienne Cohen-Séat, Alban Fischer, Nicole Gex, Leïla Kaminsky.

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library